

TABLE DES MATIERES	N° de page
EXPOSE GENERAL DES MOTIFS	<b>I-XI</b>
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE	<b>1</b>
<b>Liste des articles</b>	<b>2</b>
<b>PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER</b>	<b>3</b>
<i>Dispositions relatives aux ressources</i>	<b>4</b>
<i>Dispositions relatives aux charges</i>	<b>5</b>
<i>Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges</i>	<b>6-7</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>8</b>
<b>A- BUDGET GENERAL</b>	<b>9</b>
<b>A-1 Dépenses ordinaires</b>	<b>9</b>
<i>Dépenses ordinaires : services votés</i>	<b>9</b>
<i>Dépenses ordinaires : mesures nouvelles</i>	<b>10</b>
<b>A-2 Dépenses d'investissement</b>	<b>11</b>
<i>Dépenses en capital sur ressources internes</i>	<b>11-15</b>
<i>Dépenses en capital sur ressources extérieures</i>	<b>16</b>
<b>B : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>17-21</b>
<b>C- : DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>22-25</b>
TABLEAUX RECAPITULATIFS (Annexés à l'exposé des motifs par article)	<b>26</b>
<b>I. Budget Général</b>	<b>27</b>
<b>1 – Recettes 2011 et situation d'exécution recettes 2009</b>	<b>28</b>
<b>2 – Dépenses</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comparaison par titre et par pouvoir public ou ministère des crédits ouverts par la loi de finances 2010 et ceux prévus dans la loi de finances 2011.</li> </ul>	<b>31-49</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Situation d'exécution gestion 2009 et gestion 2010.</li> </ul>	<b>50-72</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comparaison par secteur et par source de financement des autorisations de programme et des crédits de paiements des financements acquis et des prévisions de tirage de 2004 à 2011</li> </ul>	<b>73- 75</b>
<b>IV – Observations générales sur l'évolution des dépenses</b>	<b>76-777</b>
<b>V – Comptes spéciaux du Trésor</b>	<b>78-79</b>
<b>VI – Déficit budgétaire global</b>	<b>80-81</b>
A- PROJET DE LOI	<b>82-89</b>
<b>Annexes législatives</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexe 1 : Budget général – recettes</li> </ul>	<b>90</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexe 2 : Comptes spéciaux du Trésor</li> </ul>	<b>91</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexe 3 : Réévaluation des services votés</li> </ul>	<b>92-104</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexe 4 : Répartition des mesures nouvelles</li> </ul>	<b>105</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexes 5 et 5 bis : Dépenses d'Investissement Répartition des ( AP et CP) et ( FA et PT) mesures nouvelles</li> </ul>	<b>106-110</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexe 6 : Taxes parafiscales</li> </ul>	<b>111</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexe 7 : Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs</li> </ul>	<b>112</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexes 8 et 8 bis : Service de la dette – Etat détaillé des encours et des échéances</li> </ul>	<b>113-114</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexe 9 et 9 bis: liste détaillée des dépenses PPTTE - IADM</li> </ul>	<b>115-118</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexe 10 et 10 bis : Crédits de fonctionnement et d'investissement transférés aux Agences</li> </ul>	<b>119-120</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexe 11 : Opérations budgétaires des agences bénéficiant d'une subvention de plus de cinq (5) milliards</li> </ul>	<b>121</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexe 12 : Risques budgétaires</li> </ul>	<b>122</b>

## **A – EXPOSE GENERAL DES MOTIFS**

## **Exposé général des motifs**

La préparation du projet de loi de finances pour l'année 2011 se déroule à la fin du premier programme sous l'Initiative de Soutien à la Politique Economique (ISPE), commencé depuis 2007 qui a permis à notre pays d'engranger des résultats importants dans le domaine de la gestion macroéconomique et des réformes structurelles malgré un contexte de crise en 2007 et 2008.

L'année 2010 marque un renforcement de ces acquis avec un retour progressif à une croissance économique notable et une poursuite de l'assainissement des finances publiques

En 2011, le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale prévoit une croissance vigoureuse de 4,2 %. Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait se situer à 6,4%. Les tensions inflationnistes devraient rester modérées dans les pays avancés.

Ce regain de croissance au niveau mondial, se refléterait au plan intérieur par un redressement de l'activité économique en ralentissement depuis 2008 sous l'effet des chocs liés à la flambée des cours mondiaux du pétrole et des produits alimentaires mais également à la crise économique et financière. Les perspectives macroéconomiques tablent sur une croissance du PIB réel de 4,4% contre 4,0% en 2010.

En 2011, la gestion budgétaire devrait se dérouler dans un environnement macroéconomique plus favorable avec la consolidation de la croissance observée en 2010. La stratégie de mobilisation des recettes sera articulée autour des grands axes que constituent : l'élargissement de l'assiette et la réforme foncière. Aussi, le nouveau programme discuté avec le Fonds Monétaire International sera appuyé de nouveau par l'ISPE et comptera entre autres objectifs :

- la stabilité macroéconomique soutenue par une politique budgétaire saine avec une amélioration de la qualité des dépenses en vue de mieux contenir la croissance et lutter contre la pauvreté;
- l'accroissement des recettes publiques pour couvrir davantage, dans le budget, les dépenses prioritaires ;
- la consolidation des progrès enregistrés dans la gestion des finances publiques en renforçant la crédibilité et l'exécution budgétaire tout en évitant l'accumulation d'arriérés de paiement ;
- la poursuite des réformes structurelles pour améliorer le climat des affaires.

Dans ce contexte, la loi de finances 2011 sera marquée notamment par :

- la mise en œuvre de la première année du Document de Politique Economique et Sociale (2011-2015) qui constitue le socle de la politique nationale de développement économique et social et le cadre de mise en œuvre des actions arrêtées pour la réalisation des objectifs du Millénaire ;
- le maintien du cap pour la stratégie de croissance accélérée ;
- l'utilisation de la méthode de la budgétisation axée sur les résultats qui porte le nombre des ministères sous CDSMT de quatorze (14) à vingt (21) en 2011 ;
- la prise en charge des dépenses d'Education pour 45,5% du budget de fonctionnement avec notamment la couverture complète des salaires des corps émergents et des bourses, mais également des dépenses de santé pour 10,3% ;
- la couverture correcte des dépenses permanentes à hauteur de 58,79 milliards FCFA pour assainir en particulier les relations financières avec les entreprises du sous secteur de l'hydraulique urbaine et de la SENELEC.

Les ressources du projet de loi de finances 2011 sont évaluées à 2081,99 milliards F CFA contre 2131,54 milliards F CFA pour les charges, ce qui dégage un déficit de 49,55 milliards F CFA contre 51,23 milliards FCFA dans la LFR de 2010 ; soit une baisse de 1,68 milliard FCFA.

S'agissant des ressources internes du projet de budget 2011, elles sont projetées à 1727,07 milliards F CFA contre 1543,69 milliards F CFA dans la loi de finances rectificative 2010 soit une hausse de 183,38 milliards F CFA en valeur absolue et 11,88% en valeur relative.

Concernant les recettes externes, elles sont projetées à 281 milliards F CFA contre 273,3 milliards F CFA dans la loi de finances rectificative 2010 soit une hausse de 7,7 milliards F CFA en valeur absolue et 2,8% en valeur relative.

Les charges financées sur ressources internes du projet de budget 2011 sont évaluées à 1776,62 milliards F CFA contre 1594,92 milliards F CFA dans la loi de finances rectificative 2010 soit une hausse de 181,7 milliards F CFA en valeur absolue et 11,39% en valeur relative.

Quant aux dépenses financées sur recettes externes elles sont projetées à 281 milliards F CFA et varient dans les mêmes proportions que les recettes de même nature évoquées ci-dessus.

## I. LES RECETTES DU BUDGET GENERAL

Globalement les projections de recettes du budget général sont caractérisées par une tendance à la hausse par rapport à la loi de finances rectificative 2010, passant de 1 816,99 milliards F CFA à 2008,07 milliards F CFA pour la loi de finances 2011 soit une hausse de 191,08 milliards F CFA en valeur absolue et 10,52% en valeur relative. Malgré des baisses prévues sur les ressources PPTE/IADM et sur les dons budgétaires, les recettes fiscales et les recettes non fiscales devront connaître une évolution favorable grâce à une amélioration attendue des recouvrements.

### 1. – Les recettes fiscales

Les recettes fiscales sont projetées à 1299,4 milliards F CFA contre 1226,3 milliards F CFA dans la loi de finances rectificative 2010 soit une progression de 73,1 milliards F CFA en valeur absolue et 6% en valeur relative.

### 2. – Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont estimées à **46 milliards F CFA** contre **42,7 milliards F CFA** dans la loi de finances rectificative 2010 soit une hausse de 3,3 milliards F CFA en valeur absolue et 7,7% en valeur relative.

### 3. – Les autres recettes internes

Il s'agit des dons budgétaires, de la prise en charges des ressources PPTE/IADM, des remboursements de prêts rétrocédés et d'emprunts budgétaires auprès de partenaires comme la Banque Mondiale, le FMI, la BAD et l'AFD. Ces soutiens importants, dont le Trésor est comptable assignataire, sont projetés à **381,68 milliards F CFA** en 2011 contre **274,69 milliards F CFA** dans la loi de finances rectificative 2010 soit une hausse de 106,99 milliards F CFA en valeur absolue et 38,95% en valeur relative.

### 4. – Les recettes externes

Les prévisions de **recettes externes** augmentent par rapport à celles de la loi de finances rectificative 2010 passant de 273,3 milliards F CFA à **281 milliards F CFA** pour la loi de finances 2011 soit une augmentation de 7,7 milliards F CFA en valeur absolue et 2,8% en valeur relative.

## II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Les charges du budget général sont réparties entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement.

## **1- Les dépenses ordinaires**

Les **dépenses ordinaires** sont projetées à **1258,92 milliards F CFA** dont 254,73 milliards F CFA de dette publique, 416 milliards F CFA de dépenses de personnel et les autres dépenses courantes estimées à 588,19 milliards F CFA (dont 12 milliards de PPTTE/IADM). Elles sont en hausse de 103,5 milliards F CFA en valeur absolue et 8,96% en valeur relative par rapport à la loi de finances rectificative 2010. Cette augmentation concerne respectivement le service de la dette pour 65,6 milliards, les dépenses de personnel pour un montant de 19,2 milliards et les « autres dépenses courantes » pour de 18,7 milliards.

### **1-1 La dette publique :**

Elle est projetée à **254,73 milliards F CFA** contre 189,13 milliards F CFA dans la loi finances rectificative 2010; soit une hausse, de 65,6 milliards F CFA en valeur absolue et 34,69% en valeur relative. Cette hausse provient aussi bien du service de la dette intérieure qu'extérieure.

### **1-2 Les dépenses de personnel :**

Elles sont projetées à **416 milliards F CFA** contre 396,8 milliards F CFA en 2010 soit une hausse de 19,2 milliards F CFA en valeur absolue, et une variation relative de 4,8%.

Ces dépenses sont évaluées après mise à jour du fichier de la solde.

En effet, la préparation du budget sur SIGFIP a permis de faire le toilettage du fichier du personnel en mettant à jour les imputations budgétaires par agent et précisant les emplois tenus ; il a été également mis à jour les diverses indemnités servies à chaque salarié.

Au total, ces dépenses prennent en compte les incidences financières des dernières hausses indemnitaires conclues avec les organisations syndicales (hors corps émergents qui seront prévus dans les dépenses de fonctionnement) pour un montant de 3,25 milliards FCFA de mesures nouvelles et la prise en charge de nouveaux recrutements pour 5,32 milliards FCFA notamment dans le secteur de la santé.

Par ailleurs, il importe que l'opération d'intégration dans la Fonction Publique des diplômés relevant actuellement des corps émergents de l'Education continue d'être menée avec diligence pour maîtriser les incidences financières qui ne manqueront pas de se répercuter sur les autres dépenses de fonctionnement, en cas d'insuccès.

### **1-3 Les autres dépenses courantes**

Ces dépenses sont projetées à **588,19 milliards F CFA** (dont 12 de PPTE/IADM) contre **569,49 milliards F CFA** dans la loi de finances rectificative 2010, soit une hausse 18,7 milliards F CFA en valeur absolue et de 3,28% en valeur relative.

Un montant total de **502,32 milliards F CFA** a été alloué en services votés réévalués aux institutions et ministères dont 276,32 milliards F CFA en fonctionnement et 226 milliards F CFA en transferts courants.

Les mesures nouvelles d'un montant de **94,44 milliards F CFA** ont été obtenues suite à une augmentation des données du cadrage macroéconomique largement discutées avec les partenaires au développement (notamment FMI) et d'autre part par un effort interne consistant à la réduction de tous les budgets sur certaines lignes jugées non sensibles de 25% par rapport à leurs services votés. Elles ont, ainsi, permis la prise en charge de :

- la couverture totale des salaires des corps émergents qui passent de 76,94 milliards FCFA en 2010 à 105,94 milliards FCFA en 2011; soit une hausse de 36,28% en valeur relative.

Il faut rappeler que depuis trois années successives, des décrets d'avances portant ouverture de crédits sont pris en cours de gestion pour compléter le paiement des salaires du dernier trimestre. Afin d'éviter de recourir à ces rallonges qui faussent la crédibilité budgétaire, le Gouvernement a fait un effort en accordant des mesures nouvelles d'un montant de 37 milliards de francs CFA pour couvrir entièrement les charges salariales des corps émergents. Toutefois, des mesures d'assainissement consistant à identifier le nombre d'agents de ce corps et la réalité des dépenses qui lui sont affectées, feront l'objet d'une vérification approfondie par le Ministère de l'Economie et des Finances.

- l'augmentation de la dotation des bourses nationales à hauteur de 2,5 milliards afin de contenir les dépenses dans l'enveloppe de 19,5 milliards FCFA ;
- Les factures d'eau au titre de l'année 2011 pour 15 milliards FCFA. Le montant de la facture de l'Administration centrale devrait se situer autour de 20 milliards FCFA pour 2011. Des efforts de réduction de consommation de 5 milliards sont prévus dans le cadre de l'assainissement du sous secteur et de ses relations avec l'Etat;
- Les factures et compenses de l'électricité pour la gestion 2011 pour 43,79 milliards. Ce montant permettra de payer la facture de l'Administration centrale prévue pour 17,6 milliards de FCFA et de prendre en charge les opérations de compensation du manque à gagner de la SENELEC pour insuffisance tarifaire estimées à 26,19 milliards de FCFA ;

- En ce qui concerne les dépenses de téléphone, elles seront couvertes par la concertation prévue dans le cadre du pacte d'actionnaires avec France Télécom ;
- La préparation des élections de 2012 avec l'inscription de 4 milliards au ministère de l'Intérieur et 700 millions à la CENA dans le budget de 2011 pour permettre aux structures en charge de l'organisation de ces élections de respecter les délais de passation des marchés de fournitures ;
- la prise en charge pour 500 millions, pour la première année des activités relatives à l'organisation du sommet Africités prévu en 2012 à Dakar ;
- l'augmentation du fonds de dotation avec une mesure nouvelle de 1,75 milliard FCFA ;
- la dotation des nouveaux services issus du décret 2010-925 du 8 juillet 2010 modifié, portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les Ministères.

## **2- Les dépenses d'investissement**

Le montant total des ressources affectées à l'investissement dans la Loi de Finances 2011 s'élève à une enveloppe de **798,70 milliards** de FCFA répartie comme suit :

- **517,7 milliards de FCFA** pour les dépenses en capital sur ressources internes (crédits de paiement), soit 64,8% des investissements publics ;
- **281 milliards de FCFA** pour les dépenses en capital sur ressources extérieures, soit 35,2% des investissements publics.

L'enveloppe globale des investissements publics est passée de 712,8 milliards FCFA en 2010 à 798,7 milliards de Francs CFA, soit une hausse de 85,9 milliards de FCFA en valeur absolue et de 12,13% en valeur relative.

Cette augmentation substantielle du budget d'investissement 2011 s'explique par la programmation du projet de prolongement de l'autoroute à péage à AIBD-Mbour-Thiés dont le financement fait l'objet d'un emprunt sur le marché financier en raison de la forte rentabilité économique dudit projet (24%).

Les crédits d'investissements 2011 contribuent pour un montant de **674,34 milliards de francs CFA**, soit 84%, à la réalisation des Orientations Stratégiques du Document de Politique Economique et



Sociale. Le reste des investissements prévus, d'un montant de **124,36 milliards de francs CFA**, soit 16% est constitué :

- d'une part, de la réserve de gestion d'un montant de 21,34 milliards FCFA pour faire face en cours de gestion à des dépenses imprévues revêtant un caractère urgent et prioritaire et,
- d'autre part, pour un montant de 103,19 milliards de francs CFA de dépenses de souveraineté nationale (défense nationale, sécurité publique, affaires étrangères, etc), d'impôts et taxes sur les marchés publics financés sur ressources extérieures, de participations financières de l'Etat aux organisations sous-régionales, régionales et internationales, d'indemnités d'expropriation et de préemption et de bâtiments et équipements administratifs pour l'amélioration des conditions de travail des services de l'administration.

Ainsi l'allocation de crédits d'investissements 2011 s'est totalement inscrite dans la perspective de la réalisation des Orientations Stratégiques du Document de Politique Economique et Sociale suivant la répartition ci-après :

<b>ORIENTATIONS STRATEGIQUES</b>	<b>Montant en FCFA</b>	<b>%</b>
AXE 1 - modernisation du secteur agricole et développement du monde rural	127 006 000 000	19%
AXE 2 : culture de la gestion axée sur les résultats de développement	7 106 820 000	1%
AXE 3 : infrastructures d'accompagnement (routes, ports et énergie) et aménagement du territoire	332 704 623 000	49%
AXE 4 : amélioration des services sociaux de base pour un développement social	198 454 000 000	29%
AXE 5 : politiques transversales et d'accompagnement	9 069 000 000	1%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>674 340 443 000</b>	<b>100,0%</b>

La répartition sectorielle des ressources internes et externes du budget d'investissement est la suivante :

<b>SECTEURS</b>	<b>RESSOURCES INTERNES</b>	<b>RESSOURCES EXTERIEURES</b>	<b>TOTAL</b>	<b>%</b>
PRIMAIRE	58 072 000 000	95 799 000 000	153 871 000 000	20%
SECONDAIRE	16 421 000 000	52 668 000 000	69 089 000 000	9%
TERTIAIRE	222 882 000 000	37 072 000 000	259 954 000 000	33%
QUATERNAIRE	198 985 000 000	95 461 000 000	294 446 000 000	38%
SOUS/TOTAL	496 360 000 000	281 000 000 000	777 360 000 000	100%
HORS SECTEUR	21 340 000 000	0	21 340 000 000	
TOTAL	517 700 000 000	281 000 000 000	798 700 000 000	

La répartition par orientation stratégique du Document de Politique Economique et Sociale permet de constater que :

- **la modernisation du secteur agricole et le développement du monde rural** concentrent **19%** des investissements prévus en 2011, ce qui traduit la priorité que le Gouvernement continue d'accorder : (i) au développement des activités agro-sylvo-pastorales et à l'hydraulique rurale (ii) à la relance de la pêche et (iii) à l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural.

Les principaux projets programmés en 2011 sont :

- ✓ Grande Offensive pour l'Alimentation et l'Agriculture (GOANA IV) avec les Programmes agricoles dans ses volets (i) subvention des semences d'arachide et de céréales des engrais et produits phytosanitaires, (ii) protection des cultures, et (iii) création et réhabilitation des aménagements hydro-agricoles ;
  - ✓ Programme National d'Insémination Artificielle et de Renforcement de la Protection Sanitaire ;
  - ✓ Programme agricole/volet élevage ;
  - ✓ Programme de Réalisation des Bassins de Rétention et de gestion des ressources naturelles ;
  - ✓ Programme de Développement de l'Aquaculture ;
  - ✓ Programme Chaîne de froid.
- **la culture de la gestion axée sur les résultats de développement** reçoit une allocation de **1%** des investissements prévus en 2011.

L'opérationnalisation de cette orientation stratégique se traduit par la mise en œuvre des principaux projets suivants :

- ✓ Projets de suivi-évaluation des Cadres de Dépenses Sectoriels à Moyen Terme (CDSMT) des départements ministériels ;
  - ✓ Renforcement des capacités des ministères techniques et de l'exécution des projets ;
  - ✓ Informatisation : Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP), Système Intégré de Gestion des Taxes (SIGTAS), Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT), Direction Générale des Douanes (DGD) ;
  - ✓ Informatisation de l'Etat ;
  - ✓ Projet de Coordination des Réformes Budgétaires et Financières et de Responsabilité financière ;
  - ✓ Etude prospective, Document de politique Economique et Social, Plan d'Orientation pour le Développement Economique et Social, Programmation des Investissements.
- **les infrastructures d'accompagnement (transports, routes et énergie) et l'aménagement du territoire** qui bénéficient de

**49%** des dépenses en capital qui seront consacrées essentiellement à la poursuite de l'amélioration de la mobilité urbaine et rurale ; à l'augmentation du taux d'accès à l'électricité en milieu rural et au renforcement du développement local et régional.

Les principaux projets programmés en 2011 sont :

- ✓ Projet de construction de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio ;
  - ✓ Projet de prolongement de l'autoroute à péage à AIBD-Mbour-Thiès ;
  - ✓ Programme Spécial Touba ;
  - ✓ Programme Spécial de Tivaouane ;
  - ✓ Programme de réalisation de l'Ouvrage d'Accostage et de Gare Maritime Karabane ;
  - ✓ Fonds d'Équipement des Collectivités Locales ;
  - ✓ Programme National de Développement Local ;
  - ✓ Programme Renforcement des Collectivités Locales ;
  - ✓ Projet centrale hydroélectrique de Félou ;
  - ✓ Programme d'Urgence d'Électrification Rurale.
- **l'amélioration des services sociaux de base pour un développement social** occupe une place prépondérante dans l'allocation des crédits d'investissements avec un poids de **29%**. Ce secteur englobe tous les investissements relatifs (i) au développement des ressources humaines (éducation, enseignement technique et formation professionnelle, santé, nutrition, etc), et (ii) à l'amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et du cadre de vie (approvisionnement en eau potable et assainissement en milieu urbain, urbanisme et habitat).

Les principaux projets programmés en 2011 sont :

- ✓ Achèvement des programmes de constructions scolaires et universitaires ;
  - ✓ Achèvement des constructions de Postes de Santé, de Centres de Santé, de l'Hôpital Dalal Jamm et des Hôpitaux de Kaolack et Fatick ;
  - ✓ Plan Stratégique de lutte contre le SIDA ;
  - ✓ Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire (PEPAM) ;
  - ✓ Plan jaxaay (constructions de logements sociaux, Equipement des zones inondées, etc).
- **politiques transversales et d'accompagnement** qui reçoit une allocation budgétaire de **1%** destinée à promouvoir l'emploi, le genre, la gouvernance et la participation citoyenne. En outre, il est prévu des actions spécifiques qui concourent à la promotion socio-

économique des femmes, des jeunes et des populations déshéritées, au développement du secteur privé et au renforcement de la compétitivité des entreprises nationales.

Ces politiques transversales sont prises en compte à travers l'exécution en 2011 des principaux projets ci-après :

- ✓ Office pour l'Emploi des jeunes, Fonds National d'Actions pour l'Emploi, Fonds de promotion des jeunes et des ASC et Volontaires du service civique national ;
- ✓ Appui à l'Inspection des Finances, à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), à la Cellule Nationale du Traitement de l'Information Financière (CENTIF), à l'Agence Judiciaire de l'Etat ;
- ✓ Programme National de Bonne Gouvernance ;
- ✓ Renforcement des Capacités des Attachés Parlementaires ;
- ✓ Appui à la promotion des aînés, projet de réadaptation base communautaire handicapés et Programme de Santé de la Reproduction des Jeunes, phase 2 ;
- ✓ Bureau et Fonds d'Appui à la mise à niveau des Entreprises ;
- ✓ Plateforme d'Appui au Secteur Privé (PLASEPRI), Etudes, Enquêtes et Promotion du secteur privé ;
- ✓ Fonds National de l'Entreprenariat Féminin, Fonds National de Crédit pour les Femmes, etc.

### **III. Les Comptes spéciaux du Trésor**

Ils sont projetés en ressources et en dépenses à **73,92 milliards de FCFA** contre **65,66 milliards de FCFA** en 2010 soit une hausse de **8,26 milliards de FCFA** qui s'explique notamment, par une amélioration du recouvrement du fonds national de retraite et du remboursement des prêts aux logements.

\* \*  
\*

Comparativement aux lois de finances 2008, 2009 et 2010, les principaux flux retenus dans la présente loi de finances, pour l'année 2011, sont présentés dans le tableau ci-après :

En milliards de CFA

	2008	2008	2009	2009	2010	2010	2011	ECARTS
	LFI	LFR	LFI	LFR	LFI	LFR	LFI	LFI 11-LFR 10
<b>BUDGET GENERAL</b>								
<b>Recettes du budget général</b>	<b>1579,0</b>	<b>1647,5</b>	<b>1755,5</b>	<b>1690,2</b>	<b>1780,0</b>	<b>1817,0</b>	<b>2008,1</b>	<b>10,52%</b>
<b>Recettes internes</b>	<b>1255,8</b>	<b>1307,6</b>	<b>1495,5</b>	<b>1443,2</b>	<b>1506,7</b>	<b>1543,7</b>	<b>1727,1</b>	<b>11,88%</b>
Recettes ordinaires hors dons	1172,7	1087,5	1337,0	1202,0	1269,0	1269,0	1345,4	6,02%
Re cetttes exceptionnelles	0,1	137,1	70,1	70,1	61,9	61,9	59,7	-3,55%
Autres recettes	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	2,7	-66,25%
Emprunt	75,0	75,0	61,8	111,9	125,0	160,0	289,9	81,18%
Dons budgétaires			18,6	51,2	42,8	44,8	29,4	-34,41%
<b>Recettes externes</b>	<b>323,2</b>	<b>339,9</b>	<b>260,0</b>	<b>247,0</b>	<b>273,3</b>	<b>273,3</b>	<b>281,0</b>	<b>2,82%</b>
Dons budgétaires	14,0	14,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Emprunt programme	34,2	34,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Ressources affectées	275,0	291,7	260,0	247,0	273,3	273,3	281,0	2,82%
<b>Charges du budget général</b>	<b>1591,5</b>	<b>1663,3</b>	<b>1776,8</b>	<b>1733,8</b>	<b>1822,8</b>	<b>1868,2</b>	<b>2057,6</b>	<b>10,14%</b>
Dépenses ordinaires	<b>887,5</b>	<b>966,2</b>	<b>1079,0</b>	<b>1079,0</b>	<b>1110,0</b>	<b>1155,4</b>	<b>1258,9</b>	<b>8,96%</b>
Dettes publiques	83,2	83,2	150,0	150,0	174,1	189,1	254,7	34,71%
Traitements et salaires	347,0	347,0	389,0	389,0	396,8	396,8	416,0	4,84%
Autres dépenses courantes	457,3	536,0	540,0	540,0	539,1	569,5	588,2	3,28%
Dépenses en capital	<b>704,0</b>	<b>697,1</b>	<b>697,8</b>	<b>654,8</b>	<b>712,8</b>	<b>712,8</b>	<b>798,7</b>	<b>12,05%</b>
-sur ressources internes	429,0	405,4	437,8	407,8	439,5	439,5	517,7	17,79%
-sur ressources externes	275,0	291,7	260,0	247,0	273,3	273,3	281,0	2,82%
<b>Solde du Budget général</b>	<b>-12,5</b>	<b>-15,8</b>	<b>-21,3</b>	<b>-43,6</b>	<b>-42,8</b>	<b>-51,2</b>	<b>-49,5</b>	<b>-3,23%</b>
<b>COMPTES SPECIAUX TRESOR</b>								
Ressources	51,8	51,8	52,2	61,1	65,7	65,7	73,9	<b>12,51%</b>
Charges	61,3	61,3	58,2	61,1	65,7	65,7	73,9	12,51%
<b>Solde des comptes spéciaux</b>	<b>-9,5</b>	<b>-9,5</b>	<b>-6,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	
dont Avals et garanties et/ou prêts log	9,5	9,5	9,5	6,0	9,5	9,5	6,0	-36,84%
<b>SOLDE GLOBAL</b>								
Y compris dons	<b>-22,0</b>	<b>-25,3</b>	<b>-27,3</b>	<b>-43,6</b>	<b>-42,8</b>	<b>-51,2</b>	<b>-49,5</b>	<b>-3,23%</b>

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances pour l'année 2011 soumis à votre adoption.



## **B** – EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE



# LISTE DES ARTICLES

ARTICLES	LIBELLES	N° de page
	PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER	
<b>1</b>	<b>Dispositions relatives aux ressources</b>	4
<b>2</b>	<b>Dispositions relatives aux charges</b>	5
<b>3</b>	<b>Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges</b>	5-6
	DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES	
	A- BUDGET GENERAL	
	A-1 Dépenses ordinaires	
<b>4</b>	<b>Dépenses ordinaires : services votés</b>	9
<b>5</b>	<b>Dépenses ordinaires : mesures nouvelles</b>	10
	A-1 Budget d'investissement	11
<b>6</b>	<b>Dépenses en capital sur ressources internes</b>	
<b>7</b>	<b>Dépenses en capital sur ressources extérieures</b>	16
	B : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	
<b>8</b>	<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	17
<b>9</b>	<b>Autorisation de report des soldes des comptes d'affectation spéciale</b>	19
<b>10</b>	<b>Comptes de commerce</b>	19
<b>11</b>	<b>Comptes de prêts</b>	20
<b>12</b>	<b>Comptes d'avances</b>	20
<b>13</b>	<b>Affectations comptables</b>	21
	C- : DISPOSITIONS DIVERSES	
<b>14</b>	<b>Taxes parafiscales</b>	22
<b>15</b>	<b>Crédits évaluatifs</b>	22
<b>16</b>	<b>Dispositions relatives au respect des règles organisant les dépenses publiques</b>	23
<b>17</b>	<b>Autorisation de régulation des dépenses</b>	24
<b>18</b>	<b>Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor</b>	24



**PREMIERE PARTIE :  
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**



Cette première partie de la loi de finances a pour objet d'autoriser la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

## **A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

### **ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.**

Texte de l'article :

*« I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2011 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.*

*II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2011, à la somme de 1.727.075.000. 000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2011, à la somme de 281.000.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*IV – Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.008.075.000.000 francs CFA. »*

#### **Exposé des motifs**

Cet article évalue le montant des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat et dont la perception est autorisée annuellement conformément aux lois et règlements, notamment l'article 6 de la loi organique relative aux lois de finances et aux dispositions de la présente loi de finances. Un état qui donne les prévisions de recettes par chapitre est annexé à cet article, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles de recettes du budget est fondée sur les réalisations au 31 août 2010 d'une part, et d'autre part sur les projections révisées du programme financier du mois d'octobre 2010. Les prévisions de ressources internes sont de 1.727.075.000. 000 de francs CFA.

Les prévisions de ressources externes sont de 281.000.000.000 de francs CFA financées notamment par des dons



projet d'un montant de 125.400.000.000 de francs CFA et des emprunts (hors prêts rétrocédés) pour un montant 155.600.000.000 de francs CFA.

## **B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES**

### **ARTICLE 2 : Evaluation des charges**

Texte de l'article :

*« Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2011, à la somme de 2.057.620.000.000 francs CFA conformément aux annexes III, IV et V de la présente loi. »*

#### **Exposé des motifs**

Cet article évalue le montant des charges imputables au budget général et sont relatives à l'amortissement des charges de la dette publique, aux dépenses de personnel, aux autres dépenses de fonctionnement, aux dépenses d'investissement et une subvention de 6 milliards aux comptes spéciaux du Trésor

Par rapport à l'année 2010, ces charges progressent de 189,4 milliards de francs CFA en valeur absolue et 10,14% en valeur relative.

## **C – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

### **ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget**

Texte de l'article

*I - Pour l'année 2011, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :*



RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
<b>I - BUDGET GENERAL</b>				
<b>A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
<i>A 1 - Recettes internes</i>		<i>A1 Dépenses sur recettes internes</i>		
<i>A 1-1 Recettes</i>				
<i>Recettes fiscales</i>	1 299 400	<i>Dette publique</i>	254 730	
<i>Recettes non fiscales</i>	46 000	<i>Dépenses de personnel</i>	416 000	
<i>Recettes Exceptionnelles</i>	59 700	<i>Autres dépenses courantes</i>	588 190	
<i>Remboursements Prêts et avances</i>	2 700	<i>Dépenses en capital sur ressources internes</i>	517 700	
<i>Dons budgétaires</i>	29 385			
<b>Total recettes</b>	<b>1 437 185</b>	<b>Total dépenses sur recettes internes</b>	<b>1 776 620</b>	-339 435
<i>A 1-2 - Emprunts</i>				
<i>Emprunts</i>	289 890			
<b>Total emprunts</b>	<b>289 890</b>			
<b>Total A = (A-1-1 + A 1-2)</b>	<b>1 727 075</b>	<b>Total A = (A1)</b>	<b>1 776 620</b>	-49 545
<b>B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
<i>B - Recettes externes</i>				
<i>Tirage Dons et emprunts</i>	281 000	<i>Dépenses en capital sur ressources externes</i>	281 000	
<b>Total B</b>	<b>281 000</b>	<b>Total B</b>	<b>281 000</b>	
<b>TOTAL I= (A + B)</b>	<b>2 008 075</b>	<b>TOTAL I = (A + B)</b>	<b>2 057 620</b>	<b>-49 545</b>
<b>2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
<i>Recettes</i>	73 916	<i>Dépenses</i>	73 916	0
<b>TOTAL BUDGET = (1 + 2)</b>	<b>2 081 991</b>	<b>TOTAL BUDGET = (1 + 2)</b>	<b>2 131 536</b>	<b>-49 545</b>

II. – Pour l'année 2011, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 649.820. 000. 000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.»

## Exposé des motifs

1- Le tableau annexé à l'article 3 récapitule les ressources et les charges du Budget général et des Comptes spéciaux du Trésor.



2 - Par ailleurs, le même article autorise le Président de la République à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 649.820. 000. 000 de francs CFA. Ce montant correspond au déficit budgétaire évalué à 49.545.000.000 de francs CFA augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement de 281.000.000.000 de francs CFA, des dons budgétaires de 29.385.000.000 de francs CFA et d'emprunts budgétaires de 289.890.000.000 de francs CFA.

3 - Comme chaque année, l'alinéa 3 de cet article autorise le Président de la République à recourir à différents instruments de gestion de la trésorerie.



**DEUXIEME PARTIE :**  
**MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES**



Cette deuxième partie de la loi de finances fixe pour le budget général, le montant des crédits ouverts au titre des services votés et au titre des mesures nouvelles, le plafond des dépenses ordinaires et d'investissement et le montant des crédits de paiement et des autorisations de programme assorties de leurs échéanciers, les opérations des comptes spéciaux du Trésor et énonce les dispositions diverses.

## **A – BUDGET GENERAL**

### **A-1 DEPENSES ORDINAIRES**

#### **ARTICLE 4 : Services votés**

Texte de l'article :

*« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2011, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de 1 164 483 682 000 francs CFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par titre suivante :*

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	254 730 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	407 433 757 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	276 317 439 500 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	226 002 485 500 francs CFA

#### **Exposé des motifs**

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique (article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts pour la loi de finances rectificative 2010 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2011, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses ordinaires :

- par le tableau II annexés au présent exposé des motifs ;
- par des annexes « fascicules budgétaires » établies pour chaque ministère et qui fournissent les explications des



différences concernant tant les services votés que les mesures nouvelles.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	254 730 000 000	francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	407 433 757 000	francs CFA
- Titre 3 et 4 autres dépenses courantes	502 319 925 000	francs CFA
total	<b>1 164 483 682 000</b>	francs CFA

## ARTICLE 5 : mesures nouvelles

Texte de l'article :

*« Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2011, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 94 436 318 000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 2 dépenses de personnel	8 566 243 000	francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	73 510 075 000	francs CFA
- Titre 4 transferts courants	12 360 000 000	francs CFA

*Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.»*

### Exposé des motifs

I – La comparaison, par pouvoir public et ministère, des crédits ouverts par la loi de finances rectificative 2010 et ceux prévus par la loi de finances de l'année 2011, au titre des dépenses ordinaires (mesures nouvelles) est donnée au tableau n° II en annexe.

II – Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Le tableau n° II en annexe présente les éléments essentiels des dépenses ordinaires pour l'année 2011.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles par titre et par



pouvoir public et ministère, des dépenses ordinaires sont présentées en annexe IV.

## **A –2 DEPENSES D’INVESTISSEMENT**

### **ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes**

Texte de l'article :

*« I – Il est ouvert pour l'année 2011, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 517.700.000.000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	150 635 200 000 francs CFA
- Titre 6: Transfert en capital	367 064 800 000 francs CFA

*II – Il est ouvert pour la loi de finances 2011, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes de montant 3.849.201.000.000 francs CFA.*

*Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.*

### **Exposé des motifs**

Le financement interne du Budget d'Investissement est de **517 milliards 700 millions de FCFA** et prend en charge : (i) les contreparties aux financements extérieurs ; (ii) les engagements financiers portant notamment sur les lettres de mission, les impôts et taxes sur marchés publics, les participations financières et les indemnités d'expropriation et de préemption ; (iii) les projets et actions financés entièrement par l'Etat et (iv) les dotations budgétaires aux principaux fonds.



**Principales contreparties aux financements extérieurs :****PRIMAIRE**

<b>Intitulé Projets</b>	<b>Montant en FCFA</b>
Projet de Développement Agricole de Matam, phase II (PRODAM2)	742 000 000
Appui Développement Rural en Casamance	377.000.000
Projet de promotion Riziculture dans le Delta	200.000.000
Programme de Développement des Marchés Agricoles	216.000.000
Projet Développement Sénégal Oriental et Casamance	100.000.000
Projet de Gestion et de Restauration des Terres Dégradées du Bassin Arachidier (PROGERT)	62.000.000
Gestion Intégrée des Ressources Marines et Côtières	70.000.000
Projet création Ecovillages	300.000.000
Projet Appui à la Petite Irrigation Locale	150.000.000
AEP villages Ndiosmone Palmarin	2.131.000.000
PEPAM AEP BAD en milieu rural phase 2	885.000.000
Projet AEP Gorom Lampsar	225.000.000
OMVS – Projet de Gestion Intégrée des ressources en eau et de développement des usages multiples de l'eau	880.010.000
Programme chaîne de Froid, phase II	69.000.000
Programme Régional d'Appui à la Pêche Artisanale en Afrique Occidentale (PRAO)	55.000.000
Programme National de Développement Local	332.000.000

**SECONDAIRE**

<b>Intitulé Projets</b>	<b>Montant en FCFA</b>
Plates Formes multifonctionnelles	300.000.000
Appui Bureau de mise à niveau des entreprises	250.000.000
Projet de Gestion des Energies Renouvelables	200.000.000
Projet de Construction de la Boucle 225 KV	269.000.000

**TERTIAIRE**

<b>Intitulé Projets</b>	<b>Montant en FCFA</b>
Projet construction autoroute à péage Dakar-Diamniadio	42.300.000.000
Projet Route Linguère-Matam	2.000.000.000
Travaux routes Mamelles Aéroport	2.000.000.000
Route de Ouakam Abass Ndao - Mamelles	2.000.000.000
Route Tamba- Médina Gounass- Frontière Guinée	2.250.000.000
Réhabilitation Pont Faidherbe	3.000.000.000
Acquisition de rames réversibles	50.000.000
Projet tramway	325.000.000
Projet Mobile Banking	235.000.000

**QUATERNAIRE**

<b>Intitulé Projets</b>	<b>Montant en FCFA</b>
Projet Assainissement Pikine	220.000.000
Projet Assainissement ville de Diourbel	134.000.000
Projet Assainissement Kaolack	250.000.000
Plan Stratégique Lutte SIDA	675.000.000
Programme Santé Maternelle et Infantile	501.000.000
Programme Renforcement de la Nutrition	1.172.000.000
Construction Hôpital Dallal Jamm	1.050.000.000
Construction Hôpital Pédiatrique de Diamniadio	300.000.000
Projet Education de Qualité pour Tous, phase II	364.000.000



Projet Education BAD IV - PDEF	616.000.000
Projet de Construction Collèges de proximité	2.960.000.000
Projet de qualification des ressources humaines. construction de 3 centres sectoriels	544.000.000
Projet partenariat pour l'apprentissage et l'ouverture du système de formation professionnelle	298.000.000
Projet de construction Institut Africain de l'Enseignement des Maths et des Sciences	655.000.000
Projet Alphabétisation et Apprentissage Lutte contre la pauvreté	420.000.000
Aménagement Cadre de Vie dans les Daaras	131.000.000
Projet de Renforcement et d'Equipe ment des Collectivités Locales (PRECOL)	300.000.000
Programme National de Bonne Gouvernance	352.500.000

### Principaux engagements financiers :

#### PRIMAIRE

Intitulé Projets	Montant en FCFA
Neuvième (9 <sup>ème</sup> ) Lettre de Mission SAED	3.764.000.000
Cinquième Lettre de Mission SODAGRI	700.000.000
Programme Connectivité Eau Potable Zone Economique Spéciale Intégrée	2.100.000.000

#### SECONDAIRE

Différentiel transport produits pétroliers	3.616.000.000
Programme Appui au fonctionnement de l'Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale	1.108.000.000
Programme Electrification Rurale/ Convention avec la Sénélec	1.063.470.000

#### TERTIAIRE

Millénium Challenge Account	700.000.000
Réhabilitation infrastructures ferroviaires entre Dakar et Thiès	950.000.000
Aéroport International de Ndiass (AIBD)	1.000.000.000
Gare des Baux Maraîchers	500.000.000
Prime à la Casse	400.000.000
Redevance Microsoft	500.000.000
Redevance Eutelsat	200.000.000
Redevance Intelsat	400.000.000

#### QUATERNAIRE

Programme Informatisation DGID, Modernisation Cadastre et Construction, Aménagement et Equipement Services Fiscaux	3.186.000.000
Impôts et Taxes sur marchés	4.000.000.000
Indemnités Expropriation et Prémption	2.000.000.000
Programme Connectivité Assainissement Zone Economique Spéciale Intégrée	2.500.000.000

### Principaux Projets et actions entièrement financés par l'Etat :

#### PRIMAIRE

Intitulé Projets	Montant en FCFA
Programme agricole/volet semences (arachide, céréales, etc)	10.679.000.000
Programme agricole/volet engrais	5.000.000.000
Programme Spécial de réfection des aménagements hydro-	1.400.000.000



agricoles	
Appui au processus de syndicalisation des agriculteurs	400.000.000
Projet de réalisation d'unités de stockage de produits agricoles	500.000.000
Programme pluies provoquées (acquisition avions)	3.071.000.000
Reconstitution Stock sécurité Alimentaire	1.000.000.000
Programme National d'Insémination Artificielle	1.750.000.000
Programme de Renforcement Protection Zoosanitaire	846.000.000
Aires de Transformation	492.000.000
Ouvrage d'accostage et gare maritime de Karabane	2.884.000.000
Programme de Développement de l'Aquaculture	300.000.000
Programme grande muraille verte	550.000.000
Programme de réalisation des Bassins de Rétention	770.000.000

**SECONDAIRE**

Programme d'urgence électrification rurale	3.000.000.000
Etudes Prospection Promotion Géologique et Minier	654.000.000
Prospection Promotion Pétrole	250.000.000
Programme Economie et Maîtrise de l'Energie	250.000.000
Construction et Réhabilitation Inspections du travail	200.000.000

**TERTAIRE**

Maison de la Presse	1.000.000.000
Appui à la Radiodiffusion Télévision Sénégalaise (RTS)	3.000.000.000
Projet d'Implantation de Magasins de Référence	500.000.000
Projet prolongement autoroute à AIBD-Mbour-Thiès	90.890.000.000
Programme Spécial Touba	10.000.000.000
Programme Spécial Tivaouane	10.000.000.000

**QUATERNAIRE**

Construction et Equipement Cases des Tout Petits	600.000.000
Projet de Construction de Salles de Classe	7.460.000.000
Projet manuels scolaires PDEF	2.419.000.000
Construction, Réhabilitation et Extension Lycées Techniques (Fatick, Kolda, Thiès, Diourbel, Tambacounda, Mbacké)	1.071.000.000
Construction Université de Kaolack et d'amphithéâtres (UCAD, UGB, CUR Ziguinchor, CUR Bambey)	2.850.000.000
Construction et Equipement bâtiments d'hébergement des étudiants (UPT, UCAD, UGB, CUR Ziguinchor, CUR Bambey) et de restaurants (UCAD, UPT-EPT)	1.864.000.000
Construction Cité des Enseignants	1.000.000.000
Construction et Equipement Hôpitaux Fatick et Ziguinchor	1.000.000.000
Construction, Réhabilitation et Equipement Postes de Santé	1.300.000.000
Construction et Equipement Maternité Le Dantec	740.000.000
Acquisition Scanner, Echographies et Mammographies	950.000.000
Réadaptation Base Communautaire Handicapés	300.000.000
Appui groupements féminins	410.000.000
Projet Assainissement Opérations Hivernales	1.000.000.000
PEPAM-Réhabilitation de 30 KM d'Assainissement Eaux Usées	600.000.000
Nettoisement de la ville de Kaolack	300.000.000
Equipement Défense Nationale	14.423.000.000
Réhabilitation, Construction Casernes Gendarmerie Nationale et Equipement Gendarmerie Nationale	1.573.000.000
Construction Siège Cour des Comptes	1.000.000.000
Réhabilitation, Construction, et Equipement Sûreté Nationale	
Acquisition et Construction postes diplomatiques et Consulaires	4.374.000.000
Recensement général de la population et de la démographie	2.000.000.000
Projet de Gestion de carte d'Identité Nationale	3.530.000.000



Projet acquisition de motopompes, de tentes et de bacs à ordures	10.000.000.000
Projet de construction de l'Arène Nationale	500.000.000
Achèvement Programme Indépendance	850.000.000
Construction Complexes Culturels Régionaux	473.000.000
Plan « JAXAAY » (construction logements sociaux, équipement des zones inondées, fournitures produits phytosanitaires)	4.500.000.000
Acquisition immeubles et terrain	11.950.000.000

**Dotations budgétaires aux principaux fonds :**

Fonds National de Développement Agro-Sylvo-Pastoral (FNDASP)	250.000.000	francs CFA
Fonds de garantie projets agricoles	1.500.000.000	francs CFA
Fonds de bonification des projets agricoles	500.000.000	francs CFA
Fonds d'Appui à la Stabulation (FONSTAB)	218.000.000	francs CFA
Fonds National de l'Hydraulique (FNH)	1.181.000.000	francs CFA
Fonds Energies Renouvelables	200.000.000	francs CFA
Fonds d'Impulsion des Biocarburants	200.000.000	francs CFA
Fonds d'Appui à la Mise à Niveau des Entreprises	250.000.000	francs CFA
Fonds d'Appui à l'Artisanat	200.000.000	francs CFA
Fonds d'Appui à la Stratégie de Croissance Accélérée	400.000.000	francs CFA
Fonds d'Entretien Routier Autonome (FERA)	22.500.000.000	francs CFA
Fonds de Développement des Transports Urbains (FDTU)	400.000.000	francs CFA
Fonds Spécial de Gestion des inondations	2.000.000.000	francs CFA
Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur	300.000.000	francs CFA
Fonds National Crédit Femmes	235.000.000	francs CFA
Fonds National de l'Entreprenariat Féminin	1.000.000.000	francs CFA
Fonds de Solidarité Nationale	300.000.000	francs CFA

Par rapport à la loi de finances rectificative 2010,

- Les autorisations de programme augmentent de 343.302.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 11,49 % en valeur relative.
- Les crédits de paiement augmentent de 1.750.000.000 de francs CFA en valeur absolue et 0,40 % en valeur relative.

Les crédits ouverts au titre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) du Budget d'Investissement augmentent de 10,07% en valeur relative.

**ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes**

Texte de l'article :

*« I Pour la loi de finances de l'année 2011, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 281.000.000.000 de francs CFA ainsi réparties :*

- Emprunt	156 000 000 000 francs CFA
- Subvention	125 000 000 000 francs CFA

*II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 2.460.410.000.000 de francs CFA ainsi répartis :*

- Emprunt	1 337 046 000 000 francs CFA
- Subvention	1 123 364 000 000 francs CFA

*Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi. »*

**Exposé des motifs**

Le financement extérieur, d'un montant de 281 milliards de FCFA est constitué de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 156 milliards de FCFA (55,5%) et de subventions pour un montant de 125 milliards de FCFA (44,5%). Ce financement extérieur enregistre l'important financement accordé par les Etats-Unis à notre pays au titre de l'assistance du Millenium Challenge Account et qui est destiné essentiellement à la mise en œuvre de projets d'irrigation et de gestion des ressources en eau et de réhabilitation des routes ainsi que les financements extérieurs destinés au projet de construction de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio.

L'exécution de ces opérations se fera conformément aux différents accords conclus avec les bailleurs de fonds.

Les justifications détaillées sont présentées dans l'annexe V consacrée au budget d'investissement.

Par rapport à la loi de finances rectificative 2010 :



- Les financements acquis sur emprunts et subventions diminuent globalement de 53.747.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 2,1% en valeur relative ;
- Les Prévisions de Tirage augmentent globalement de 7.700.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 2,8 % en valeur relative.

## **B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

### **I – COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE**

#### **ARTICLE 8 :**

Texte de l'article :

*« I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2011 sont évaluées à 56.166.000.000 francs CFA.*

*II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2011, s'élèvent à 56.166.000.000 francs CFA.*

*III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :*

- *Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique.»*

#### **Exposé des motifs**

I- L'article 41 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi organique stipule que les évaluations de recettes font l'objet d'un vote par catégorie de comptes spéciaux.

L'alinéa 3 du même article dispose que les dépenses des Comptes spéciaux du Trésor sont votées par catégorie de Comptes spéciaux dans les mêmes conditions que les dépenses du budget général.

II – Les crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale figurent dans le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

En outre, le tableau V fournit également des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2011 et ceux prévus par la loi de finances de l'année 2010.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes spéciaux du Trésor.

IV – L'article 26 alinéa 2 de la loi organique précitée dispose que le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder les recettes du même compte, sauf pendant les trois mois de création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année.

Le présent projet de loi de finances de l'année 2011 prévoit que les comptes d'affectation spéciale doivent être exécutés en dépenses à hauteur des recettes réalisées. En outre, il n'est pas autorisé de découvert pour ces comptes au titre de l'année 2011.

V- l'article 25 alinéa 3 de la loi organique précitée dispose que sauf dérogations prévues par une loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du Trésor les dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités à des agents de l'Etat.

La présente loi de finances autorise le paiement de ces dépenses sur les comptes d'affectation spéciale ci après:

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes
- le compte des Frais de Contrôle des Sociétés à Participation Publique.

**ARTICLE 9 : Autorisation de report**

Texte de l'article :

*« Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2011, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite. »*

**Exposé des motifs**

L'article 25 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances stipule que sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté d'année en année.

Pour l'année 2011, seul le solde créditeur du compte spécial « Fonds National de Retraite » est reportable. L'application de cet article vise à limiter les dérapages résultant des autres Comptes d'affectation spéciale.

**II – COMPTES DE COMMERCE****ARTICLE 10 :**

Texte de l'article :

*«I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2011 sont évaluées à 150.000.000 francs CFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2011, s'élèvent à 150.000.000 francs CFA.»*

**Exposé des motifs**

L'article 27 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi organique relative aux lois de finances stipule que le découvert fixé annuellement pour chaque compte de commerce a un caractère limitatif. Pour la loi de finances 2011, il n'est pas accordé de découvert pour les comptes de commerce.



### **III – COMPTES DE PRETS.**

#### **ARTICLE 11:**

##### **Texte de l'article :**

*« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2011, sont évaluées à 16.800.000.000 francs CFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2011, s'élèvent à 16.800.000.000 francs CFA. »*

##### **Exposé des motifs**

Les plafonds sont ainsi répartis :

- Prêts aux collectivités locales 800.000.000 francs CFA ;
- Prêts à divers particuliers 16.000.000.000 francs CFA ;

Pour appuyer la politique d'accès au logement pour les agents de l'Etat, ce dernier compte est subventionné à hauteur de 6 milliards de F CFA par le budget général en sus de ses ressources ordinaires provenant des remboursements.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2011 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2010.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

### **V – COMPTES D'AVANCES.**

#### **ARTICLE 12:**

Texte de l'article :

*« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 francs CFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2011, s'élèvent à 800.000.000 francs CFA. »*

## **Exposé des motifs**

Ce plafond concerne les avances consenties aux Collectivités locales.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2011 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2010.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

### **ARTICLE 13: Affectations comptables**

Texte de l'article :

*«Compte tenu des dispositions des articles 8 à 14, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 73.916.000.000 francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.*

*Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2011 sont évaluées à la somme de 73.916.000.000 francs CFA. »*

### **Exposé des motifs**

L'article 19 alinéa 2 et suivants de la loi organique relative aux lois de finances stipule toutefois que, certaines recettes peuvent être directement affectées à certaines dépenses. Ces affectations spéciales prennent la forme de budgets annexes, de comptes spéciaux du Trésor ou de procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe.

L'affectation par procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe est décidée par voie réglementaire dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.



Dans tous les autres cas, l'affectation est exceptionnelle et ne peut résulter que d'une disposition de la loi de finances, d'initiative gouvernementale.

L'objet de cet article est de confirmer pour la loi de finances de l'année 2011, les affectations résultant des lois de finances antérieures.

Par rapport à la loi de finances 2010, les affectations augmentent en valeur absolue de 8,2 milliards de Francs CFA et de 12,51% en valeur relative.

## **C- : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 14 : Taxes parafiscales**

Texte de l'article :

*« La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2011. »*

#### **Exposé des motifs**

L'article 33 alinéa 4° de la loi organique énumère parmi les annexes explicatives qui doivent accompagner la loi de finances de l'année, la liste complète des taxes parafiscales.

### **ARTICLE 15 : Crédits évaluatifs**

Texte de l'article :

*« Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII. »*

#### **Exposé des motifs**

L'objet de cet article est d'autoriser que des dépenses auxquelles s'appliquent les crédits ouverts au titre de ces chapitres ou

comptes spéciaux du Trésor puissent s'imputer, en cas de besoin, au delà des crédits ouverts par la présente loi.

Aux termes de l'article 11 de la loi organique, les crédits évaluatifs s'appliquent aux crédits afférents au service de la dette publique (charge des intérêts et remboursement des emprunts), aux frais de justice et aux réparations civiles, aux remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure sur un état spécial annexé à la présente loi de finances ».

## **ARTICLE 16: Respect des règles organisant les dépenses publiques**

Texte de l'article :

*« Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques*

*L'agent de l'Etat, qui viole cette disposition, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.*

*Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.*

*De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie. »*

### **Exposé des motifs**

L'objet de cet article est de réaffirmer la règle de l'engagement préalable en matière de dépenses publiques et de préciser les conditions d'application des dispositions pertinentes du Code des Obligations de l'Administration.

**ARTICLE 17: autorisation de régulation des dépenses**

Texte de l'article :

*« Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital »*

**Exposé des motifs**

Cet article a pour objet d'habiliter le gouvernement, à procéder à une régulation des dépenses, en vue de définir des objectifs qui sont compatibles avec la situation financière de l'Etat. En d'autres termes il donne la possibilité au Gouvernement de geler les crédits et de les débloquer en fonction de la situation financière. Les modalités d'application de ces opérations sont précisées par circulaire du Ministre chargé des Finances.

**ARTICLE 18 : Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor**

Texte de l'article :

*« Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.*

*La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor.*

**Exposé des motifs de l'article:**

Les dispositions de cet article contribuent à améliorer la gestion de la trésorerie et à favoriser la stratégie de retour au Compte unique du Trésor préconisé par diverses études.

Il s'agit, par ailleurs de compléter le dispositif, en vigueur, de centralisation de la trésorerie dans un compte unique ouvert au nom du Trésor dans les livres de la BCEAO, par un mécanisme de mise à disposition maîtrisée des subventions et autres concours du budget de l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques. La



domiciliation de ces concours dans les livres du Trésor et sa mobilisation, de façon concertée, permet ainsi de ne plus entretenir inutilement une trésorerie publique oisive dans les banques tout en assurant aux entités bénéficiaires le financement correct et régulier de leurs opérations.



## **C - TABLEAUX RECAPITULATIFS**



## **- BUDGET GENERAL**





## **- RECETTES**

### **I . PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES 2011.**



**TABLEAU 1 : Prévisions des ressources par article et par paragraphe**

NOMENCLATURE ET NATURE DE RECETTES	PREVISIONS LFR 2010	REALISATIONS AU 31-08-10	PREVISIONS LFI 2011	ECARTS LFI 11 et LFR 10	
<b>ARTICLE 71- RECETTES FISCALES</b>					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	147 300 000	116 500 000	139 000 000	-8 300 000	-5,63%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	189 300 000	116 800 000	206 500 000	17 200 000	9,09%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)		0	23 300 000	23 300 000	
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	1 200 000	0	400 000	-800 000	-66,67%
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS ET DROITS</b>	<b>337 800 000</b>	<b>233 300 000</b>	<b>369 200 000</b>	<b>31 400 000</b>	<b>9,30%</b>
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	632 200 000	422 800 000	672 500 000	40 300 000	6,37%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	50 200 000	31 800 000	30 800 000	-19 400 000	-38,65%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	171 100 000	114 400 000	189 200 000	18 100 000	10,58%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales	35 000 000	16 100 000	37 700 000	2 700 000	7,71%
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS</b>	<b>888 500 000</b>	<b>585 100 000</b>	<b>930 200 000</b>	<b>41 700 000</b>	<b>4,69%</b>
<b>071 - TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>1 226 300 000</b>	<b>818 400 000</b>	<b>1 299 400 000</b>	<b>73 100 000</b>	<b>5,96%</b>
<b>ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES</b>				0	
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise du Domaine et	5 400 000	12 400 000	22 100 000	16 700 000	309,26%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0724 - Produits financiers	35 000 000	16 600 000	21 500 000	-13 500 000	-38,57%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	2 100 000	1 700 000	2 200 000	100 000	4,76%
<b>072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>42 700 000</b>	<b>30 700 000</b>	<b>46 000 000</b>	<b>3 300 000</b>	<b>7,73%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>	<b>1 269 000 000</b>	<b>849 100 000</b>	<b>1 345 400 000</b>	<b>76 400 000</b>	<b>6,02%</b>
074 - DONS PROGRAMMES	44 767 000	7 900 000	29 385 000	-15 382 000	-34,36%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	61 900 000	37 000 000	59 700 000	-2 200 000	-3,55%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	8 000 000	2 000 000	2 700 000	-5 300 000	-66,25%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR			40 000 000	40 000 000	
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES		26 515 056	34 000 000	34 000 000	
017 AUTRES EMPRUNTS	160 027 000	36 168 495	215 890 000	55 863 000	34,91%
<b>TOTAL ARTICLES 74, 76, 29, 16 et 17</b>	<b>274 694 000</b>	<b>109 583 551</b>	<b>381 675 000</b>	<b>106 981 000</b>	<b>38,95%</b>
<b>TOTAL ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17</b>	<b>1 543 694 000</b>	<b>958 683 551</b>	<b>1 727 075 000</b>	<b>183 381 000</b>	<b>11,88%</b>
012 - DONS PROJETS ET LEGS	140 844 000	45 736 428	125 000 000	-15 844 000	-11,25%
015 - TIRAGE SUR EMPRUNTS PROJETS	132 456 000	75 133 041	156 000 000	23 544 000	17,77%
<b>TOTAL ARTICLES 12, et 15</b>	<b>273 300 000</b>	<b>120 869 469</b>	<b>281 000 000</b>	<b>7 700 000</b>	<b>2,82%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL</b>	<b>1 816 994 000</b>	<b>1 079 553 020</b>	<b>2 008 075 000</b>	<b>191 081 000</b>	<b>10,52%</b>



TABLEAU 1 bis : Exécution recettes 2009

Art. Parag.	Nature de la recette	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative	Recouvrement
<b>71</b>	<b>RECETTES INTERNES</b>			
	<b>RECETTES FISCALES</b>			
	<b>IMPOTS DIRECTS</b>			
71 1	Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	144 600 000 000	120 200 000 000	90 695 925 329
71 2	Impôts sur les salaires et autres rémunérations	170 400 000 000	171 100 000 000	144 290 307 769
71 3	Impôts sur le patrimoine	20 000 000 000	18 700 000 000	22 527 864 457
71 4	Autres impôts directs	2 700 000 000	2 700 000 000	763 843 348
	<b>Total impôts directs</b>	<b>337 700 000 000</b>	<b>312 700 000 000</b>	<b>258 277 940 903</b>
	<b>IMPOTS INDIRECTS</b>			
71 5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	689 600 000 000	594 800 000 000	549 233 013 202
71 6	Droits de timbre et d'enregistrement	33 500 000 000	41 700 000 000	24 141 998 609
71 7	Droits et taxes à l'importation	189 000 000 000	170 600 000 000	161 321 554 560
71 9	Autres recettes fiscales	52 200 000 000	52 200 000 000	9 813 395 738
	<b>Total impôts indirects</b>	<b>964 300 000 000</b>	<b>859 300 000 000</b>	<b>744 509 962 109</b>
<b>71</b>	<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>1 302 000 000 000</b>	<b>1 172 000 000 000</b>	<b>1 002 787 903 012</b>
<b>72</b>	<b>RECETTES NON FISCALES</b>			
72 1	Revenu de l'entreprise et du domaine	4 300 000 000	5 700 000 000	19 202 059 445
72 2	Droits et frais administratifs	800 000 000	100 000 000	823 516 656
72 3	Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	100 000 000	3 367 993 920
72 4	Produits financiers	26 800 000 000	22 000 000 000	25 991 299 580
72 9	Autres recettes non fiscales	3 000 000 000	2 100 000 000	765 357 772
<b>72</b>	<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>35 000 000 000</b>	<b>30 000 000 000</b>	<b>50 150 227 373</b>
<b>71-72</b>	<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>	<b>1 337 000 000 000</b>	<b>1 202 000 000 000</b>	<b>1 052 938 130 385</b>
74	Dons budgétaires	18 600 000 000	51 200 000 000	129 578 093 735
76	Recettes exceptionnelles (dont PPTE/IADM)	70 080 000 000	70 080 000 000	74 154 395 446
29	Remboursement de prêts rétrocédés	8 000 000 000	8 000 000 000	2 781 974 128
0176	Emprunts	61 810 000 000	111 900 000 000	100 553 021 666
<b>74-76-29</b>	<b>TOTAL AUTRES RECETTES</b>	<b>158 490 000 000</b>	<b>241 180 000 000</b>	<b>307 067 484 975</b>
<b>71-72-74-76-29</b>	<b>TOTAL RECETTES INTERNES</b>	<b>1 495 490 000 000</b>	<b>1 443 180 000 000</b>	<b>1 360 005 615 360</b>
	<b>RECETTES EXTERNES</b>			
12	Dons projets et legs	126 375 000 000	130 844 000 000	134 451 264 393
15	Tirages sur dons et emprunts projets	133 625 000 000	116 156 000 000	127 686 613 637
16	Emprunts programmes	0	0	0
74	Dons programmes	0	0	0
<b>12-15-74</b>	<b>TOTAL RECETTES EXTERNES</b>	<b>260 000 000 000</b>	<b>247 000 000 000</b>	<b>262 137 878 030</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>1 755 490 000 000</b>	<b>1 690 180 000 000</b>	<b>1 622 143 493 390</b>



**II . COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR PUBLIC OU MINISTERE  
DES CREDITS OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES 2010 ET CEUX  
PREVUS DANS LA LOI DE FINANCES 2011.**



République du Sénégal

**RECAPITULATION GLOBALE PAR TITRE**

	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Dépenses consolidées</b>						
Titre 1 - Dette Publique	174 100 000 000	254 730 000 000	0	254 730 000 000	80 630 000 000	46,31%
Titre 2 - Dépenses de personnel	396 800 000 000	407 433 757 000	8 566 243 000	416 000 000 000	19 200 000 000	4,84%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	289 200 000 000	276 317 439 500	73 510 075 000	349 827 514 500	60 627 514 500	20,96%
Titre 4 - Dépenses de transfert	249 900 000 000	226 002 485 500	12 360 000 000	238 362 485 500	-11 537 514 500	-4,62%
<b>TOTAL CONSOLIDE AVEC DOTATIONS INTERNES</b>	<b>1 110 000 000 000</b>	<b>1 164 483 682 000</b>	<b>94 436 318 000</b>	<b>1 258 920 000 000</b>	<b>148 920 000 000</b>	<b>13,42%</b>
<b>Dépenses d'Investissement</b>						
Titre 5 - Dépenses en capital	402 746 900 000	431 635 200 000	0	431 635 200 000	28 888 300 000	7,17%
Titre 6 - Transfert en capital	310 053 100 000	367 064 800 000	0	367 064 800 000	57 011 700 000	18,39%
<b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b>	<b>712 800 000 000</b>	<b>798 700 000 000</b>	<b>0</b>	<b>798 700 000 000</b>	<b>85 900 000 000</b>	<b>12,05%</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 822 800 000 000</b>	<b>1 963 183 682 000</b>	<b>94 436 318 000</b>	<b>2 057 620 000 000</b>	<b>234 820 000 000</b>	<b>12,88%</b>
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	65 660 000 000	73 916 000 000	0	73 916 000 000	8 256 000 000	12,57%
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>65 660 000 000</b>	<b>73 916 000 000</b>	<b>0</b>	<b>73 916 000 000</b>	<b>8 256 000 000</b>	<b>12,57%</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL ET CST</b>	<b>1 888 460 000 000</b>	<b>2 037 099 682 000</b>	<b>94 436 318 000</b>	<b>2 131 536 000 000</b>	<b>243 076 000 000</b>	<b>12,87%</b>
dont total hors dépenses de personnel et dette	539 100 000 000	502 319 925 000	85 870 075 000	588 190 000 000	49 090 000 000	9,11%
<b>Dotation internes(transferts courants) (1)</b>						
Dotation Aval et Garanties	0	0	0	0	0	
Dotation Prêts au logement	6 000 000 000	6 000 000 000	0	6 000 000 000	0	0,0%
<b>Total dotations internes(Transferts courants)</b>	<b>6 000 000 000</b>	<b>6 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>6 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<b>Dont Budget Gén à CST</b>						
<b>Total Dépenses consolidées</b>						
Titre 1 - Dette Publique	174 100 000 000	254 730 000 000	0	254 730 000 000	80 630 000 000	46,31%
Titre 2 - Dépenses de personnel	396 800 000 000	407 433 757 000	8 566 243 000	416 000 000 000	19 200 000 000	4,84%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	289 200 000 000	276 317 439 500	73 510 075 000	349 827 514 500	60 627 514 500	20,96%
Titre 4 - Transferts courant	243 900 000 000	220 002 485 500	12 360 000 000	232 362 485 500	-11 537 514 500	-4,73%
<b>TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES ET DETTE</b>	<b>1 104 000 000 000</b>	<b>1 158 483 682 000</b>	<b>94 436 318 000</b>	<b>1 252 920 000 000</b>	<b>148 920 000 000</b>	<b>13,49%</b>
<b>Dépenses d'Investissement</b>						
Titre 5 - Dépenses en capital	402 746 900 000	431 635 200 000	0	431 635 200 000	28 888 300 000	7,17%
Titre 6 - Transfert en capital	310 053 100 000	367 064 800 000	0	367 064 800 000	57 011 700 000	18,39%
<b>Total Dépenses d'Investissement</b>	<b>712 800 000 000</b>	<b>798 700 000 000</b>	<b>0</b>	<b>798 700 000 000</b>	<b>85 900 000 000</b>	<b>12,05%</b>
<b>Total Budget Général</b>	<b>1 816 800 000 000</b>	<b>1 957 183 682 000</b>	<b>94 436 318 000</b>	<b>2 051 620 000 000</b>	<b>234 820 000 000</b>	<b>12,92%</b>
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	65 660 000 000	73 916 000 000	0	73 916 000 000	8 256 000 000	12,57%
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>65 660 000 000</b>	<b>73 916 000 000</b>	<b>0</b>	<b>73 916 000 000</b>	<b>8 256 000 000</b>	<b>12,57%</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL ET CST</b>	<b>1 882 460 000 000</b>	<b>2 031 099 682 000</b>	<b>94 436 318 000</b>	<b>2 125 536 000 000</b>	<b>243 076 000 000</b>	<b>12,91%</b>

(1) BG à CST = Dotations du Budget Général aux Comptes Spéciaux du Trésor



## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>10 Dette Publique</b>						
<b>DETTE PUBLIQUE</b>						
<b>Dette Publique</b>						
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique	174 100 000 000	254 730 000 000	0	254 730 000 000	80 630 000 000	46,31
<b>Total Dette Publique</b>	<b>174 100 000 000</b>	<b>254 730 000 000</b>	<b>0</b>	<b>254 730 000 000</b>	<b>80 630 000 000</b>	<b>46,31</b>
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>	<b>174 100 000 000</b>	<b>254 730 000 000</b>	<b>0</b>	<b>254 730 000 000</b>	<b>80 630 000 000</b>	<b>46,31</b>
<b>Total Général Section 10</b>	<b>174 100 000 000</b>	<b>254 730 000 000</b>	<b>0</b>	<b>254 730 000 000</b>	<b>80 630 000 000</b>	<b>46,31</b>
<b>21 Présidence de la République</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	3 708 417 320	4 189 452 080	0	4 189 452 080	481 034 760	12,97
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	12 406 086 000	9 962 552 750	103 447 000	10 065 999 750	-2 340 086 250	-18,86
Titre 4 - 21 Transferts courants	18 395 870 000	13 931 192 500	290 000 000	14 221 192 500	-4 174 677 500	-22,69
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>34 510 373 320</b>	<b>28 083 197 330</b>	<b>393 447 000</b>	<b>28 476 644 330</b>	<b>-6 033 728 990</b>	<b>-17,48</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 21 Investissements exécutés par l'état	10 092 000 000	15 082 875 000	0	15 082 875 000	4 990 875 000	49,45
Titre 6 - 21 Transfert en capital	29 371 000 000	46 722 000 000	0	46 722 000 000	17 351 000 000	59,08
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>39 463 000 000</b>	<b>61 804 875 000</b>	<b>0</b>	<b>61 804 875 000</b>	<b>22 341 875 000</b>	<b>56,61</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>73 973 373 320</b>	<b>89 888 072 330</b>	<b>393 447 000</b>	<b>90 281 519 330</b>	<b>16 308 146 010</b>	<b>22,05</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 21 Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	0	0,0
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>210 000 000</b>	<b>210 000 000</b>	<b>0</b>	<b>210 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>210 000 000</b>	<b>210 000 000</b>	<b>0</b>	<b>210 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Général Section 21</b>	<b>74 183 373 320</b>	<b>90 098 072 330</b>	<b>393 447 000</b>	<b>90 491 519 330</b>	<b>16 308 146 010</b>	<b>21,98</b>
<b>22 Assemblée Nationale</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	6 294 320 660	6 617 315 560	0	6 617 315 560	322 994 900	5,13
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	6 280 168 000	4 382 745 000	460 000 000	4 842 745 000	-1 437 423 000	-22,89
Titre 4 - 22 Transferts courants	96 800 000	91 161 000	0	91 161 000	-5 639 000	-5,83
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>12 671 288 660</b>	<b>11 551 221 560</b>	<b>0</b>	<b>11 551 221 560</b>	<b>-1 120 067 100</b>	<b>-8,84</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 6 - 22 Transfert en capital	500 000 000	750 000 000	0	750 000 000	250 000 000	50,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>500 000 000</b>	<b>750 000 000</b>	<b>0</b>	<b>750 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>50,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>13 171 288 660</b>	<b>12 301 221 560</b>	<b>0</b>	<b>12 301 221 560</b>	<b>-870 067 100</b>	<b>-6,61</b>
<b>Total Général Section 22</b>	<b>13 171 288 660</b>	<b>12 301 221 560</b>	<b>0</b>	<b>12 301 221 560</b>	<b>-870 067 100</b>	<b>-6,61</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>23 Commission Electorale Nationale Autonome</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 4 - 23 Transferts courants	1 700 000 000	1 600 983 000	700 000 000	2 300 983 000	600 983 000	35,35
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>1 600 983 000</b>	<b>700 000 000</b>	<b>2 300 983 000</b>	<b>600 983 000</b>	<b>35,35</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>1 600 983 000</b>	<b>700 000 000</b>	<b>2 300 983 000</b>	<b>600 983 000</b>	<b>35,35</b>
<b>Total Général Section 23</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>1 600 983 000</b>	<b>700 000 000</b>	<b>2 300 983 000</b>	<b>600 983 000</b>	<b>35,35</b>
<b>24 Conseil Economique et Social</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	1 782 000 000	1 782 000 000	0	1 782 000 000	0	0,0
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	1 392 000 000	1 270 224 000	0	1 270 224 000	-121 776 000	-8,75
Titre 4 - 24 Transferts courants	50 000 000	47 087 000	0	47 087 000	-2 913 000	-5,83
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>3 224 000 000</b>	<b>3 099 311 000</b>	<b>0</b>	<b>3 099 311 000</b>	<b>-124 689 000</b>	<b>-3,87</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3 224 000 000</b>	<b>3 099 311 000</b>	<b>0</b>	<b>3 099 311 000</b>	<b>-124 689 000</b>	<b>-3,87</b>
<b>Total Général Section 24</b>	<b>3 224 000 000</b>	<b>3 099 311 000</b>	<b>0</b>	<b>3 099 311 000</b>	<b>-124 689 000</b>	<b>-3,87</b>
<b>25 Conseil Constitutionnel</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	145 858 980	146 008 000	0	146 008 000	149 020	0,10
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	72 016 000	55 370 000	3 000 000	58 370 000	-13 646 000	-18,95
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>217 874 980</b>	<b>201 378 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>204 378 000</b>	<b>-13 496 980</b>	<b>-6,19</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>217 874 980</b>	<b>201 378 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>204 378 000</b>	<b>-13 496 980</b>	<b>-6,19</b>
<b>Total Général Section 25</b>	<b>217 874 980</b>	<b>201 378 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>204 378 000</b>	<b>-13 496 980</b>	<b>-6,19</b>
<b>27 Cour Suprême</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	763 414 140	748 683 000	0	748 683 000	-14 731 140	-1,93
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	718 843 000	655 956 000	60 000 000	715 956 000	-2 887 000	-0,40
Titre 4 - 27 Transferts courants	2 100 000	1 977 000	0	1 977 000	-123 000	-5,86
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 484 357 140</b>	<b>1 406 616 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>1 466 616 000</b>	<b>-17 741 140</b>	<b>-1,20</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 27 Investissements executés par l'état	844 000 000	150 000 000	0	150 000 000	-694 000 000	-82,23
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>844 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>	<b>-694 000 000</b>	<b>-82,23</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 328 357 140</b>	<b>1 556 616 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>1 616 616 000</b>	<b>-711 741 140</b>	<b>-30,57</b>
<b>Total Général Section 27</b>	<b>2 328 357 140</b>	<b>1 556 616 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>1 616 616 000</b>	<b>-711 741 140</b>	<b>-30,57</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>28 Cour des Comptes</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	697 501 560	755 181 560	0	755 181 560	57 680 000	8,27
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	306 815 000	243 952 000	0	243 952 000	-62 863 000	-20,49
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 004 316 560</b>	<b>999 133 560</b>	<b>0</b>	<b>999 133 560</b>	<b>-5 183 000</b>	<b>-0,52</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 28 Investissements executés par l'état	1 125 000 000	1 125 000 000	0	1 125 000 000	0	0,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1 125 000 000</b>	<b>1 125 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 125 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 129 316 560</b>	<b>2 124 133 560</b>	<b>0</b>	<b>2 124 133 560</b>	<b>-5 183 000</b>	<b>-0,24</b>
<b>Total Général Section 28</b>	<b>2 129 316 560</b>	<b>2 124 133 560</b>	<b>0</b>	<b>2 124 133 560</b>	<b>-5 183 000</b>	<b>-0,24</b>
<b>29 SENAT</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 29 Dépenses de personnel	3 062 777 000	3 062 777 000	0	3 062 777 000	0	0,0
Titre 3 - 29 Dépenses de fonctionnement	1 109 101 000	1 012 073 000	290 000 000	1 302 073 000	192 972 000	17,40
Titre 4 - 29 Transferts courants	0	0	0	0	0	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>4 171 878 000</b>	<b>4 364 850 000</b>	<b>0</b>	<b>4 364 850 000</b>	<b>192 972 000</b>	<b>4,63</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 6 - 29 Transfert en capital	2 300 000 000	0	0	0	-2 300 000 000	-100,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>2 300 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-2 300 000 000</b>	<b>-100,0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>6 471 878 000</b>	<b>4 364 850 000</b>	<b>0</b>	<b>4 364 850 000</b>	<b>-2 107 028 000</b>	<b>-32,56</b>
<b>Total Général Section 29</b>	<b>6 471 878 000</b>	<b>4 364 850 000</b>	<b>0</b>	<b>4 364 850 000</b>	<b>-2 107 028 000</b>	<b>-32,56</b>
<b>30 Primature</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 449 712 340	1 480 588 940	0	1 480 588 940	30 876 600	2,13
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	4 053 465 000	3 275 064 500	60 000 000	3 335 064 500	-718 400 500	-17,72
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 934 979 000	4 568 415 000	0	4 568 415 000	-366 564 000	-7,43
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>10 438 156 340</b>	<b>9 324 068 440</b>	<b>60 000 000</b>	<b>9 384 068 440</b>	<b>-1 054 087 900</b>	<b>-10,10</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 30 Investissements executés par l'état	8 533 000 000	7 122 000 000	0	7 122 000 000	-1 411 000 000	-16,54
Titre 6 - 30 Transfert en capital	4 825 000 000	4 497 000 000	0	4 497 000 000	-328 000 000	-6,80
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>13 358 000 000</b>	<b>11 619 000 000</b>	<b>0</b>	<b>11 619 000 000</b>	<b>-1 739 000 000</b>	<b>-13,02</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>23 796 156 340</b>	<b>20 943 068 440</b>	<b>60 000 000</b>	<b>21 003 068 440</b>	<b>-2 793 087 900</b>	<b>-11,74</b>
<b>DETTE PUBLIQUE</b>						
<b>Dettes Publiques</b>						
Titre 1 - 30 Amortissement et charge de la dette publique	0	0	0	0	0	
<b>Total Dette Publique</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Total Général Section 30</b>	<b>23 796 156 340</b>	<b>20 943 068 440</b>	<b>60 000 000</b>	<b>21 003 068 440</b>	<b>-2 793 087 900</b>	<b>-11,74</b>





# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	16 969 480 020	17 164 974 800	0	17 164 974 800	195 494 780	1,15
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	14 321 307 000	12 481 332 000	353 000 000	12 834 332 000	-1 486 975 000	-10,38
Titre 4 - 31 Transferts courants	4 958 636 000	4 669 820 000	500 000 000	5 169 820 000	211 184 000	4,26
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>36 249 423 020</b>	<b>34 316 126 800</b>	<b>853 000 000</b>	<b>35 169 126 800</b>	<b>-1 080 296 220</b>	<b>-2,98</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 31 Investissements executés par l'état	5 015 000 000	6 045 000 000	0	6 045 000 000	1 030 000 000	20,54
Titre 6 - 31 Transfert en capital	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>5 165 000 000</b>	<b>6 195 000 000</b>	<b>0</b>	<b>6 195 000 000</b>	<b>1 030 000 000</b>	<b>19,94</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>41 414 423 020</b>	<b>40 511 126 800</b>	<b>853 000 000</b>	<b>41 364 126 800</b>	<b>-50 296 220</b>	<b>-0,12</b>
<b>Total Général Section 31</b>	<b>41 414 423 020</b>	<b>40 511 126 800</b>	<b>853 000 000</b>	<b>41 364 126 800</b>	<b>-50 296 220</b>	<b>-0,12</b>
<b>32 Ministère des Forces Armées</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	62 315 716 000	63 681 244 480	0	63 681 244 480	1 365 528 480	2,19
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	20 370 842 000	19 134 068 000	1 000 000 000	20 134 068 000	-236 774 000	-1,16
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 362 279 000	2 249 687 000	0	2 249 687 000	-112 592 000	-4,77
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>85 048 837 000</b>	<b>85 064 999 480</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>86 064 999 480</b>	<b>1 016 162 480</b>	<b>1,19</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 32 Investissements executés par l'état	11 419 000 000	10 204 000 000	0	10 204 000 000	-1 215 000 000	-10,64
Titre 6 - 32 Transfert en capital	474 000 000	12 350 000 000	0	12 350 000 000	11 876 000 000	2505,49
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>11 893 000 000</b>	<b>22 554 000 000</b>	<b>0</b>	<b>22 554 000 000</b>	<b>10 661 000 000</b>	<b>89,64</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>96 941 837 000</b>	<b>107 618 999 480</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>108 618 999 480</b>	<b>11 677 162 480</b>	<b>12,05</b>
<b>COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 32 Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Général Section 32</b>	<b>97 091 837 000</b>	<b>107 768 999 480</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>108 768 999 480</b>	<b>11 677 162 480</b>	<b>12,03</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011						
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart			
					Valeur Absolue	%		
<b>33 Ministère de l'Intérieur</b>								
<b>BUDGET GENERAL</b>								
<b>Budget de Fonctionnement</b>								
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	23 173 660 280	23 993 305 500	0	23 993 305 500	819 645 220	3,54		
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	6 918 587 000	4 806 617 750	4 000 000 000	8 806 617 750	1 888 030 750	27,29		
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>30 092 247 280</b>	<b>28 799 923 250</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>32 799 923 250</b>	<b>2 707 675 970</b>	<b>9,00</b>		
<b>Budget d'Investissement</b>								
Titre 5 - 33 Investissements executés par l'état	7 800 000 000	5 715 000 000	0	5 715 000 000	-2 085 000 000	-26,73		
Titre 6 - 33 Transfert en capital	0	850 000 000	0	850 000 000	850 000 000			
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>7 800 000 000</b>	<b>6 565 000 000</b>	<b>0</b>	<b>6 565 000 000</b>	<b>-1 235 000 000</b>	<b>-15,83</b>		
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>37 892 247 280</b>	<b>35 364 923 250</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>39 364 923 250</b>	<b>1 472 675 970</b>	<b>3,89</b>		
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>								
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>								
Titre 7 - 33 Comptes Spéciaux du Trésor	300 000 000	1 056 000 000	0	1 056 000 000	756 000 000	252,0		
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>300 000 000</b>	<b>1 056 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 056 000 000</b>	<b>756 000 000</b>	<b>252,0</b>		
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>300 000 000</b>	<b>1 056 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 056 000 000</b>	<b>756 000 000</b>	<b>252,0</b>		
<b>Total Général Section 33</b>	<b>38 192 247 280</b>	<b>36 420 923 250</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>40 420 923 250</b>	<b>2 228 675 970</b>	<b>5,84</b>		
<b>34 Ministère de la Justice</b>								
<b>BUDGET GENERAL</b>								
<b>Budget de Fonctionnement</b>								
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	16 035 573 660	16 714 525 480	0	16 714 525 480	678 951 820	4,23		
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	6 412 154 000	4 431 419 250	0	4 431 419 250	-1 980 734 750	-30,89		
Titre 4 - 34 Transferts courants	885 700 000	715 862 000	0	715 862 000	-169 838 000	-19,18		
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>23 333 427 660</b>	<b>21 861 806 730</b>	<b>0</b>	<b>21 861 806 730</b>	<b>-1 471 620 930</b>	<b>-6,31</b>		
<b>Budget d'Investissement</b>								
Titre 5 - 34 Investissements executés par l'état	2 150 000 000	1 150 000 000	0	1 150 000 000	-1 000 000 000	-46,51		
Titre 6 - 34 Transfert en capital	400 000 000	0	0	0	-400 000 000	-100,0		
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>2 550 000 000</b>	<b>1 150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 150 000 000</b>	<b>-1 400 000 000</b>	<b>-54,90</b>		
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>25 883 427 660</b>	<b>23 011 806 730</b>	<b>0</b>	<b>23 011 806 730</b>	<b>-2 871 620 930</b>	<b>-11,09</b>		
<b>Total Général Section 34</b>	<b>25 883 427 660</b>	<b>23 011 806 730</b>	<b>0</b>	<b>23 011 806 730</b>	<b>-2 871 620 930</b>	<b>-11,09</b>		
<b>35 Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi</b>								
<b>BUDGET GENERAL</b>								
<b>Budget de Fonctionnement</b>								
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	1 403 597 320	795 160 260	0	795 160 260	-608 437 060	-43,35		
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	547 332 000	324 051 750	0	324 051 750	-223 280 250	-40,79		
Titre 4 - 35 Transferts courants	1 218 629 000	929 649 000	0	929 649 000	-288 980 000	-23,71		
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>3 169 558 320</b>	<b>2 048 861 010</b>	<b>0</b>	<b>2 048 861 010</b>	<b>-1 120 697 310</b>	<b>-35,36</b>		
<b>Budget d'Investissement</b>								
Titre 5 - 35 Investissements executés par l'état	827 000 000	607 000 000	0	607 000 000	-220 000 000	-26,60		
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>827 000 000</b>	<b>607 000 000</b>	<b>0</b>	<b>607 000 000</b>	<b>-220 000 000</b>	<b>-26,60</b>		
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3 996 558 320</b>	<b>2 655 861 010</b>	<b>0</b>	<b>2 655 861 010</b>	<b>-1 340 697 310</b>	<b>-33,55</b>		
<b>Total Général Section 35</b>	<b>3 996 558 320</b>	<b>2 655 861 010</b>	<b>0</b>	<b>2 655 861 010</b>	<b>-1 340 697 310</b>	<b>-33,55</b>		



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>36 Ministère des relations avec les institutions</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	573 480 520	89 059 440	0	89 059 440	-484 421 080	-84,47
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	342 903 000	227 553 000	0	227 553 000	-115 350 000	-33,64
Titre 4 - 36 Transferts courants	255 000 000	0	0	0	-255 000 000	-100,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 171 383 520</b>	<b>316 612 440</b>	<b>0</b>	<b>316 612 440</b>	<b>-854 771 080</b>	<b>-72,97</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 36 Investissements executés par l'état	247 000 000	325 000 000	0	325 000 000	78 000 000	31,58
Titre 6 - 36 Transfert en capital	328 000 000	0	0	0	-328 000 000	-100,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>575 000 000</b>	<b>325 000 000</b>	<b>0</b>	<b>325 000 000</b>	<b>-250 000 000</b>	<b>-43,48</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 746 383 520</b>	<b>641 612 440</b>	<b>0</b>	<b>641 612 440</b>	<b>-1 104 771 080</b>	<b>-63,26</b>
<b>Total Général Section 36</b>	<b>1 746 383 520</b>	<b>641 612 440</b>	<b>0</b>	<b>641 612 440</b>	<b>-1 104 771 080</b>	<b>-63,26</b>
<b>37 Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	0	869 554 200	0	869 554 200	869 554 200	
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	0	175 258 000	0	175 258 000	175 258 000	
Titre 4 - 37 Transferts courants	0	218 000 000	0	218 000 000	218 000 000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>1 262 812 200</b>	<b>0</b>	<b>1 262 812 200</b>	<b>1 262 812 200</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 37 Investissements executés par l'état	0	301 000 000	0	301 000 000	301 000 000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>301 000 000</b>	<b>0</b>	<b>301 000 000</b>	<b>301 000 000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>1 563 812 200</b>	<b>0</b>	<b>1 563 812 200</b>	<b>1 563 812 200</b>	
<b>Total Général Section 37</b>	<b>0</b>	<b>1 563 812 200</b>	<b>0</b>	<b>1 563 812 200</b>	<b>1 563 812 200</b>	
<b>38 Ministère du Genre et des Relations avec les Associations Féminines Africaines et Etrangère</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel	0	86 670 000	0	86 670 000	86 670 000	
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement	0	112 200 000	6 000 000	118 200 000	118 200 000	
Titre 4 - 38 Transferts courants	0	80 153 000	0	80 153 000	80 153 000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>279 023 000</b>	<b>6 000 000</b>	<b>285 023 000</b>	<b>285 023 000</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 38 Investissements executés par l'état	0	670 000 000	0	670 000 000	670 000 000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>670 000 000</b>	<b>0</b>	<b>670 000 000</b>	<b>670 000 000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>949 023 000</b>	<b>6 000 000</b>	<b>955 023 000</b>	<b>955 023 000</b>	
<b>Total Général Section 38</b>	<b>0</b>	<b>949 023 000</b>	<b>6 000 000</b>	<b>955 023 000</b>	<b>955 023 000</b>	



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	246 366 980	254 135 000	0	254 135 000	7 768 020	3,15
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	386 228 000	194 850 000	0	194 850 000	-191 378 000	-49,55
Titre 4 - 39 Transferts courants	61 474 000	43 419 750	105 000 000	148 419 750	86 945 750	141,43
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>694 068 980</b>	<b>492 404 750</b>	<b>105 000 000</b>	<b>597 404 750</b>	<b>-96 664 230</b>	<b>-13,93</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 39 Investissements executés par l'état	95 000 000	150 000 000	0	150 000 000	55 000 000	57,89
Titre 6 - 39 Transfert en capital	250 000 000	300 000 000	0	300 000 000	50 000 000	20,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>345 000 000</b>	<b>450 000 000</b>	<b>0</b>	<b>450 000 000</b>	<b>105 000 000</b>	<b>30,43</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 039 068 980</b>	<b>942 404 750</b>	<b>105 000 000</b>	<b>1 047 404 750</b>	<b>8 335 770</b>	<b>0,80</b>
<b>Total Général Section 39</b>	<b>1 039 068 980</b>	<b>942 404 750</b>	<b>105 000 000</b>	<b>1 047 404 750</b>	<b>8 335 770</b>	<b>0,80</b>
<b>40 Ministère de l'Economie Maritime</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 294 788 140	1 316 503 880	0	1 316 503 880	21 715 740	1,68
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	759 345 000	494 406 250	0	494 406 250	-264 938 750	-34,89
Titre 4 - 40 Transferts courants	171 600 000	161 605 000	0	161 605 000	-9 995 000	-5,82
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 225 733 140</b>	<b>1 972 515 130</b>	<b>0</b>	<b>1 972 515 130</b>	<b>-253 218 010</b>	<b>-11,38</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 40 Investissements executés par l'état	9 551 000 000	12 388 000 000	0	12 388 000 000	2 837 000 000	29,70
Titre 6 - 40 Transfert en capital	240 000 000	79 000 000	0	79 000 000	-161 000 000	-67,08
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>9 791 000 000</b>	<b>12 467 000 000</b>	<b>0</b>	<b>12 467 000 000</b>	<b>2 676 000 000</b>	<b>27,33</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>12 016 733 140</b>	<b>14 439 515 130</b>	<b>0</b>	<b>14 439 515 130</b>	<b>2 422 781 990</b>	<b>20,16</b>
<b>COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 40 Comptes Spéciaux du Trésor	900 000 000	900 000 000	0	900 000 000	0	0,0
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>900 000 000</b>	<b>900 000 000</b>	<b>0</b>	<b>900 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>900 000 000</b>	<b>900 000 000</b>	<b>0</b>	<b>900 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Général Section 40</b>	<b>12 916 733 140</b>	<b>15 339 515 130</b>	<b>0</b>	<b>15 339 515 130</b>	<b>2 422 781 990</b>	<b>18,76</b>
<b>41 Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	1 557 218 380	841 235 720	0	841 235 720	-715 982 660	-45,98
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	762 850 000	539 332 750	0	539 332 750	-223 517 250	-29,30
Titre 4 - 41 Transferts courants	200 000 000	285 771 000	0	285 771 000	85 771 000	42,89
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 520 068 380</b>	<b>1 666 339 470</b>	<b>0</b>	<b>1 666 339 470</b>	<b>-853 728 910</b>	<b>-33,88</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 41 Investissements executés par l'état	49 020 000 000	30 018 723 000	0	30 018 723 000	-19 001 277 000	-38,76
Titre 6 - 41 Transfert en capital	90 774 000 000	164 613 000 000	0	164 613 000 000	73 839 000 000	81,34
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>139 794 000 000</b>	<b>194 631 723 000</b>	<b>0</b>	<b>194 631 723 000</b>	<b>54 837 723 000</b>	<b>39,23</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>142 314 068 380</b>	<b>196 298 062 470</b>	<b>0</b>	<b>196 298 062 470</b>	<b>53 983 994 090</b>	<b>37,93</b>
<b>Total Général Section 41</b>	<b>142 314 068 380</b>	<b>196 298 062 470</b>	<b>0</b>	<b>196 298 062 470</b>	<b>53 983 994 090</b>	<b>37,93</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>42 Ministère de l'agriculture</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2 920 488 360	2 605 696 000	0	2 605 696 000	-314 792 360	-10,78
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1 503 214 000	1 037 784 750	5 000 000	1 042 784 750	-460 429 250	-30,63
Titre 4 - 42 Transferts courants	5 121 317 000	4 771 162 500	0	4 771 162 500	-350 154 500	-6,84
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>9 545 019 360</b>	<b>8 414 643 250</b>	<b>5 000 000</b>	<b>8 419 643 250</b>	<b>-1 125 376 110</b>	<b>-11,79</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 42 Investissements executés par l'état	41 432 100 000	46 854 000 000	0	46 854 000 000	5 421 900 000	13,09
Titre 6 - 42 Transfert en capital	38 132 200 000	32 129 000 000	0	32 129 000 000	-6 003 200 000	-15,74
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>79 564 300 000</b>	<b>78 983 000 000</b>	<b>0</b>	<b>78 983 000 000</b>	<b>-581 300 000</b>	<b>-0,73</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>89 109 319 360</b>	<b>87 397 643 250</b>	<b>5 000 000</b>	<b>87 402 643 250</b>	<b>-1 706 676 110</b>	<b>-1,92</b>
<b>Total Général Section 42</b>	<b>89 109 319 360</b>	<b>87 397 643 250</b>	<b>5 000 000</b>	<b>87 402 643 250</b>	<b>-1 706 676 110</b>	<b>-1,92</b>
<b>43 Ministère de l'Economie et des Finances</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 521 243 420	17 760 808 760	0	17 760 808 760	239 565 340	1,37
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	8 125 428 000	6 438 827 750	120 644 000	6 559 471 750	-1 565 956 250	-19,27
Titre 4 - 43 Transferts courants	3 838 429 000	3 614 856 000	50 000 000	3 664 856 000	-173 573 000	-4,52
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>29 485 100 420</b>	<b>27 814 492 510</b>	<b>170 644 000</b>	<b>27 985 136 510</b>	<b>-1 499 963 910</b>	<b>-5,09</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 43 Investissements executés par l'état	26 486 300 000	48 554 325 000	0	48 554 325 000	22 068 025 000	83,32
Titre 6 - 43 Transfert en capital	19 780 700 000	21 224 800 000	0	21 224 800 000	1 444 100 000	7,30
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>46 267 000 000</b>	<b>69 779 125 000</b>	<b>0</b>	<b>69 779 125 000</b>	<b>23 512 125 000</b>	<b>50,82</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>75 752 100 420</b>	<b>97 593 617 510</b>	<b>170 644 000</b>	<b>97 764 261 510</b>	<b>22 012 161 090</b>	<b>29,06</b>
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>						
<b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>						
Titre 7 - 43 Comptes Spéciaux du Trésor	64 100 000 000	71 600 000 000	0	71 600 000 000	7 500 000 000	11,70
<b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>64 100 000 000</b>	<b>71 600 000 000</b>	<b>0</b>	<b>71 600 000 000</b>	<b>7 500 000 000</b>	<b>11,70</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>64 100 000 000</b>	<b>71 600 000 000</b>	<b>0</b>	<b>71 600 000 000</b>	<b>7 500 000 000</b>	<b>11,70</b>
<b>Total Général Section 43</b>	<b>139 852 100 420</b>	<b>169 193 617 510</b>	<b>170 644 000</b>	<b>169 364 261 510</b>	<b>29 512 161 090</b>	<b>21,10</b>
<b>44 Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	519 951 000	513 262 120	0	513 262 120	-6 688 880	-1,29
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	312 852 000	207 431 000	0	207 431 000	-105 421 000	-33,70
Titre 4 - 44 Transferts courants	1 752 937 000	1 057 877 750	0	1 057 877 750	-695 059 250	-39,65
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 585 740 000</b>	<b>1 778 570 870</b>	<b>0</b>	<b>1 778 570 870</b>	<b>-807 169 130</b>	<b>-31,22</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 44 Investissements executés par l'état	10 636 000 000	8 072 000 000	0	8 072 000 000	-2 564 000 000	-24,11
Titre 6 - 44 Transfert en capital	1 007 000 000	990 000 000	0	990 000 000	-17 000 000	-1,69
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>11 643 000 000</b>	<b>9 062 000 000</b>	<b>0</b>	<b>9 062 000 000</b>	<b>-2 581 000 000</b>	<b>-22,17</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>14 228 740 000</b>	<b>10 840 570 870</b>	<b>0</b>	<b>10 840 570 870</b>	<b>-3 388 169 130</b>	<b>-23,81</b>
<b>Total Général Section 44</b>	<b>14 228 740 000</b>	<b>10 840 570 870</b>	<b>0</b>	<b>10 840 570 870</b>	<b>-3 388 169 130</b>	<b>-23,81</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>45 Ministère du Commerce</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 327 538 220	1 402 237 840	0	1 402 237 840	74 699 620	5,63
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	440 691 000	373 692 000	0	373 692 000	-66 999 000	-15,20
Titre 4 - 45 Transferts courants	1 074 620 000	912 028 000	120 000 000	1 032 028 000	-42 592 000	-3,96
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 842 849 220</b>	<b>2 687 957 840</b>	<b>120 000 000</b>	<b>2 807 957 840</b>	<b>-34 891 380</b>	<b>-1,23</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 45 Investissements executés par l'état	1 005 000 000	1 425 000 000	0	1 425 000 000	420 000 000	41,79
Titre 6 - 45 Transfert en capital	850 000 000	830 000 000	0	830 000 000	-20 000 000	-2,35
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>1 855 000 000</b>	<b>2 255 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 255 000 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>21,56</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>4 697 849 220</b>	<b>4 942 957 840</b>	<b>120 000 000</b>	<b>5 062 957 840</b>	<b>365 108 620</b>	<b>7,77</b>
<b>Total Général Section 45</b>	<b>4 697 849 220</b>	<b>4 942 957 840</b>	<b>120 000 000</b>	<b>5 062 957 840</b>	<b>365 108 620</b>	<b>7,77</b>
<b>46 Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 908 764 220	1 061 941 300	0	1 061 941 300	-846 822 920	-44,36
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	1 411 467 000	557 003 500	20 000 000	577 003 500	-834 463 500	-59,12
Titre 4 - 46 Transferts courants	355 000 000	264 492 250	0	264 492 250	-90 507 750	-25,50
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>3 675 231 220</b>	<b>1 883 437 050</b>	<b>20 000 000</b>	<b>1 903 437 050</b>	<b>-1 771 794 170</b>	<b>-48,21</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 46 Investissements executés par l'état	24 613 000 000	19 351 000 000	0	19 351 000 000	-5 262 000 000	-21,38
Titre 6 - 46 Transfert en capital	45 810 000 000	29 848 000 000	0	29 848 000 000	-15 962 000 000	-34,84
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>70 423 000 000</b>	<b>49 199 000 000</b>	<b>0</b>	<b>49 199 000 000</b>	<b>-21 224 000 000</b>	<b>-30,14</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>74 098 231 220</b>	<b>51 082 437 050</b>	<b>20 000 000</b>	<b>51 102 437 050</b>	<b>-22 995 794 170</b>	<b>-31,03</b>
<b>Total Général Section 46</b>	<b>74 098 231 220</b>	<b>51 082 437 050</b>	<b>20 000 000</b>	<b>51 102 437 050</b>	<b>-22 995 794 170</b>	<b>-31,03</b>
<b>47 Ministère de l'Energie</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	174 544 000	0	0	0	-174 544 000	-100,0
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	221 699 000	0	0	0	-221 699 000	-100,0
Titre 4 - 47 Transferts courants	50 000 000	0	0	0	-50 000 000	-100,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>446 243 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-446 243 000</b>	<b>-100,0</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 47 Investissements executés par l'état	36 471 000 000	44 715 900 000	0	44 715 900 000	8 244 900 000	22,61
Titre 6 - 47 Transfert en capital	7 020 000 000	7 018 000 000	0	7 018 000 000	-2 000 000	-0,03
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>43 491 000 000</b>	<b>51 733 900 000</b>	<b>0</b>	<b>51 733 900 000</b>	<b>8 242 900 000</b>	<b>18,95</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>43 937 243 000</b>	<b>51 733 900 000</b>	<b>0</b>	<b>51 733 900 000</b>	<b>7 796 657 000</b>	<b>17,74</b>
<b>Total Général Section 47</b>	<b>43 937 243 000</b>	<b>51 733 900 000</b>	<b>0</b>	<b>51 733 900 000</b>	<b>7 796 657 000</b>	<b>17,74</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011					
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
<b>49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	638 059 100	605 455 720	0	605 455 720	-32 603 380	-5,11	
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	355 069 000	242 834 000	0	242 834 000	-112 235 000	-31,61	
Titre 4 - 49 Transferts courants	547 776 000	508 846 500	0	508 846 500	-38 929 500	-7,11	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 540 904 100</b>	<b>1 357 136 220</b>	<b>0</b>	<b>1 357 136 220</b>	<b>-183 767 880</b>	<b>-11,93</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 49 Investissements executés par l'état	650 000 000	1 025 000 000	0	1 025 000 000	375 000 000	57,69	
Titre 6 - 49 Transfert en capital	300 000 000	350 000 000	0	350 000 000	50 000 000	16,67	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>950 000 000</b>	<b>1 375 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 375 000 000</b>	<b>425 000 000</b>	<b>44,74</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 490 904 100</b>	<b>2 732 136 220</b>	<b>0</b>	<b>2 732 136 220</b>	<b>241 232 120</b>	<b>9,68</b>	
<b>Total Général Section 49</b>	<b>2 490 904 100</b>	<b>2 732 136 220</b>	<b>0</b>	<b>2 732 136 220</b>	<b>241 232 120</b>	<b>9,68</b>	
<b>50 Ministère de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	132 842 301 640	150 542 066 940	0	150 542 066 940	17 699 765 300	13,32	
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	87 868 523 000	79 021 501 500	35 392 835 000	114 414 336 500	26 545 813 500	30,21	
Titre 4 - 50 Transferts courants	1 686 910 000	1 577 405 000	0	1 577 405 000	-109 505 000	-6,49	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>222 397 734 640</b>	<b>231 140 973 440</b>	<b>35 392 835 000</b>	<b>266 533 808 440</b>	<b>44 136 073 800</b>	<b>19,85</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 50 Investissements executés par l'état	41 341 000 000	45 823 277 000	0	45 823 277 000	4 482 277 000	10,84	
Titre 6 - 50 Transfert en capital	4 229 700 000	2 512 000 000	0	2 512 000 000	-1 717 700 000	-40,61	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>45 570 700 000</b>	<b>48 335 277 000</b>	<b>0</b>	<b>48 335 277 000</b>	<b>2 764 577 000</b>	<b>6,07</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>267 968 434 640</b>	<b>279 476 250 440</b>	<b>35 392 835 000</b>	<b>314 869 085 440</b>	<b>46 900 650 800</b>	<b>17,50</b>	
<b>Total Général Section 50</b>	<b>267 968 434 640</b>	<b>279 476 250 440</b>	<b>35 392 835 000</b>	<b>314 869 085 440</b>	<b>46 900 650 800</b>	<b>17,50</b>	
<b>52 Ministère des Sports</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	0	1 332 887 960	0	1 332 887 960	1 332 887 960		
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	0	1 326 582 250	450 000 000	1 776 582 250	1 776 582 250		
Titre 4 - 52 Transferts courants	0	106 250 000	425 000 000	531 250 000	531 250 000		
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>2 765 720 210</b>	<b>875 000 000</b>	<b>3 640 720 210</b>	<b>3 640 720 210</b>		
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 52 Investissements executés par l'état	0	3 100 000 000	0	3 100 000 000	3 100 000 000		
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>3 100 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 100 000 000</b>	<b>3 100 000 000</b>		
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>5 865 720 210</b>	<b>875 000 000</b>	<b>6 740 720 210</b>	<b>6 740 720 210</b>		
<b>Total Général Section 52</b>	<b>0</b>	<b>5 865 720 210</b>	<b>875 000 000</b>	<b>6 740 720 210</b>	<b>6 740 720 210</b>		



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>53 Ministère de la Culture et des Loisirs</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	841 258 680	879 410 080	0	879 410 080	38 151 400	4,54
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	515 702 000	355 883 250	0	355 883 250	-159 818 750	-30,99
Titre 4 - 53 Transferts courants	3 267 010 000	2 738 911 500	0	2 738 911 500	-528 098 500	-16,16
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>4 623 970 680</b>	<b>3 974 204 830</b>	<b>0</b>	<b>3 974 204 830</b>	<b>-649 765 850</b>	<b>-14,05</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 53 Investissements executés par l'état	1 298 000 000	1 770 000 000	0	1 770 000 000	472 000 000	36,36
Titre 6 - 53 Transfert en capital	18 300 000 000	2 450 000 000	0	2 450 000 000	-15 850 000 000	-86,61
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>19 598 000 000</b>	<b>4 220 000 000</b>	<b>0</b>	<b>4 220 000 000</b>	<b>-15 378 000 000</b>	<b>-78,47</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>24 221 970 680</b>	<b>8 194 204 830</b>	<b>0</b>	<b>8 194 204 830</b>	<b>-16 027 765 850</b>	<b>-66,17</b>
<b>Total Général Section 53</b>	<b>24 221 970 680</b>	<b>8 194 204 830</b>	<b>0</b>	<b>8 194 204 830</b>	<b>-16 027 765 850</b>	<b>-66,17</b>
<b>54 Ministère de la Santé et de la Prévention</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	31 386 727 900	35 539 122 020	0	35 539 122 020	4 152 394 120	13,23
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	14 668 902 000	9 943 543 000	0	9 943 543 000	-4 725 359 000	-32,21
Titre 4 - 54 Transferts courants	28 450 431 000	24 902 337 000	0	24 902 337 000	-3 548 094 000	-12,47
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>74 506 060 900</b>	<b>70 385 002 020</b>	<b>0</b>	<b>70 385 002 020</b>	<b>-4 121 058 880</b>	<b>-5,53</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 54 Investissements executés par l'état	29 106 000 000	34 180 000 000	0	34 180 000 000	5 074 000 000	17,43
Titre 6 - 54 Transfert en capital	2 185 000 000	1 735 000 000	0	1 735 000 000	-450 000 000	-20,59
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>31 291 000 000</b>	<b>35 915 000 000</b>	<b>0</b>	<b>35 915 000 000</b>	<b>4 624 000 000</b>	<b>14,78</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>105 797 060 900</b>	<b>106 300 002 020</b>	<b>0</b>	<b>106 300 002 020</b>	<b>502 941 120</b>	<b>0,48</b>
<b>Total Général Section 54</b>	<b>105 797 060 900</b>	<b>106 300 002 020</b>	<b>0</b>	<b>106 300 002 020</b>	<b>502 941 120</b>	<b>0,48</b>
<b>55 Ministère de la Jeunesse</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	2 459 459 480	1 227 862 020	0	1 227 862 020	-1 231 597 460	-50,08
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	2 765 492 000	726 219 750	0	726 219 750	-2 039 272 250	-73,74
Titre 4 - 55 Transferts courants	1 447 633 000	186 250 000	0	186 250 000	-1 261 383 000	-87,13
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>6 672 584 480</b>	<b>2 140 331 770</b>	<b>0</b>	<b>2 140 331 770</b>	<b>-4 532 252 710</b>	<b>-67,92</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 55 Investissements executés par l'état	5 482 000 000	1 368 000 000	0	1 368 000 000	-4 114 000 000	-75,05
Titre 6 - 55 Transfert en capital	500 000 000	425 000 000	0	425 000 000	-75 000 000	-15,0
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>5 982 000 000</b>	<b>1 793 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 793 000 000</b>	<b>-4 189 000 000</b>	<b>-70,03</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>12 654 584 480</b>	<b>3 933 331 770</b>	<b>0</b>	<b>3 933 331 770</b>	<b>-8 721 252 710</b>	<b>-68,92</b>
<b>Total Général Section 55</b>	<b>12 654 584 480</b>	<b>3 933 331 770</b>	<b>0</b>	<b>3 933 331 770</b>	<b>-8 721 252 710</b>	<b>-68,92</b>





# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>56 Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	3 929 143 300	3 981 264 520	0	3 981 264 520	52 121 220	1,33
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	4 218 837 000	3 023 167 500	20 000 000	3 043 167 500	-1 175 669 500	-27,87
Titre 4 - 56 Transferts courants	861 620 000	391 620 000	0	391 620 000	-470 000 000	-54,55
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>9 009 600 300</b>	<b>7 396 052 020</b>	<b>20 000 000</b>	<b>7 416 052 020</b>	<b>-1 593 548 280</b>	<b>-17,69</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 56 Investissements executés par l'état	19 777 000 000	22 686 000 000	0	22 686 000 000	2 909 000 000	14,71
Titre 6 - 56 Transfert en capital	2 694 000 000	950 000 000	0	950 000 000	-1 744 000 000	-64,74
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>22 471 000 000</b>	<b>23 636 000 000</b>	<b>0</b>	<b>23 636 000 000</b>	<b>1 165 000 000</b>	<b>5,18</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>31 480 600 300</b>	<b>31 032 052 020</b>	<b>20 000 000</b>	<b>31 052 052 020</b>	<b>-428 548 280</b>	<b>-1,36</b>
<b>Total Général Section 56</b>	<b>31 480 600 300</b>	<b>31 032 052 020</b>	<b>20 000 000</b>	<b>31 052 052 020</b>	<b>-428 548 280</b>	<b>-1,36</b>
<b>57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	0	724 412 360	0	724 412 360	724 412 360	
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	0	270 082 750	25 000 000	295 082 750	295 082 750	
Titre 4 - 57 Transferts courants	0	311 403 000	0	311 403 000	311 403 000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>1 305 898 110</b>	<b>25 000 000</b>	<b>1 330 898 110</b>	<b>1 330 898 110</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 57 Investissements executés par l'état	0	179 000 000	0	179 000 000	179 000 000	
Titre 6 - 57 Transfert en capital	0	671 000 000	0	671 000 000	671 000 000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>850 000 000</b>	<b>0</b>	<b>850 000 000</b>	<b>850 000 000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>2 155 898 110</b>	<b>25 000 000</b>	<b>2 180 898 110</b>	<b>2 180 898 110</b>	
<b>Total Général Section 57</b>	<b>0</b>	<b>2 155 898 110</b>	<b>25 000 000</b>	<b>2 180 898 110</b>	<b>2 180 898 110</b>	
<b>58 Ministère de la Famille, des Organisations Feminines et de la Protection de l'Enfance</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 666 274 120	1 391 433 060	0	1 391 433 060	-274 841 060	-16,49
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1 848 975 000	1 103 006 000	50 000 000	1 153 006 000	-695 969 000	-37,64
Titre 4 - 58 Transferts courants	1 726 869 000	860 713 500	0	860 713 500	-866 155 500	-50,16
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>5 242 118 120</b>	<b>3 355 152 560</b>	<b>50 000 000</b>	<b>3 405 152 560</b>	<b>-1 836 965 560</b>	<b>-35,04</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 58 Investissements executés par l'état	6 671 500 000	4 930 000 000	0	4 930 000 000	-1 741 500 000	-26,10
Titre 6 - 58 Transfert en capital	6 844 500 000	1 130 000 000	0	1 130 000 000	-5 714 500 000	-83,49
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>13 516 000 000</b>	<b>6 060 000 000</b>	<b>0</b>	<b>6 060 000 000</b>	<b>-7 456 000 000</b>	<b>-55,16</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>18 758 118 120</b>	<b>9 415 152 560</b>	<b>50 000 000</b>	<b>9 465 152 560</b>	<b>-9 292 965 560</b>	<b>-49,54</b>
<b>Total Général Section 58</b>	<b>18 758 118 120</b>	<b>9 415 152 560</b>	<b>50 000 000</b>	<b>9 465 152 560</b>	<b>-9 292 965 560</b>	<b>-49,54</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011					
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
<b>59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	10 156 997 660	10 011 175 940	0	10 011 175 940	-145 821 720	-1,44	
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	5 480 819 000	4 504 099 000	1 607 165 000	6 111 264 000	630 445 000	11,50	
Titre 4 - 59 Transferts courants	880 384 000	829 105 000	100 000 000	929 105 000	48 721 000	5,53	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>16 518 200 660</b>	<b>15 344 379 940</b>	<b>1 707 165 000</b>	<b>17 051 544 940</b>	<b>533 344 280</b>	<b>3,23</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 59 Investissements executés par l'état	8 245 000 000	9 607 000 000	0	9 607 000 000	1 362 000 000	16,52	
Titre 6 - 59 Transfert en capital	1 477 000 000	1 378 000 000	0	1 378 000 000	-99 000 000	-6,70	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>9 722 000 000</b>	<b>10 985 000 000</b>	<b>0</b>	<b>10 985 000 000</b>	<b>1 263 000 000</b>	<b>12,99</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>26 240 200 660</b>	<b>26 329 379 940</b>	<b>1 707 165 000</b>	<b>28 036 544 940</b>	<b>1 796 344 280</b>	<b>6,85</b>	
<b>Total Général Section 59</b>	<b>26 240 200 660</b>	<b>26 329 379 940</b>	<b>1 707 165 000</b>	<b>28 036 544 940</b>	<b>1 796 344 280</b>	<b>6,85</b>	
<b>60 Charges non Réparties</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	40 991 068 820	25 212 374 400	8 566 243 000	33 778 617 400	-7 212 451 420	-17,60	
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	76 496 329 000	97 979 786 000	29 428 984 000	127 408 770 000	50 912 441 000	66,56	
Titre 4 - 60 Transferts courants	64 742 937 000	59 594 713 250	5 270 000 000	64 864 713 250	121 776 250	0,19	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>182 230 334 820</b>	<b>182 036 873 650</b>	<b>44 015 227 000</b>	<b>226 052 100 650</b>	<b>43 821 765 830</b>	<b>24,05</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>182 230 334 820</b>	<b>182 036 873 650</b>	<b>44 015 227 000</b>	<b>226 052 100 650</b>	<b>43 821 765 830</b>	<b>24,05</b>	
<b>Total Général Section 60</b>	<b>182 230 334 820</b>	<b>182 036 873 650</b>	<b>44 015 227 000</b>	<b>226 052 100 650</b>	<b>43 821 765 830</b>	<b>24,05</b>	
<b>62 Min Elevage</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 461 604 300	1 582 926 880	0	1 582 926 880	121 322 580	8,30	
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	813 705 000	539 388 750	0	539 388 750	-274 316 250	-33,71	
Titre 4 - 62 Transferts courants	29 142 000	215 795 000	0	215 795 000	186 653 000	640,49	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 304 451 300</b>	<b>2 338 110 630</b>	<b>0</b>	<b>2 338 110 630</b>	<b>33 659 330</b>	<b>1,46</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 62 Investissements executés par l'état	7 833 000 000	6 035 000 000	0	6 035 000 000	-1 798 000 000	-22,95	
Titre 6 - 62 Transfert en capital	874 000 000	518 000 000	0	518 000 000	-356 000 000	-40,73	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>8 707 000 000</b>	<b>6 553 000 000</b>	<b>0</b>	<b>6 553 000 000</b>	<b>-2 154 000 000</b>	<b>-24,74</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>11 011 451 300</b>	<b>8 891 110 630</b>	<b>0</b>	<b>8 891 110 630</b>	<b>-2 120 340 670</b>	<b>-19,26</b>	
<b>Total Général Section 62</b>	<b>11 011 451 300</b>	<b>8 891 110 630</b>	<b>0</b>	<b>8 891 110 630</b>	<b>-2 120 340 670</b>	<b>-19,26</b>	



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>63 Ministère de la communication et des Télécommunications</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	301 102 460	366 857 900	0	366 857 900	65 755 440	21,84
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	1 034 371 000	449 987 500	0	449 987 500	-584 383 500	-56,50
Titre 4 - 63 Transferts courants	721 370 000	721 370 000	0	721 370 000	0	0,0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 056 843 460</b>	<b>1 538 215 400</b>	<b>0</b>	<b>1 538 215 400</b>	<b>-518 628 060</b>	<b>-25,21</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 63 Investissements executés par l'état	0	330 000 000	0	330 000 000	330 000 000	
Titre 6 - 63 Transfert en capital	5 409 000 000	5 000 000 000	0	5 000 000 000	-409 000 000	-7,56
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>5 409 000 000</b>	<b>5 330 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 330 000 000</b>	<b>-79 000 000</b>	<b>-1,46</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>7 465 843 460</b>	<b>6 868 215 400</b>	<b>0</b>	<b>6 868 215 400</b>	<b>-597 628 060</b>	<b>-8,00</b>
<b>Total Général Section 63</b>	<b>7 465 843 460</b>	<b>6 868 215 400</b>	<b>0</b>	<b>6 868 215 400</b>	<b>-597 628 060</b>	<b>-8,00</b>
<b>64 Ministère de l'Entreprenariat Féminin et de la Microfinance</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 64 Dépenses de personnel	0	147 318 000	0	147 318 000	147 318 000	
Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement	0	134 451 000	20 000 000	154 451 000	154 451 000	
Titre 4 - 64 Transferts courants	0	416 136 000	0	416 136 000	416 136 000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>697 905 000</b>	<b>20 000 000</b>	<b>717 905 000</b>	<b>717 905 000</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 64 Investissements executés par l'état	0	2 705 000 000	0	2 705 000 000	2 705 000 000	
Titre 6 - 64 Transfert en capital	0	1 375 000 000	0	1 375 000 000	1 375 000 000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>4 080 000 000</b>	<b>0</b>	<b>4 080 000 000</b>	<b>4 080 000 000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>4 777 905 000</b>	<b>20 000 000</b>	<b>4 797 905 000</b>	<b>4 797 905 000</b>	
<b>Total Général Section 64</b>	<b>0</b>	<b>4 777 905 000</b>	<b>20 000 000</b>	<b>4 797 905 000</b>	<b>4 797 905 000</b>	
<b>65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 401 718 400	1 333 726 920	0	1 333 726 920	-67 991 480	-4,85
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	487 773 000	331 092 750	0	331 092 750	-156 680 250	-32,12
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 626 676 000	16 834 099 000	2 250 000 000	19 084 099 000	457 423 000	2,46
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>20 516 167 400</b>	<b>18 498 918 670</b>	<b>2 250 000 000</b>	<b>20 748 918 670</b>	<b>232 751 270</b>	<b>1,13</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 65 Investissements executés par l'état	18 376 000 000	15 393 100 000	0	15 393 100 000	-2 982 900 000	-16,23
Titre 6 - 65 Transfert en capital	12 800 000 000	13 560 000 000	0	13 560 000 000	760 000 000	5,94
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>31 176 000 000</b>	<b>28 953 100 000</b>	<b>0</b>	<b>28 953 100 000</b>	<b>-2 222 900 000</b>	<b>-7,13</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>51 692 167 400</b>	<b>47 452 018 670</b>	<b>2 250 000 000</b>	<b>49 702 018 670</b>	<b>-1 990 148 730</b>	<b>-3,85</b>
<b>Total Général Section 65</b>	<b>51 692 167 400</b>	<b>47 452 018 670</b>	<b>2 250 000 000</b>	<b>49 702 018 670</b>	<b>-1 990 148 730</b>	<b>-3,85</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>66 Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	461 806 120	734 860 460	0	734 860 460	273 054 340	59,13
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	280 836 000	170 590 000	35 000 000	205 590 000	-75 246 000	-26,79
Titre 4 - 66 Transferts courants	0	50 000 000	50 000 000	100 000 000	100 000 000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>742 642 120</b>	<b>955 450 460</b>	<b>85 000 000</b>	<b>1 040 450 460</b>	<b>297 808 340</b>	<b>40,10</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 66 Investissements executés par l'état	4 055 000 000	1 130 000 000	0	1 130 000 000	-2 925 000 000	-72,13
Titre 6 - 66 Transfert en capital	5 120 000 000	4 150 000 000	0	4 150 000 000	-970 000 000	-18,95
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>9 175 000 000</b>	<b>5 280 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 280 000 000</b>	<b>-3 895 000 000</b>	<b>-42,45</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>9 917 642 120</b>	<b>6 235 450 460</b>	<b>85 000 000</b>	<b>6 320 450 460</b>	<b>-3 597 191 660</b>	<b>-36,27</b>
<b>Total Général Section 66</b>	<b>9 917 642 120</b>	<b>6 235 450 460</b>	<b>85 000 000</b>	<b>6 320 450 460</b>	<b>-3 597 191 660</b>	<b>-36,27</b>
<b>67 Ministère des Energies Renouvelables</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	0	92 982 100	0	92 982 100	92 982 100	
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	0	155 575 000	0	155 575 000	155 575 000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>248 557 100</b>	<b>0</b>	<b>248 557 100</b>	<b>248 557 100</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 67 Investissements executés par l'état	0	400 000 000	0	400 000 000	400 000 000	
Titre 6 - 67 Transfert en capital	0	0	0	0	0	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>400 000 000</b>	<b>0</b>	<b>400 000 000</b>	<b>400 000 000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>648 557 100</b>	<b>0</b>	<b>648 557 100</b>	<b>648 557 100</b>	
<b>Total Général Section 67</b>	<b>0</b>	<b>648 557 100</b>	<b>0</b>	<b>648 557 100</b>	<b>648 557 100</b>	
<b>68 Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	162 268 420	729 289 720	0	729 289 720	567 021 300	349,43
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	243 543 000	254 531 500	0	254 531 500	10 988 500	4,51
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>405 811 420</b>	<b>983 821 220</b>	<b>0</b>	<b>983 821 220</b>	<b>578 009 800</b>	<b>142,43</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 68 Investissements executés par l'état	7 745 000 000	10 098 000 000	0	10 098 000 000	2 353 000 000	30,38
Titre 6 - 68 Transfert en capital	7 108 000 000	7 010 000 000	0	7 010 000 000	-98 000 000	-1,38
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>14 853 000 000</b>	<b>17 108 000 000</b>	<b>0</b>	<b>17 108 000 000</b>	<b>2 255 000 000</b>	<b>15,18</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>15 258 811 420</b>	<b>18 091 821 220</b>	<b>0</b>	<b>18 091 821 220</b>	<b>2 833 009 800</b>	<b>18,57</b>
<b>Total Général Section 68</b>	<b>15 258 811 420</b>	<b>18 091 821 220</b>	<b>0</b>	<b>18 091 821 220</b>	<b>2 833 009 800</b>	<b>18,57</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
<b>69 Ministère de l'Hygiène publique et du Cadre de Vie</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 69 Dépenses de personnel	0	723 833 000	0	723 833 000	723 833 000	
Titre 3 - 69 Dépenses de fonctionnement	0	386 640 000	0	386 640 000	386 640 000	
Titre 4 - 69 Transferts courants	0	300 000 000	0	300 000 000	300 000 000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>1 410 473 000</b>	<b>0</b>	<b>1 410 473 000</b>	<b>1 410 473 000</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 69 Investissements executés par l'état	0	350 000 000	0	350 000 000	350 000 000	
Titre 6 - 69 Transfert en capital	0	650 000 000	0	650 000 000	650 000 000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>2 410 473 000</b>	<b>0</b>	<b>2 410 473 000</b>	<b>2 410 473 000</b>	
<b>Total Général Section 69</b>	<b>0</b>	<b>2 410 473 000</b>	<b>0</b>	<b>2 410 473 000</b>	<b>2 410 473 000</b>	
<b>72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 72 Dépenses de personnel	0	140 489 000	0	140 489 000	140 489 000	
Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement	0	195 365 000	0	195 365 000	195 365 000	
Titre 4 - 72 Transferts courants	0	442 624 000	0	442 624 000	442 624 000	
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>778 478 000</b>	<b>0</b>	<b>778 478 000</b>	<b>778 478 000</b>	
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 72 Investissements executés par l'état	0	3 020 000 000	0	3 020 000 000	3 020 000 000	
Titre 6 - 72 Transfert en capital	0	850 000 000	0	850 000 000	850 000 000	
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>3 870 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 870 000 000</b>	<b>3 870 000 000</b>	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>4 648 478 000</b>	<b>0</b>	<b>4 648 478 000</b>	<b>4 648 478 000</b>	
<b>Total Général Section 72</b>	<b>0</b>	<b>4 648 478 000</b>	<b>0</b>	<b>4 648 478 000</b>	<b>4 648 478 000</b>	
<b>75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique</b>						
<b>BUDGET GENERAL</b>						
<b>Budget de Fonctionnement</b>						
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	2 253 797 080	2 124 241 080	0	2 124 241 080	-129 556 000	-5,75
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 945 731 000	2 679 117 000	0	2 679 117 000	-266 614 000	-9,05
Titre 4 - 75 Transferts courants	79 425 872 000	74 799 708 000	2 500 000 000	77 299 708 000	-2 126 164 000	-2,68
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>84 625 400 080</b>	<b>79 603 066 080</b>	<b>2 500 000 000</b>	<b>82 103 066 080</b>	<b>-2 522 334 000</b>	<b>-2,98</b>
<b>Budget d'Investissement</b>						
Titre 5 - 75 Investissements executés par l'état	4 806 000 000	7 200 000 000	0	7 200 000 000	2 394 000 000	49,81
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>4 806 000 000</b>	<b>7 200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>7 200 000 000</b>	<b>2 394 000 000</b>	<b>49,81</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>89 431 400 080</b>	<b>86 803 066 080</b>	<b>2 500 000 000</b>	<b>89 303 066 080</b>	<b>-128 334 000</b>	<b>-0,14</b>
<b>Total Général Section 75</b>	<b>89 431 400 080</b>	<b>86 803 066 080</b>	<b>2 500 000 000</b>	<b>89 303 066 080</b>	<b>-128 334 000</b>	<b>-0,14</b>



Un Peuple-Un But-Une Foi

## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011				Ecart	
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total			
					Valeur Absolue	%	
<b>76 Ministère des Technologies de l'Information et de la Communication</b>							
<b>BUDGET GENERAL</b>							
<b>Budget de Fonctionnement</b>							
Titre 2 - 76 Dépenses de personnel	0	77 446 000	0	77 446 000	77 446 000		
Titre 3 - 76 Dépenses de fonctionnement	0	130 231 000	0	130 231 000	130 231 000		
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>207 677 000</b>	<b>0</b>	<b>207 677 000</b>	<b>207 677 000</b>		
<b>Budget d'Investissement</b>							
Titre 5 - 76 Investissements exécutés par l'état	0	280 000 000	0	280 000 000	280 000 000		
<b>Total Budget d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>280 000 000</b>	<b>0</b>	<b>280 000 000</b>	<b>280 000 000</b>		
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>487 677 000</b>	<b>0</b>	<b>487 677 000</b>	<b>487 677 000</b>		
<b>Total Général Section 76</b>	<b>0</b>	<b>487 677 000</b>	<b>0</b>	<b>487 677 000</b>	<b>487 677 000</b>		
<b>TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:</b>	<b>1 888 460 000 000</b>	<b>2 037 099 682 000</b>	<b>94 436 318 000</b>	<b>2 131 536 000 000</b>	<b>243 076 000 000</b>	<b>12,87</b>	



**SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE  
PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**

- **Gestion 2009 au 31 décembre 2009**
- **Gestion 2010 au 30 juin 2010**



**SITUATION DE LA GESTION 2009 au 31 décembre 2009**



**GESTION :****2009****MOIS :****12-2009**

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>21 - Présidence de la République</b>	<b>49 601 129 000</b>	<b>42 762 281 282</b>	<b>24 992 154 276</b>	<b>758 210 494</b>	<b>118 113 775 052</b>	<b>115 126 621 873</b>	<b>2 987 153 179</b>	<b>114 683 497 686</b>	<b>97</b>	<b>114 386 562 554</b>	<b>114 372 617 554</b>	<b>97</b>	<b>114 369 292 554</b>	<b>110 156 543 743</b>	<b>4 212 748 811</b>
Dépenses de fonctionnement	9 235 171 000	3 176 307 776	7 193 507 315	0	19 604 986 091	18 103 365 207	1 501 620 884	17 716 346 860	90	17 422 894 923	17 422 894 923	89	17 422 894 923	14 188 440 157	3 234 454 766
Transferts courants	13 075 958 000	300 000 000	8 505 697 224	0	21 881 655 224	20 715 655 224	1 166 000 000	20 662 655 224	94	20 662 655 224	20 662 655 224	94	20 662 655 224	20 662 655 224	0
Investissements executés par l'état	405 000 000	-64 631 494	750 000 000	8 815 494	1 099 184 000	1 019 855 748	79 328 252	1 019 749 908	93	1 016 839 513	1 002 894 513	91	999 594 513	267 583 744	732 010 769
Transfert en capital	26 675 000 000	39 350 605 000	8 542 949 737	749 395 000	75 317 949 737	75 143 949 737	174 000 000	75 143 949 737	100	75 143 949 737	75 143 949 737	100	75 143 949 737	74 955 949 737	188 000 000
Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	0	0	0	210 000 000	143 795 957	66 204 043	140 795 957	67	140 223 157	140 223 157	67	140 198 157	81 914 881	58 283 276
<b>22 - Assemblée Nationale</b>	<b>8 125 550 000</b>	<b>-500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>500 000 000</b>	<b>8 125 550 000</b>	<b>8 125 550 000</b>	<b>0</b>	<b>8 125 550 000</b>	<b>100</b>	<b>8 125 550 000</b>	<b>8 125 550 000</b>	<b>100</b>	<b>8 125 550 000</b>	<b>8 125 550 000</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement	7 528 750 000	0	0	0	7 528 750 000	7 528 750 000	0	7 528 750 000	100	7 528 750 000	7 528 750 000	100	7 528 750 000	7 528 750 000	0
Transferts courants	96 800 000	0	0	0	96 800 000	96 800 000	0	96 800 000	100	96 800 000	96 800 000	100	96 800 000	96 800 000	0
Transfert en capital	500 000 000	-500 000 000	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	0
<b>23 - Commission Electorale Nationale Autonome</b>	<b>1 400 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 497 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 897 000 000</b>	<b>2 897 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 897 000 000</b>	<b>100</b>	<b>2 897 000 000</b>	<b>2 897 000 000</b>	<b>100</b>	<b>2 897 000 000</b>	<b>2 897 000 000</b>	<b>0</b>
Transferts courants	1 400 000 000	0	1 497 000 000	0	2 897 000 000	2 897 000 000	0	2 897 000 000	100	2 897 000 000	2 897 000 000	100	2 897 000 000	2 897 000 000	0
<b>24 - Conseil Economique et Social</b>	<b>0</b>	<b>857 508 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>857 508 000</b>	<b>857 508 000</b>	<b>0</b>	<b>857 508 000</b>	<b>100</b>	<b>857 508 000</b>	<b>857 508 000</b>	<b>100</b>	<b>857 508 000</b>	<b>857 508 000</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement	0	857 508 000	0	0	857 508 000	857 508 000	0	857 508 000	100	857 508 000	857 508 000	100	857 508 000	857 508 000	0
<b>25 - Conseil Constitutionnel</b>	<b>73 761 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>73 761 000</b>	<b>59 205 600</b>	<b>14 555 400</b>	<b>59 205 600</b>	<b>80</b>	<b>59 205 600</b>	<b>59 205 600</b>	<b>80</b>	<b>59 205 600</b>	<b>59 205 600</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement	73 761 000	0	0	0	73 761 000	59 205 600	14 555 400	59 205 600	80	59 205 600	59 205 600	80	59 205 600	59 205 600	0
<b>27 - Cour Suprême</b>	<b>226 248 000</b>	<b>12 114 860</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>238 362 860</b>	<b>220 268 116</b>	<b>18 094 744</b>	<b>202 768 116</b>	<b>85</b>	<b>200 695 709</b>	<b>200 695 709</b>	<b>84</b>	<b>200 695 709</b>	<b>125 126 112</b>	<b>75 569 597</b>
Dépenses de fonctionnement	224 148 000	12 114 860	0	0	236 262 860	219 768 080	16 494 780	202 268 080	86	200 195 673	200 195 673	85	200 195 673	124 626 076	75 569 597
Transferts courants	2 100 000	0	0	0	2 100 000	500 036	1 599 964	500 036	24	500 036	500 036	24	500 036	500 036	0
<b>28 - Cour des Comptes</b>	<b>2 439 250 000</b>	<b>10 610 262</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 449 860 262</b>	<b>273 854 063</b>	<b>2 176 006 199</b>	<b>254 349 535</b>	<b>10</b>	<b>242 605 324</b>	<b>242 605 324</b>	<b>10</b>	<b>242 605 324</b>	<b>161 572 551</b>	<b>81 032 773</b>
Dépenses de fonctionnement	314 250 000	10 610 262	0	0	324 860 262	263 854 063	61 006 199	254 349 535	78	242 605 324	242 605 324	75	242 605 324	161 572 551	81 032 773

**GESTION :****2009****MOIS :****12-2009**

à la date du 31/12/09

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements exécutés par l'état	2 125 000 000	0	0	0	2 125 000 000	10 000 000	2 115 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>29 - SENAT</b>	<b>4 745 805 000</b>	<b>-2 300 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 445 805 000</b>	<b>2 445 805 000</b>	<b>0</b>	<b>2 445 805 000</b>	<b>100</b>	<b>2 445 805 000</b>	<b>2 445 805 000</b>	<b>100</b>	<b>2 445 805 000</b>	<b>2 445 805 000</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement	2 445 805 000	0	0	0	2 445 805 000	2 445 805 000	0	2 445 805 000	100	2 445 805 000	2 445 805 000	100	2 445 805 000	2 445 805 000	0
Transfert en capital	2 300 000 000	-2 300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>30 - Primature</b>	<b>15 804 338 000</b>	<b>-1 721 005 159</b>	<b>1 765 900 000</b>	<b>671 000 000</b>	<b>16 520 232 841</b>	<b>15 865 755 679</b>	<b>654 477 162</b>	<b>15 616 581 858</b>	<b>95</b>	<b>15 076 224 958</b>	<b>15 076 095 458</b>	<b>91</b>	<b>15 028 036 304</b>	<b>14 104 455 016</b>	<b>923 581 288</b>
Dépenses de fonctionnement	3 985 359 000	68 994 841	239 000 000	0	4 293 353 841	4 006 553 017	286 800 824	3 895 590 138	91	3 703 515 349	3 703 385 849	86	3 655 326 695	3 066 614 732	588 711 963
Transferts courants	4 334 979 000	0	-139 300 000	0	4 195 679 000	3 834 205 000	361 474 000	3 695 995 000	88	3 695 995 000	3 695 995 000	88	3 695 995 000	3 615 995 000	80 000 000
Investissements exécutés par l'état	2 225 000 000	-640 000 000	-97 000 000	85 000 000	1 573 000 000	1 566 797 662	6 202 338	1 566 796 720	100	1 218 514 609	1 218 514 609	77	1 218 514 609	963 645 284	254 869 325
Transfert en capital	5 259 000 000	-1 150 000 000	1 763 200 000	586 000 000	6 458 200 000	6 458 200 000	0	6 458 200 000	100	6 458 200 000	6 458 200 000	100	6 458 200 000	6 458 200 000	0
<b>31 - Ministère des Affaires Etrangères</b>	<b>29 142 949 558</b>	<b>-7 944 560 344</b>	<b>136 217 655</b>	<b>2 368 123 621</b>	<b>23 702 730 490</b>	<b>11 681 403 262</b>	<b>12 021 327 228</b>	<b>10 461 833 866</b>	<b>44</b>	<b>10 335 732 588</b>	<b>10 335 732 588</b>	<b>44</b>	<b>8 860 301 564</b>	<b>8 205 458 503</b>	<b>654 843 061</b>
Dépenses de fonctionnement	13 718 313 558	414 107 277	136 217 655	0	14 268 638 490	2 755 162 099	11 513 476 391	2 535 592 703	18	2 409 491 540	2 409 491 540	17	2 552 618 040	1 919 376 521	633 241 519
Transferts courants	4 958 636 000	0	0	0	4 958 636 000	4 954 007 862	4 628 138	3 954 007 862	80	3 954 007 862	3 954 007 862	80	3 954 007 862	3 938 980 205	15 027 657
Investissements exécutés par l'état	10 231 000 000	-8 358 667 621	0	2 368 123 621	4 240 456 000	3 737 233 301	503 222 699	3 737 233 301	88	3 737 233 186	3 737 233 186	88	2 118 675 662	2 112 101 777	6 573 885
Transfert en capital	235 000 000	0	0	0	235 000 000	235 000 000	0	235 000 000	100	235 000 000	235 000 000	100	235 000 000	235 000 000	0
<b>32 - Ministère des Forces Armées</b>	<b>40 327 205 000</b>	<b>-4 192 176 232</b>	<b>-791 560 660</b>	<b>866 619 500</b>	<b>36 210 087 608</b>	<b>31 813 716 780</b>	<b>4 396 370 828</b>	<b>31 706 758 175</b>	<b>88</b>	<b>30 860 878 392</b>	<b>30 858 371 187</b>	<b>85</b>	<b>30 380 876 517</b>	<b>27 870 065 749</b>	<b>2 510 810 768</b>
Dépenses de fonctionnement	20 760 926 000	213 000 268	205 439 340	0	21 179 365 608	20 933 965 341	245 400 267	20 827 006 736	95	20 132 969 254	20 130 462 049	95	19 652 967 379	18 157 410 266	1 495 557 113
Transferts courants	2 307 279 000	0	0	0	2 307 279 000	2 307 279 000	0	2 307 279 000	100	2 307 279 000	2 307 279 000	100	2 307 279 000	2 307 279 000	0
Investissements exécutés par l'état	16 202 000 000	-4 255 176 500	-997 000 000	866 619 500	11 816 443 000	7 815 472 439	4 000 970 561	7 815 472 439	66	7 663 630 138	7 663 630 138	65	7 663 630 138	6 648 376 483	1 015 253 655
Transfert en capital	907 000 000	-150 000 000	0	0	757 000 000	757 000 000	0	757 000 000	100	757 000 000	757 000 000	100	757 000 000	757 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2009****MOIS :****12-2009**

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>33 - Ministère de l'Intérieur</b>	<b>54 626 387 800</b>	<b>-1 847 389 513</b>	<b>312 342 734</b>	<b>1 947 617 836</b>	<b>55 038 958 857</b>	<b>53 992 785 343</b>	<b>1 046 173 514</b>	<b>53 444 728 385</b>	<b>97</b>	<b>51 436 063 240</b>	<b>51 397 591 260</b>	<b>93</b>	<b>50 659 552 374</b>	<b>46 887 425 676</b>	<b>3 772 126 698</b>
Dépenses de fonctionnement	11 999 081 800	731 181 863	215 342 734	0	12 945 606 397	12 351 708 470	593 897 927	11 803 651 512	82	10 622 938 678	10 584 466 698	82	10 104 476 062	7 147 706 194	2 956 769 868
Transferts courants	17 326 676 000	0	0	0	17 326 676 000	17 276 676 000	50 000 000	17 276 676 000	100	17 276 676 000	17 276 676 000	100	17 276 676 000	17 276 676 000	0
Investissements exécutés par l'état	7 879 630 000	-2 578 571 376	-319 000 000	1 428 571 376	6 410 630 000	6 124 663 036	285 966 964	6 124 663 036	96	5 296 710 725	5 296 710 725	83	5 038 662 475	4 247 127 321	791 535 154
Transfert en capital	17 121 000 000	0	416 000 000	519 046 460	18 056 046 460	18 056 046 161	299	18 056 046 161	100	18 056 046 161	18 056 046 161	100	18 056 046 161	18 056 046 161	0
Comptes Spéciaux du Trésor	300 000 000	0	0	0	300 000 000	183 691 676	116 308 324	183 691 676	61	183 691 676	183 691 676	61	183 691 676	159 870 000	23 821 676
<b>34 - Ministère de la Justice</b>	<b>11 669 509 000</b>	<b>-683 986 798</b>	<b>450 000 000</b>	<b>0</b>	<b>11 435 522 202</b>	<b>8 624 832 668</b>	<b>2 810 689 534</b>	<b>8 573 598 748</b>	<b>75</b>	<b>7 162 935 790</b>	<b>7 084 773 314</b>	<b>62</b>	<b>6 762 956 494</b>	<b>4 866 755 509</b>	<b>1 896 200 985</b>
Dépenses de fonctionnement	6 372 809 000	66 013 202	450 000 000	0	6 888 822 202	5 897 945 064	990 877 138	5 846 711 144	75	5 016 102 914	4 937 940 438	72	4 616 123 618	2 836 509 137	1 779 614 481
Transferts courants	885 700 000	0	0	0	885 700 000	792 979 000	92 721 000	792 979 000	90	792 979 000	792 979 000	90	792 979 000	792 979 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 411 000 000	-1 750 000 000	0	0	2 661 000 000	933 908 604	1 727 091 396	933 908 604	35	353 853 876	353 853 876	13	353 853 876	237 267 372	116 586 504
Transfert en capital	0	1 000 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	0
<b>35 - Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi</b>	<b>2 686 859 000</b>	<b>-141 189 183</b>	<b>90 534 500</b>	<b>29 348 243</b>	<b>2 665 552 560</b>	<b>2 506 194 406</b>	<b>159 358 154</b>	<b>2 481 287 906</b>	<b>93</b>	<b>2 428 425 446</b>	<b>2 426 631 452</b>	<b>91</b>	<b>2 441 676 534</b>	<b>1 980 956 615</b>	<b>460 719 919</b>
Dépenses de fonctionnement	424 230 000	235 159 060	108 534 500	0	767 923 560	634 979 490	132 944 070	610 072 990	78	569 209 523	567 415 529	74	585 366 858	357 864 482	227 502 376
Transferts courants	1 218 629 000	0	0	0	1 218 629 000	1 218 628 039	961	1 218 628 039	100	1 218 628 039	1 218 628 039	100	1 218 628 039	1 178 628 039	40 000 000
Investissements exécutés par l'état	809 000 000	-376 348 243	-18 000 000	29 348 243	444 000 000	417 586 877	26 413 123	417 586 877	94	405 587 884	405 587 884	91	402 681 637	209 464 094	193 217 543
Transfert en capital	235 000 000	0	0	0	235 000 000	235 000 000	0	235 000 000	100	235 000 000	235 000 000	100	235 000 000	235 000 000	0
<b>36 - Ministère des relations avec les institutions</b>	<b>639 330 000</b>	<b>-51 146 834</b>	<b>-100 000 000</b>	<b>0</b>	<b>488 183 166</b>	<b>473 919 080</b>	<b>14 264 086</b>	<b>468 227 685</b>	<b>96</b>	<b>462 407 685</b>	<b>462 407 685</b>	<b>95</b>	<b>461 832 685</b>	<b>396 894 369</b>	<b>64 938 316</b>
Dépenses de fonctionnement	64 330 000	90 853 166	0	0	155 183 166	147 966 687	7 216 479	142 275 292	92	137 205 292	137 205 292	88	137 205 292	104 971 280	32 234 012
Investissements exécutés par l'état	249 000 000	-61 000 000	0	0	188 000 000	180 952 393	7 047 607	180 952 393	96	180 202 393	180 202 393	96	179 627 393	146 923 089	32 704 304
Transfert en capital	326 000 000	-81 000 000	-100 000 000	0	145 000 000	145 000 000	0	145 000 000	100	145 000 000	145 000 000	100	145 000 000	145 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2009****MOIS :****12-2009**

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>39 - Ministère des Sénégalais de l'Extérieur</b>	<b>667 814 000</b>	<b>-21 120 583</b>	<b>50 000 000</b>	<b>0</b>	<b>696 693 417</b>	<b>667 502 173</b>	<b>29 191 244</b>	<b>631 703 504</b>	<b>91</b>	<b>596 720 287</b>	<b>596 317 187</b>	<b>86</b>	<b>596 283 236</b>	<b>517 835 561</b>	<b>78 447 675</b>
Dépenses de fonctionnement	206 340 000	26 055 417	50 000 000	0	282 395 417	253 341 794	29 053 623	217 543 125	77	189 640 283	189 237 183	67	189 203 232	130 755 403	58 447 829
Transferts courants	61 474 000	0	0	0	61 474 000	61 474 000	0	61 474 000	100	61 474 000	61 474 000	100	61 474 000	61 474 000	0
Investissements exécutés par l'état	150 000 000	-47 176 000	0	0	102 824 000	102 686 379	137 621	102 686 379	100	95 606 004	95 606 004	93	95 606 004	75 606 158	19 999 846
Transfert en capital	250 000 000	0	0	0	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	0
<b>40 - Ministère de l'Economie Maritime</b>	<b>10 864 024 000</b>	<b>-967 197 705</b>	<b>-3 500 500 000</b>	<b>1 873 587</b>	<b>6 398 199 882</b>	<b>5 730 703 042</b>	<b>667 496 840</b>	<b>5 700 112 424</b>	<b>89</b>	<b>5 189 519 397</b>	<b>5 186 944 402</b>	<b>81</b>	<b>4 981 288 884</b>	<b>4 567 855 741</b>	<b>413 433 143</b>
Dépenses de fonctionnement	750 424 000	70 752 882	-500 000	0	820 676 882	671 860 722	148 816 160	653 674 911	74	550 257 947	547 682 952	67	507 302 579	290 270 839	217 031 740
Transferts courants	71 600 000	103 469 000	0	0	175 069 000	114 995 000	60 074 000	114 995 000	66	114 995 000	114 995 000	66	114 995 000	114 995 000	0
Investissements exécutés par l'état	5 420 000 000	-1 021 419 587	-500 000 000	1 873 587	3 900 454 000	3 666 190 075	234 263 925	3 653 785 268	94	3 250 240 867	3 250 240 867	83	3 136 881 467	2 951 758 972	185 122 495
Transfert en capital	3 722 000 000	-120 000 000	-3 000 000 000	0	602 000 000	602 000 000	0	602 000 000	100	602 000 000	602 000 000	100	602 000 000	602 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	900 000 000	0	0	0	900 000 000	675 657 245	224 342 755	675 657 245	75	672 025 583	672 025 583	75	620 109 838	608 830 930	11 278 908
<b>41 - Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'en</b>	<b>73 436 205 000</b>	<b>-9 203 438 716</b>	<b>-6 656 846 600</b>	<b>7 036 171</b>	<b>57 582 955 855</b>	<b>57 299 778 243</b>	<b>283 177 612</b>	<b>57 106 077 435</b>	<b>99</b>	<b>57 070 024 555</b>	<b>57 068 079 436</b>	<b>99</b>	<b>57 214 198 942</b>	<b>57 011 010 482</b>	<b>203 188 460</b>
Dépenses de fonctionnement	641 205 000	91 367 455	0	0	732 572 455	683 418 754	49 153 701	514 732 746	68	488 679 776	486 734 657	66	632 854 163	436 064 015	196 790 148
Transferts courants	200 000 000	0	83 153 400	0	283 153 400	283 153 400	0	283 153 400	100	283 153 400	283 153 400	100	283 153 400	283 153 400	0
Investissements exécutés par l'état	271 000 000	-94 806 171	0	7 036 171	183 230 000	149 206 089	34 023 911	124 191 289	68	114 191 379	114 191 379	62	114 191 379	107 793 067	6 398 312
Transfert en capital	72 324 000 000	-9 200 000 000	-6 740 000 000	0	56 384 000 000	56 184 000 000	200 000 000	56 184 000 000	100	56 184 000 000	56 184 000 000	100	56 184 000 000	56 184 000 000	0
<b>42 - Ministère de l'agriculture</b>	<b>48 078 156 000</b>	<b>-3 346 147 115</b>	<b>26 643 535 263</b>	<b>1 385 751 578</b>	<b>72 761 295 726</b>	<b>72 264 231 404</b>	<b>497 064 322</b>	<b>72 247 282 773</b>	<b>99</b>	<b>71 647 477 478</b>	<b>71 632 793 838</b>	<b>98</b>	<b>70 851 669 868</b>	<b>70 006 064 576</b>	<b>845 605 292</b>
Dépenses de fonctionnement	1 471 839 000	57 078 015	-18 965 000	0	1 509 952 015	1 419 291 830	90 660 185	1 405 819 830	79	1 166 297 000	1 151 613 360	76	1 077 427 088	688 339 538	389 087 550
Transferts courants	5 121 317 000	0	0	0	5 121 317 000	5 121 317 000	0	5 121 317 000	100	5 121 317 000	5 121 317 000	100	5 121 317 000	5 121 317 000	0
Investissements exécutés par l'état	5 120 000 000	-1 188 109 677	-873 699 737	416 123 023	3 474 313 609	3 267 909 472	206 404 137	3 264 432 841	94	2 904 150 376	2 904 150 376	84	2 197 212 678	1 740 694 936	456 517 742
Transfert en capital	36 365 000 000	-2 215 115 453	27 536 200 000	969 628 555	62 655 713 102	62 455 713 102	200 000 000	62 455 713 102	100	62 455 713 102	62 455 713 102	100	62 455 713 102	62 455 713 102	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2009****MOIS :****12-2009**

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>43 - Ministère de l'Economie et des Finances</b>	<b>119 230 649 280</b>	<b>-11 328 312 702</b>	<b>-15 064 417 960</b>	<b>5 537 135 485</b>	<b>98 375 054 103</b>	<b>94 216 842 055</b>	<b>4 158 212 048</b>	<b>92 345 919 282</b>	<b>94</b>	<b>88 265 412 480</b>	<b>88 256 719 880</b>	<b>90</b>	<b>88 106 595 289</b>	<b>78 004 985 057</b>	<b>10 101 610 232</b>
Dépenses de fonctionnement	7 141 299 280	693 936 075	707 332 040	0	8 542 567 395	6 999 669 102	1 542 898 293	6 857 122 272	78	6 081 194 447	6 072 501 847	71	5 911 735 861	3 477 247 205	2 434 488 656
Transferts courants	3 240 480 000	450 000 000	0	0	3 690 480 000	3 690 480 000	0	3 690 480 000	100	3 690 480 000	3 690 480 000	100	3 690 480 000	3 690 480 000	0
Investissements exécutés par l'état	29 482 970 000	-8 730 325 000	-5 816 750 000	4 155 903 698	19 091 798 698	20 660 838 551	-1 569 039 853	18 932 462 608	99	15 627 883 631	15 627 883 631	82	15 638 525 026	13 460 472 744	2 178 052 282
Transfert en capital	22 765 900 000	-6 641 923 777	-9 955 000 000	1 381 231 787	7 550 208 010	5 890 764 674	1 659 443 336	5 890 764 674	78	5 890 764 674	5 890 764 674	78	5 890 764 674	5 844 695 380	46 069 294
Comptes Spéciaux du Trésor	56 600 000 000	2 900 000 000	0	0	59 500 000 000	56 975 089 728	2 524 910 272	56 975 089 728	96	56 975 089 728	56 975 089 728	96	56 975 089 728	51 532 089 728	5 443 000 000
<b>44 - Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des</b>	<b>6 988 449 000</b>	<b>-488 262 052</b>	<b>-100 000 000</b>	<b>25 992 931</b>	<b>6 426 179 879</b>	<b>6 089 446 340</b>	<b>336 733 539</b>	<b>6 084 245 740</b>	<b>95</b>	<b>6 026 260 634</b>	<b>6 025 094 884</b>	<b>94</b>	<b>5 995 254 984</b>	<b>5 738 576 937</b>	<b>256 678 047</b>
Dépenses de fonctionnement	307 312 000	95 987 948	0	0	403 299 948	243 477 514	159 822 434	243 276 914	57	227 043 242	225 877 492	56	217 698 746	156 453 604	61 245 142
Transferts courants	1 532 137 000	0	0	0	1 532 137 000	1 527 137 000	5 000 000	1 527 137 000	100	1 527 137 000	1 527 137 000	100	1 527 137 000	1 527 137 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 582 000 000	-275 500 000	-450 000 000	25 992 931	882 492 931	810 581 826	71 911 105	805 581 826	91	763 830 392	763 830 392	87	742 169 238	546 736 333	195 432 905
Transfert en capital	3 567 000 000	-308 750 000	350 000 000	0	3 608 250 000	3 508 250 000	100 000 000	3 508 250 000	97	3 508 250 000	3 508 250 000	97	3 508 250 000	3 508 250 000	0
<b>45 - Ministère du Commerce</b>	<b>3 779 430 000</b>	<b>-2 122 580 248</b>	<b>35 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 691 849 752</b>	<b>1 669 093 186</b>	<b>22 756 566</b>	<b>1 667 235 119</b>	<b>99</b>	<b>1 598 564 480</b>	<b>1 596 506 980</b>	<b>94</b>	<b>1 580 334 437</b>	<b>1 374 903 270</b>	<b>205 431 167</b>
Dépenses de fonctionnement	424 810 000	27 419 752	60 000 000	0	512 229 752	490 175 186	22 054 566	488 317 119	89	444 646 480	442 588 980	86	426 416 437	274 633 270	151 783 167
Transferts courants	814 620 000	0	0	0	814 620 000	814 620 000	0	814 620 000	100	814 620 000	814 620 000	100	814 620 000	785 870 000	28 750 000
Investissements exécutés par l'état	200 000 000	-100 000 000	-25 000 000	0	75 000 000	74 298 000	702 000	74 298 000	99	49 298 000	49 298 000	66	49 298 000	24 400 000	24 898 000
Transfert en capital	2 340 000 000	-2 050 000 000	0	0	290 000 000	290 000 000	0	290 000 000	100	290 000 000	290 000 000	100	290 000 000	290 000 000	0
<b>46 - Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique</b>	<b>45 041 179 000</b>	<b>-4 211 634 516</b>	<b>-9 799 000 000</b>	<b>2 861 857 555</b>	<b>33 892 402 039</b>	<b>32 471 675 794</b>	<b>1 420 726 245</b>	<b>32 347 705 387</b>	<b>95</b>	<b>30 738 201 123</b>	<b>30 735 997 523</b>	<b>91</b>	<b>30 331 012 189</b>	<b>28 715 651 740</b>	<b>1 615 360 449</b>
Dépenses de fonctionnement	1 516 179 000	224 811 374	0	0	1 740 990 374	1 592 147 752	148 842 622	1 502 047 702	83	1 346 887 742	1 344 684 142	77	1 315 183 075	784 255 409	530 927 666
Transferts courants	55 000 000	0	0	0	55 000 000	55 000 000	0	55 000 000	100	55 000 000	55 000 000	100	55 000 000	55 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	9 443 000 000	-3 486 445 890	-1 299 000 000	2 851 857 555	7 509 411 665	6 237 528 042	1 271 883 623	6 203 657 685	83	4 749 313 381	4 749 313 381	63	4 373 829 114	3 289 396 331	1 084 432 783
Transfert en capital	34 027 000 000	-950 000 000	-8 500 000 000	10 000 000	24 587 000 000	24 587 000 000	0	24 587 000 000	100	24 587 000 000	24 587 000 000	100	24 587 000 000	24 587 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2009****MOIS :****12-2009**

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>47 - Ministère de l'Energie</b>	<b>12 256 801 000</b>	<b>-466 202 529</b>	<b>-1 010 750 000</b>	<b>8 212 145</b>	<b>10 788 060 616</b>	<b>10 421 038 115</b>	<b>367 022 501</b>	<b>10 418 447 242</b>	<b>97</b>	<b>10 399 165 279</b>	<b>10 399 165 279</b>	<b>96</b>	<b>10 395 205 984</b>	<b>10 146 447 587</b>	<b>248 758 397</b>
Dépenses de fonctionnement	205 801 000	78 797 471	-6 750 000	0	277 848 471	253 189 714	24 658 757	251 737 777	91	232 457 939	232 457 939	84	231 204 939	95 930 292	135 274 647
Transferts courants	20 000 000	0	0	0	20 000 000	20 000 000	0	20 000 000	100	20 000 000	20 000 000	100	20 000 000	20 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 700 000 000	-545 000 000	-4 000 000	8 212 145	3 159 212 145	3 109 848 401	49 363 744	3 108 709 465	98	3 108 707 340	3 108 707 340	98	3 106 001 045	2 992 517 295	113 483 750
Transfert en capital	8 331 000 000	0	-1 000 000 000	0	7 331 000 000	7 038 000 000	293 000 000	7 038 000 000	96	7 038 000 000	7 038 000 000	96	7 038 000 000	7 038 000 000	0
<b>49 - Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le</b>	<b>1 634 690 760</b>	<b>-117 528 551</b>	<b>-5 000 000</b>	<b>28 373 487</b>	<b>1 540 535 696</b>	<b>1 474 454 639</b>	<b>66 081 057</b>	<b>1 416 074 239</b>	<b>92</b>	<b>1 384 126 202</b>	<b>1 383 073 902</b>	<b>90</b>	<b>1 374 031 314</b>	<b>1 215 554 567</b>	<b>158 476 747</b>
Dépenses de fonctionnement	173 914 760	140 844 936	0	0	314 759 696	299 378 991	15 380 705	291 000 596	87	259 053 083	258 000 783	82	252 065 519	181 024 687	71 040 832
Transferts courants	547 776 000	60 000 000	0	0	607 776 000	595 885 000	11 891 000	595 885 000	98	595 885 000	595 885 000	98	595 885 000	595 885 000	0
Investissements exécutés par l'état	513 000 000	-218 373 487	-5 000 000	28 373 487	318 000 000	279 190 648	38 809 352	279 188 643	88	279 188 119	279 188 119	88	276 080 795	188 644 880	87 435 915
Transfert en capital	400 000 000	-100 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000	0	250 000 000	83	250 000 000	250 000 000	83	250 000 000	250 000 000	0
<b>50 - Ministère de l'Enseignement Précolaire, de l'Elémentaire, du</b>	<b>90 707 907 412</b>	<b>15 650 090</b>	<b>14 868 354 464</b>	<b>2 804 911 932</b>	<b>108 396 823 898</b>	<b>104 578 407 742</b>	<b>3 818 416 156</b>	<b>104 301 021 542</b>	<b>96</b>	<b>76 756 123 032</b>	<b>76 413 274 208</b>	<b>70</b>	<b>71 499 513 036</b>	<b>25 350 588 280</b>	<b>46 148 924 756</b>
Dépenses de fonctionnement	60 164 622 412	12 718 221 889	15 813 554 464	0	88 696 398 765	86 053 032 473	2 643 366 292	85 934 851 747	17	60 065 227 784	59 722 419 784	67	54 855 893 334	10 466 277 768	44 389 615 566
Transferts courants	2 027 285 000	-335 375 000	0	0	1 691 910 000	1 691 910 000	0	1 691 910 000	100	1 691 910 000	1 691 910 000	100	1 691 910 000	1 691 910 000	0
Investissements exécutés par l'état	24 466 000 000	-10 367 196 799	-945 200 000	2 804 911 932	15 958 515 133	14 833 465 269	1 125 049 864	14 674 259 795	92	12 998 985 248	12 998 944 424	81	12 951 709 702	11 192 400 512	1 759 309 190
Transfert en capital	4 050 000 000	-2 000 000 000	0	0	2 050 000 000	2 000 000 000	50 000 000	2 000 000 000	98	2 000 000 000	2 000 000 000	98	2 000 000 000	2 000 000 000	0
<b>51 - Ministère Recherche Scientifique</b>	<b>1 942 152 000</b>	<b>-216 193 145</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 725 958 855</b>	<b>1 706 266 293</b>	<b>19 692 562</b>	<b>1 703 121 803</b>	<b>99</b>	<b>1 667 470 618</b>	<b>1 667 470 618</b>	<b>97</b>	<b>1 667 470 618</b>	<b>1 528 156 843</b>	<b>139 313 775</b>
Dépenses de fonctionnement	186 097 000	35 706 855	0	0	221 803 855	205 320 734	16 483 121	202 176 244	91	193 525 628	193 525 628	87	193 525 628	122 113 435	71 412 193
Transferts courants	1 385 055 000	0	0	0	1 385 055 000	1 385 055 000	0	1 385 055 000	100	1 385 055 000	1 385 055 000	100	1 385 055 000	1 385 055 000	0
Investissements exécutés par l'état	371 000 000	-251 900 000	0	0	119 100 000	115 890 559	3 209 441	115 890 559	97	88 889 990	88 889 990	75	88 889 990	20 988 408	67 901 582
<b>52 - Ministère des Sports</b>	<b>359 166 000</b>	<b>-117 779 700</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>241 386 300</b>	<b>241 133 245</b>	<b>253 055</b>	<b>51 133 245</b>	<b>21</b>	<b>51 133 245</b>	<b>51 133 245</b>	<b>21</b>	<b>51 133 245</b>	<b>50 195 829</b>	<b>937 416</b>
Dépenses de fonctionnement	359 166 000	-117 779 700	0	0	241 386 300	241 133 245	253 055	51 133 245	21	51 133 245	51 133 245	21	51 133 245	50 195 829	937 416

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2009****MOIS :****12-2009**

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>53 - Ministère de la Culture et des Loisirs</b>	<b>15 134 463 000</b>	<b>-600 968 656</b>	<b>-230 000 000</b>	<b>0</b>	<b>14 303 494 344</b>	<b>14 033 470 075</b>	<b>270 024 269</b>	<b>14 027 959 594</b>	<b>98</b>	<b>13 988 594 525</b>	<b>13 985 921 025</b>	<b>98</b>	<b>13 964 568 659</b>	<b>13 750 503 050</b>	<b>214 065 609</b>
Dépenses de fonctionnement	511 453 000	119 031 344	0	0	630 484 344	574 135 196	56 349 148	568 624 715	86	529 259 646	526 586 146	84	505 233 780	301 667 221	203 566 559
Transferts courants	2 912 010 000	0	0	0	2 912 010 000	2 908 374 999	3 635 001	2 908 374 999	100	2 908 374 999	2 908 374 999	100	2 908 374 999	2 908 374 999	0
Investissements executés par l'état	1 251 000 000	-720 000 000	-230 000 000	0	301 000 000	90 959 880	210 040 120	90 959 880	30	90 959 880	90 959 880	30	90 959 880	80 460 830	10 499 050
Transfert en capital	10 460 000 000	0	0	0	10 460 000 000	10 460 000 000	0	10 460 000 000	100	10 460 000 000	10 460 000 000	100	10 460 000 000	10 460 000 000	0
<b>54 - Ministère de la Santé et de la Prévention</b>	<b>53 130 658 000</b>	<b>-3 274 628 649</b>	<b>763 092 000</b>	<b>2 987 686</b>	<b>50 622 109 037</b>	<b>47 029 276 137</b>	<b>3 592 832 900</b>	<b>46 999 891 137</b>	<b>93</b>	<b>44 078 851 605</b>	<b>43 978 862 408</b>	<b>87</b>	<b>43 582 907 076</b>	<b>40 060 906 568</b>	<b>3 522 000 508</b>
Dépenses de fonctionnement	13 830 727 000	338 359 037	1 356 079 430	0	15 525 165 467	14 975 017 409	550 148 058	14 945 632 409	90	13 495 222 086	13 395 232 889	86	13 001 032 925	10 334 317 907	2 666 715 018
Transferts courants	25 115 431 000	0	-1 369 487 430	0	23 745 943 570	23 577 656 009	168 287 561	23 577 656 009	99	23 577 656 009	23 577 656 009	99	23 577 656 009	23 139 286 009	438 370 000
Investissements executés par l'état	9 442 500 000	-2 162 987 686	496 500 000	2 987 686	7 779 000 000	5 614 602 719	2 164 397 281	5 614 602 719	72	4 143 973 510	4 143 973 510	53	4 142 218 142	3 725 302 652	416 915 490
Transfert en capital	4 742 000 000	-1 450 000 000	280 000 000	0	3 572 000 000	2 862 000 000	710 000 000	2 862 000 000	80	2 862 000 000	2 862 000 000	80	2 862 000 000	2 862 000 000	0
<b>55 - Ministère de la Jeunesse</b>	<b>5 878 357 000</b>	<b>-1 876 168 123</b>	<b>1 234 513 200</b>	<b>376 826 280</b>	<b>5 613 528 357</b>	<b>5 297 127 432</b>	<b>316 400 925</b>	<b>4 597 059 963</b>	<b>82</b>	<b>4 417 847 967</b>	<b>4 415 063 807</b>	<b>79</b>	<b>4 363 860 431</b>	<b>3 755 477 092</b>	<b>608 383 339</b>
Dépenses de fonctionnement	2 780 242 000	227 724 892	149 995 000	0	3 157 961 892	3 096 124 906	61 836 986	2 523 090 199	78	2 402 821 542	2 400 037 382	76	2 356 819 006	1 761 113 861	595 705 145
Transferts courants	378 115 000	0	1 084 518 200	0	1 462 633 200	1 345 559 258	117 073 942	1 345 559 258	92	1 345 559 258	1 345 559 258	92	1 345 559 258	1 345 559 258	0
Investissements executés par l'état	1 920 000 000	-1 803 893 015	0	376 826 280	492 933 265	355 443 268	137 489 997	228 410 506	46	169 467 167	169 467 167	34	161 482 167	148 803 973	12 678 194
Transfert en capital	800 000 000	-300 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	0
<b>56 - Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature</b>	<b>11 399 788 926</b>	<b>-2 424 726 198</b>	<b>156 499 612</b>	<b>48 607 702</b>	<b>9 180 170 042</b>	<b>8 538 214 323</b>	<b>641 955 719</b>	<b>8 514 352 065</b>	<b>93</b>	<b>7 782 684 478</b>	<b>7 778 085 418</b>	<b>85</b>	<b>7 448 205 790</b>	<b>6 388 995 774</b>	<b>1 059 210 016</b>
Dépenses de fonctionnement	4 148 168 926	75 737 411	109 499 612	0	4 333 405 949	4 173 923 688	159 482 261	4 180 249 955	85	3 594 239 881	3 589 640 821	83	3 260 229 580	2 416 154 378	844 075 202
Transferts courants	661 620 000	0	0	0	661 620 000	611 620 000	50 000 000	611 620 000	88	583 620 000	583 620 000	88	583 620 000	583 620 000	0
Investissements executés par l'état	5 235 000 000	-1 395 463 609	-1 198 000 000	48 607 702	2 690 144 093	2 257 670 635	432 473 458	2 227 482 110	83	2 109 824 597	2 109 824 597	78	2 109 356 210	1 953 221 396	156 134 814
Transfert en capital	1 355 000 000	-1 105 000 000	1 245 000 000	0	1 495 000 000	1 495 000 000	0	1 495 000 000	100	1 495 000 000	1 495 000 000	100	1 495 000 000	1 436 000 000	59 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2009****MOIS :****12-2009**

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>58 - Ministère de la Famille, des Organisations Feminiennes et de la</b>	<b>9 890 732 000</b>	<b>-2 000 248 296</b>	<b>390 000 000</b>	<b>0</b>	<b>8 280 483 704</b>	<b>7 470 043 455</b>	<b>810 440 249</b>	<b>7 383 723 273</b>	<b>89</b>	<b>7 235 270 933</b>	<b>7 225 849 633</b>	<b>87</b>	<b>7 145 261 359</b>	<b>6 432 731 618</b>	<b>712 529 741</b>
Dépenses de fonctionnement	1 511 863 000	279 251 704	150 000 000	0	1 941 114 704	1 823 461 760	117 652 944	1 783 236 586	88	1 646 782 051	1 637 360 751	84	1 531 940 038	958 021 392	573 918 646
Transferts courants	1 591 869 000	0	0	0	1 591 869 000	1 590 513 984	1 355 016	1 555 363 976	98	1 555 363 976	1 555 363 976	98	1 580 363 976	1 468 363 984	111 999 992
Investissements executés par l'état	3 795 000 000	-1 279 500 000	-1 004 000 000	0	1 511 500 000	1 376 067 711	135 432 289	1 365 122 711	90	1 353 124 906	1 353 124 906	90	1 352 957 345	1 326 346 242	26 611 103
Transfert en capital	2 992 000 000	-1 000 000 000	1 244 000 000	0	3 236 000 000	2 680 000 000	556 000 000	2 680 000 000	83	2 680 000 000	2 680 000 000	83	2 680 000 000	2 680 000 000	0
<b>59 - Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation</b>	<b>14 418 203 500</b>	<b>-2 312 000 000</b>	<b>-423 200 000</b>	<b>346 325 694</b>	<b>12 029 329 194</b>	<b>9 489 592 317</b>	<b>2 539 736 877</b>	<b>9 450 611 628</b>	<b>79</b>	<b>7 850 406 483</b>	<b>7 821 356 783</b>	<b>65</b>	<b>7 280 104 714</b>	<b>5 308 912 975</b>	<b>1 971 191 739</b>
Dépenses de fonctionnement	4 370 819 500	3 000 000	0	0	4 373 819 500	4 210 263 413	163 556 087	4 180 662 724	51	3 277 106 055	3 248 056 355	74	2 782 453 812	1 591 927 559	1 190 526 253
Transferts courants	880 384 000	0	0	0	880 384 000	686 679 995	193 704 005	686 679 995	78	686 679 995	686 679 995	78	686 679 995	632 004 995	54 675 000
Investissements executés par l'état	8 837 000 000	-2 315 000 000	-423 200 000	346 325 694	6 445 125 694	4 262 648 909	2 182 476 785	4 253 268 909	66	3 556 620 433	3 556 620 433	55	3 480 970 907	2 754 980 421	725 990 486
Transfert en capital	330 000 000	0	0	0	330 000 000	330 000 000	0	330 000 000	100	330 000 000	330 000 000	100	330 000 000	330 000 000	0
<b>60 - Charges non Réparties</b>	<b>196 095 974 764</b>	<b>-22 990 141 510</b>	<b>-20 748 525 020</b>	<b>0</b>	<b>152 357 308 234</b>	<b>148 855 578 297</b>	<b>3 501 729 937</b>	<b>148 797 788 052</b>	<b>98</b>	<b>147 961 785 315</b>	<b>147 959 290 980</b>	<b>97</b>	<b>147 796 699 969</b>	<b>144 621 748 409</b>	<b>3 174 951 560</b>
Dépenses de fonctionnement	88 109 858 764	-17 366 981 510	-19 595 853 420	0	51 147 023 834	68 500 024 925	-17 353 001 091	68 442 234 680	133	67 606 231 943	67 603 737 608	132	67 441 146 597	64 266 195 037	3 174 951 560
Transferts courants	107 986 116 000	-5 623 160 000	-1 152 671 600	0	101 210 284 400	80 355 553 372	20 854 731 028	80 355 553 372	79	80 355 553 372	80 355 553 372	79	80 355 553 372	80 355 553 372	0
<b>62 - Min Elevage</b>	<b>6 795 347 000</b>	<b>-1 098 755 469</b>	<b>553 000 000</b>	<b>472 000 000</b>	<b>6 721 591 531</b>	<b>6 590 792 051</b>	<b>130 799 480</b>	<b>6 589 834 411</b>	<b>98</b>	<b>4 990 766 521</b>	<b>4 990 534 771</b>	<b>74</b>	<b>4 862 624 704</b>	<b>2 910 799 448</b>	<b>1 951 825 256</b>
Dépenses de fonctionnement	767 205 000	54 804 531	0	0	822 009 531	783 318 803	38 690 728	782 397 663	85	701 103 233	700 871 483	85	627 009 620	247 726 125	379 283 495
Transferts courants	29 142 000	0	0	0	29 142 000	29 142 000	0	29 142 000	0	29 119 672	29 119 672	100	0	0	0
Investissements executés par l'état	4 934 000 000	-1 153 560 000	0	472 000 000	4 252 440 000	4 160 331 248	92 108 752	4 160 294 748	98	2 642 543 616	2 642 543 616	62	2 617 615 084	1 045 073 323	1 572 541 761
Transfert en capital	1 065 000 000	0	553 000 000	0	1 618 000 000	1 618 000 000	0	1 618 000 000	100	1 618 000 000	1 618 000 000	100	1 618 000 000	1 618 000 000	0
<b>63 - Ministère de la communication et des Télécommunications</b>	<b>7 842 373 000</b>	<b>-3 076 584 640</b>	<b>0</b>	<b>2 015 000 000</b>	<b>6 780 788 360</b>	<b>6 766 666 552</b>	<b>14 121 808</b>	<b>6 766 666 552</b>	<b>100</b>	<b>6 755 325 384</b>	<b>6 755 325 384</b>	<b>100</b>	<b>6 755 325 384</b>	<b>6 718 236 425</b>	<b>37 088 959</b>
Dépenses de fonctionnement	1 121 003 000	28 415 360	0	0	1 149 418 360	1 140 226 552	9 191 808	1 140 226 552	99	1 128 885 384	1 128 885 384	98	1 128 885 384	1 091 796 425	37 088 959
Transferts courants	721 370 000	0	0	0	721 370 000	721 370 000	0	721 370 000	100	721 370 000	721 370 000	100	721 370 000	721 370 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



**GESTION :****2009****MOIS :****12-2009**

à la date du 31/12/09

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements executés par l'état	3 100 000 000	-3 105 000 000	0	15 000 000	10 000 000	5 070 000	4 930 000	5 070 000	51	5 070 000	5 070 000	51	5 070 000	5 070 000	0
Transfert en capital	2 900 000 000	0	0	2 000 000 000	4 900 000 000	4 900 000 000	0	4 900 000 000	100	4 900 000 000	4 900 000 000	100	4 900 000 000	4 900 000 000	0
<b>65 - Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales</b>	<b>25 000 000</b>	<b>-19 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 000 000</b>	<b>5 992 040</b>	<b>7 960</b>	<b>5 992 040</b>	<b>100</b>	<b>5 992 040</b>	<b>5 992 040</b>	<b>100</b>	<b>5 992 040</b>	<b>5 992 040</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement	25 000 000	-19 000 000	0	0	6 000 000	5 992 040	7 960	5 992 040	100	5 992 040	5 992 040	100	5 992 040	5 992 040	0
<b>66 - Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén.</b>	<b>2 350 836 000</b>	<b>-8 739 929</b>	<b>-5 506 000</b>	<b>0</b>	<b>2 336 590 071</b>	<b>2 319 527 012</b>	<b>17 063 059</b>	<b>2 307 280 087</b>	<b>99</b>	<b>2 290 364 578</b>	<b>2 289 446 813</b>	<b>98</b>	<b>2 285 382 300</b>	<b>2 210 753 116</b>	<b>74 629 184</b>
Dépenses de fonctionnement	250 836 000	41 260 071	-5 506 000	0	286 590 071	269 527 012	17 063 059	257 280 087	88	240 364 578	239 446 813	84	235 382 300	160 753 116	74 629 184
Investissements executés par l'état	50 000 000	-50 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	2 050 000 000	0	0	0	2 050 000 000	2 050 000 000	0	2 050 000 000	100	2 050 000 000	2 050 000 000	100	2 050 000 000	2 050 000 000	0
<b>72 - Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels</b>	<b>67 789 000</b>	<b>-23 084 784</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>44 704 216</b>	<b>33 833 075</b>	<b>10 871 141</b>	<b>33 833 075</b>	<b>76</b>	<b>27 637 553</b>	<b>25 637 571</b>	<b>57</b>	<b>25 637 571</b>	<b>24 430 896</b>	<b>1 206 675</b>
Dépenses de fonctionnement	67 789 000	-23 084 784	0	0	44 704 216	33 833 075	10 871 141	33 833 075	76	27 637 553	25 637 571	57	25 637 571	24 430 896	1 206 675
<b>75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des</b>	<b>76 385 233 000</b>	<b>-2 173 503 000</b>	<b>14 034 632 827</b>	<b>44 424 458</b>	<b>88 290 787 285</b>	<b>86 753 587 665</b>	<b>1 537 199 620</b>	<b>86 651 755 083</b>	<b>98</b>	<b>86 557 383 149</b>	<b>86 557 383 149</b>	<b>98</b>	<b>86 503 847 597</b>	<b>85 927 333 891</b>	<b>576 513 706</b>
Dépenses de fonctionnement	948 791 000	932 122 000	-12 283 000	0	1 868 630 000	1 424 607 818	444 022 182	1 412 775 236	63	1 348 561 862	1 348 561 862	72	1 308 278 310	942 606 044	365 672 266
Transferts courants	69 900 442 000	335 375 000	14 594 915 827	0	84 830 732 827	84 823 491 527	7 241 300	84 733 491 527	100	84 733 491 527	84 733 491 527	100	84 720 239 527	84 720 239 527	0
Investissements executés par l'état	5 536 000 000	-3 441 000 000	-548 000 000	44 424 458	1 591 424 458	505 488 320	1 085 936 138	505 488 320	32	475 329 760	475 329 760	30	475 329 760	264 488 320	210 841 440
<b>Totaux (1)</b>	<b>1 035 909 700 000</b>	<b>-50 208 236 385</b>	<b>29 537 470 291</b>	<b>23 108 236 385</b>	<b>1 038 347 170 291</b>	<b>986 978 692 572</b>	<b>51 368 477 719</b>	<b>980 425 527 255</b>	<b>94</b>	<b>932 310 709 627</b>	<b>931 643 911 295</b>	<b>90</b>	<b>920 457 304 279</b>	<b>831 484 970 215</b>	<b>88 972 334 064</b>

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



**SITUATION D'EXECUTION DE LA GESTION 2010 au 31 août 2010**

**GESTION :****2010****MOIS :****08-2010**

à la date du 31/08/10

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>21 - Présidence de la République</b>	<b>61 551 472 000</b>	<b>7 137 000 000</b>	<b>4 832 155 000</b>	<b>16 855 000</b>	<b>73 537 482 000</b>	<b>56 390 235 754</b>	<b>17 147 246 246</b>	<b>49 244 933 553</b>	<b>67</b>	<b>47 057 053 988</b>	<b>45 882 774 002</b>	<b>62</b>	<b>43 798 206 088</b>	<b>39 282 235 969</b>	<b>4 515 970 119</b>
Dépenses de fonctionnement	12 406 086 000	0	7 182 155 000	0	19 588 241 000	11 891 459 880	7 696 781 120	11 349 177 179	58	9 181 689 072	9 156 220 071	47	8 015 865 063	7 505 919 944	509 945 119
Transferts courants	18 596 386 000	7 000 000 000	-2 350 000 000	0	23 246 386 000	15 524 436 000	7 721 950 000	15 301 436 000	66	15 301 436 000	14 454 450 000	62	14 034 684 000	13 984 684 000	50 000 000
Investissements exécutés par l'état	318 000 000	89 000 000	0	16 855 000	423 855 000	190 083 517	233 771 483	185 083 517	44	164 692 059	164 559 696	39	144 357 753	138 332 753	6 025 000
Transfert en capital	30 021 000 000	48 000 000	0	0	30 069 000 000	28 721 000 000	1 348 000 000	22 346 000 000	74	22 346 000 000	22 046 000 000	73	21 546 000 000	17 596 000 000	3 950 000 000
Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	0	0	0	210 000 000	63 256 357	146 743 643	63 236 857	30	63 236 857	61 544 235	29	57 299 272	57 299 272	0
<b>22 - Assemblée Nationale</b>	<b>6 876 968 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 876 968 000</b>	<b>6 446 016 000</b>	<b>1 430 952 000</b>	<b>6 446 016 000</b>	<b>82</b>	<b>6 446 016 000</b>	<b>6 446 016 000</b>	<b>82</b>	<b>6 446 016 000</b>	<b>6 446 016 000</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement	6 280 168 000	1 000 000 000	0	0	7 280 168 000	5 874 016 000	1 406 152 000	5 874 016 000	81	5 874 016 000	5 874 016 000	81	5 874 016 000	5 874 016 000	0
Transferts courants	96 800 000	0	0	0	96 800 000	72 000 000	24 800 000	72 000 000	74	72 000 000	72 000 000	74	72 000 000	72 000 000	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	0
<b>23 - Commission Electorale Nationale Autonome</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>100</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>100</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>1 600 000 000</b>	<b>100 000 000</b>
Transferts courants	1 700 000 000	0	0	0	1 700 000 000	1 700 000 000	0	1 700 000 000	100	1 700 000 000	1 700 000 000	100	1 700 000 000	1 600 000 000	100 000 000
<b>24 - Conseil Economique et Social</b>	<b>1 442 000 000</b>	<b>1 970 016 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 412 016 000</b>	<b>3 050 516 000</b>	<b>361 500 000</b>	<b>3 050 516 000</b>	<b>89</b>	<b>3 050 516 000</b>	<b>3 050 516 000</b>	<b>89</b>	<b>3 050 516 000</b>	<b>3 050 516 000</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement	1 392 000 000	1 970 016 000	0	0	3 362 016 000	3 000 516 000	361 500 000	3 000 516 000	89	3 000 516 000	3 000 516 000	89	3 000 516 000	3 000 516 000	0
Transferts courants	50 000 000	0	0	0	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	100	50 000 000	50 000 000	100	50 000 000	50 000 000	0
<b>25 - Conseil Constitutionnel</b>	<b>72 016 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>72 016 000</b>	<b>60 320 416</b>	<b>11 695 584</b>	<b>60 121 100</b>	<b>83</b>	<b>60 121 100</b>	<b>60 121 100</b>	<b>83</b>	<b>59 527 500</b>	<b>59 527 500</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement	72 016 000	0	0	0	72 016 000	60 320 416	11 695 584	60 121 100	83	60 121 100	60 121 100	83	59 527 500	59 527 500	0
<b>27 - Cour Suprême</b>	<b>1 564 943 000</b>	<b>0</b>	<b>320 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 884 943 000</b>	<b>999 733 298</b>	<b>885 209 702</b>	<b>999 733 298</b>	<b>53</b>	<b>999 733 298</b>	<b>999 733 298</b>	<b>53</b>	<b>859 132 250</b>	<b>739 421 500</b>	<b>119 710 750</b>
Dépenses de fonctionnement	718 843 000	0	320 000 000	0	1 038 843 000	859 132 250	179 710 750	859 132 250	83	859 132 250	859 132 250	83	859 132 250	739 421 500	119 710 750
Transferts courants	2 100 000	0	0	0	2 100 000	0	2 100 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	844 000 000	0	0	0	844 000 000	140 601 048	703 398 952	140 601 048	17	140 601 048	140 601 048	17	0	0	0



GESTION :

2010

MOIS :

08-2010

à la date du 31/08/10

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>28 - Cour des Comptes</b>	<b>1 431 815 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>3 431 815 000</b>	<b>166 865 174</b>	<b>3 264 949 826</b>	<b>129 747 930</b>	<b>4</b>	<b>69 436 767</b>	<b>69 436 767</b>	<b>2</b>	<b>67 880 567</b>	<b>39 251 082</b>	<b>28 629 485</b>
Dépenses de fonctionnement	306 815 000	0	0	0	306 815 000	156 865 174	149 949 826	129 747 930	42	69 436 767	69 436 767	23	67 880 567	39 251 082	28 629 485
Investissements exécutés par l'état	1 125 000 000	0	0	2 000 000 000	3 125 000 000	10 000 000	3 115 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>29 - SENAT</b>	<b>3 409 101 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 409 101 000</b>	<b>4 039 400 960</b>	<b>369 700 040</b>	<b>4 039 400 960</b>	<b>92</b>	<b>4 039 400 960</b>	<b>4 039 400 960</b>	<b>92</b>	<b>4 039 400 960</b>	<b>4 039 400 960</b>	<b>0</b>
Dépenses de fonctionnement	1 109 101 000	1 000 000 000	0	0	2 109 101 000	1 739 400 960	369 700 040	1 739 400 960	82	1 739 400 960	1 739 400 960	82	1 739 400 960	1 739 400 960	0
Transfert en capital	2 300 000 000	0	0	0	2 300 000 000	2 300 000 000	0	2 300 000 000	100	2 300 000 000	2 300 000 000	100	2 300 000 000	2 300 000 000	0
<b>30 - Primature</b>	<b>14 608 444 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>307 295 186</b>	<b>15 065 739 186</b>	<b>11 684 589 758</b>	<b>3 381 149 428</b>	<b>11 084 755 540</b>	<b>74</b>	<b>10 461 346 917</b>	<b>10 220 086 137</b>	<b>68</b>	<b>10 120 148 112</b>	<b>8 201 464 595</b>	<b>1 918 683 517</b>
Dépenses de fonctionnement	4 053 465 000	0	0	0	4 053 465 000	3 334 793 496	718 671 504	2 842 959 278	70	2 413 283 048	2 175 022 268	54	2 127 321 943	2 030 229 538	97 092 405
Transferts courants	4 934 979 000	0	0	0	4 934 979 000	2 897 207 500	2 037 771 500	2 793 207 500	57	2 793 207 500	2 790 207 500	57	2 770 207 500	2 621 207 500	149 000 000
Investissements exécutés par l'état	795 000 000	0	0	307 295 186	1 102 295 186	627 588 762	474 706 424	623 588 762	57	429 856 369	429 856 369	39	397 618 669	214 027 557	183 591 112
Transfert en capital	4 825 000 000	150 000 000	0	0	4 975 000 000	4 825 000 000	150 000 000	4 825 000 000	97	4 825 000 000	4 825 000 000	97	4 825 000 000	3 336 000 000	1 489 000 000
<b>31 - Ministère des Affaires Etrangères</b>	<b>23 624 943 000</b>	<b>39 018 000</b>	<b>270 528 413</b>	<b>0</b>	<b>23 934 489 413</b>	<b>7 163 477 743</b>	<b>16 771 011 670</b>	<b>5 516 819 368</b>	<b>23</b>	<b>5 281 498 251</b>	<b>5 278 876 291</b>	<b>22</b>	<b>5 045 780 008</b>	<b>4 418 966 887</b>	<b>626 813 121</b>
Dépenses de fonctionnement	14 321 307 000	-60 982 000	270 528 413	0	14 530 853 413	1 653 346 768	12 877 506 645	1 433 394 868	10	1 198 303 851	1 195 681 891	8	1 139 326 516	1 118 030 920	21 295 596
Transferts courants	4 958 636 000	0	0	0	4 958 636 000	3 599 065 527	1 359 570 473	3 599 065 527	73	3 599 065 527	3 599 065 527	73	3 596 269 094	2 998 730 992	597 538 102
Investissements exécutés par l'état	4 195 000 000	0	0	0	4 195 000 000	1 661 065 448	2 533 934 552	234 358 973	6	234 128 873	234 128 873	6	160 184 398	152 204 975	7 979 423
Transfert en capital	150 000 000	100 000 000	0	0	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	100	150 000 000	150 000 000	0
<b>32 - Ministère des Forces Armées</b>	<b>34 776 121 000</b>	<b>1 746 108 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>40 822 229 000</b>	<b>30 930 845 097</b>	<b>9 891 383 903</b>	<b>29 955 133 379</b>	<b>73</b>	<b>19 658 189 989</b>	<b>19 399 080 403</b>	<b>48</b>	<b>18 431 923 401</b>	<b>16 587 994 866</b>	<b>1 843 928 535</b>
Dépenses de fonctionnement	20 370 842 000	1 746 108 000	300 000 000	0	22 416 950 000	16 769 155 574	5 647 794 426	15 793 443 856	67	13 980 060 291	13 761 126 901	61	12 827 329 131	11 285 835 446	1 541 493 685
Transferts courants	2 362 279 000	0	0	0	2 362 279 000	1 889 223 200	473 055 800	1 889 223 200	80	1 889 223 200	1 889 223 200	80	1 889 223 200	1 836 723 200	52 500 000
Investissements exécutés par l'état	11 419 000 000	0	0	4 000 000 000	15 419 000 000	11 798 466 323	3 620 533 677	11 798 466 323	77	3 314 906 498	3 274 730 302	21	3 241 371 070	2 991 436 220	249 934 850
Transfert en capital	474 000 000	0	0	0	474 000 000	474 000 000	0	474 000 000	100	474 000 000	474 000 000	100	474 000 000	474 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2010****MOIS :****08-2010**

à la date du 31/08/10

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>33 - Ministère de l'Intérieur</b>	<b>17 018 587 000</b>	<b>570 000 000</b>	<b>677 360 000</b>	<b>692 862 534</b>	<b>18 958 809 534</b>	<b>16 211 316 828</b>	<b>2 747 492 706</b>	<b>14 963 970 374</b>	<b>79</b>	<b>10 926 655 048</b>	<b>10 919 649 024</b>	<b>58</b>	<b>10 240 012 466</b>	<b>8 976 179 682</b>	<b>1 263 832 784</b>
Dépenses de fonctionnement	6 918 587 000	0	677 360 000	0	7 595 947 000	5 681 298 897	1 914 648 103	4 544 066 591	60	2 911 740 226	2 904 734 202	38	2 702 324 380	1 718 432 413	983 891 967
Investissements exécutés par l'état	7 800 000 000	570 000 000	0	692 862 534	9 062 862 534	8 530 017 931	532 844 603	8 419 903 783	93	6 014 914 822	6 014 914 822	66	5 537 688 086	5 257 747 269	279 940 817
Transfert en capital	2 000 000 000	0	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	100	2 000 000 000	2 000 000 000	100	2 000 000 000	2 000 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	300 000 000	0	0	0	300 000 000	0	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>34 - Ministère de la Justice</b>	<b>9 847 854 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 819 847 600</b>	<b>11 667 701 600</b>	<b>5 235 485 215</b>	<b>6 432 216 385</b>	<b>5 168 307 975</b>	<b>44</b>	<b>4 192 839 356</b>	<b>4 090 988 617</b>	<b>35</b>	<b>3 707 712 126</b>	<b>1 643 933 028</b>	<b>2 063 779 098</b>
Dépenses de fonctionnement	6 412 154 000	0	0	0	6 412 154 000	4 037 768 563	2 374 385 437	3 970 591 323	62	3 072 483 036	2 996 216 858	47	2 772 929 848	1 171 412 048	1 601 517 800
Transferts courants	885 700 000	0	0	0	885 700 000	689 240 440	196 459 560	689 240 440	78	689 240 440	687 190 440	78	687 190 440	312 638 000	374 552 440
Investissements exécutés par l'état	2 150 000 000	0	0	1 819 847 600	3 969 847 600	508 476 212	3 461 371 388	508 476 212	13	431 115 880	407 581 319	10	247 591 838	159 882 980	87 708 858
Transfert en capital	400 000 000	0	0	0	400 000 000	0	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>35 - Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi</b>	<b>2 481 866 000</b>	<b>93 535 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 575 401 000</b>	<b>1 762 187 390</b>	<b>813 213 610</b>	<b>1 708 588 507</b>	<b>66</b>	<b>1 550 371 947</b>	<b>1 533 383 295</b>	<b>60</b>	<b>1 485 763 609</b>	<b>1 431 498 891</b>	<b>54 264 718</b>
Dépenses de fonctionnement	524 237 000	93 535 000	0	0	617 772 000	253 299 501	364 472 499	223 731 990	36	117 169 396	114 169 644	18	112 238 779	87 973 981	24 264 798
Transferts courants	1 218 629 000	0	0	0	1 218 629 000	1 218 629 000	0	1 218 629 000	100	1 218 629 000	1 218 629 000	100	1 178 629 000	1 153 629 000	25 000 000
Investissements exécutés par l'état	739 000 000	0	0	0	739 000 000	290 258 889	448 741 111	266 227 517	36	214 573 551	200 584 651	27	194 895 830	189 895 910	4 999 920
<b>36 - Ministère des relations avec les institutions</b>	<b>58 508 000</b>	<b>0</b>	<b>52 000 000</b>	<b>0</b>	<b>110 508 000</b>	<b>47 809 716</b>	<b>62 698 284</b>	<b>47 809 716</b>	<b>43</b>	<b>46 307 476</b>	<b>46 307 476</b>	<b>42</b>	<b>46 307 476</b>	<b>44 866 195</b>	<b>1 441 281</b>
Dépenses de fonctionnement	33 508 000	0	52 000 000	0	85 508 000	22 819 086	62 688 914	22 819 086	27	21 316 846	21 316 846	25	21 316 846	19 875 565	1 441 281
Investissements exécutés par l'état	25 000 000	0	0	0	25 000 000	24 990 630	9 370	24 990 630	100	24 990 630	24 990 630	100	24 990 630	24 990 630	0
<b>37 - Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles</b>	<b>111 095 000</b>	<b>39 814 000</b>	<b>421 505 000</b>	<b>0</b>	<b>572 414 000</b>	<b>116 665 561</b>	<b>455 748 439</b>	<b>92 834 442</b>	<b>16</b>	<b>57 126 008</b>	<b>57 126 008</b>	<b>10</b>	<b>52 128 708</b>	<b>31 404 084</b>	<b>20 724 624</b>
Dépenses de fonctionnement	23 095 000	39 814 000	421 505 000	0	484 414 000	50 118 701	434 295 299	26 287 582	5	16 612 738	16 612 738	3	16 612 738	8 353 214	8 259 524

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2010****MOIS :****08-2010**

à la date du 31/08/10

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements executés par l'état	88 000 000	0	0	0	88 000 000	66 546 860	21 453 140	66 546 860	76	40 513 270	40 513 270	46	35 515 970	23 050 870	12 465 100
<b>38 - Ministère du Genre et des Relations avec les Associations</b>	<b>169 000 000</b>	<b>-45 500 000</b>	<b>92 000 000</b>	<b>0</b>	<b>215 500 000</b>	<b>92 284 922</b>	<b>123 215 078</b>	<b>92 284 922</b>	<b>43</b>	<b>91 292 958</b>	<b>91 292 958</b>	<b>42</b>	<b>90 265 878</b>	<b>82 266 118</b>	<b>7 999 760</b>
Dépenses de fonctionnement	24 000 000	-5 500 000	92 000 000	0	110 500 000	12 477 442	98 022 558	12 477 442	11	12 476 678	12 476 678	11	12 476 678	12 476 678	0
Investissements executés par l'état	145 000 000	-40 000 000	0	0	105 000 000	79 807 480	25 192 520	79 807 480	76	78 816 280	78 816 280	75	77 789 200	69 789 440	7 999 760
<b>39 - Ministère des Sénégalais de l'Extérieur</b>	<b>792 702 000</b>	<b>0</b>	<b>10 000 000</b>	<b>0</b>	<b>802 702 000</b>	<b>608 904 112</b>	<b>193 797 888</b>	<b>466 646 619</b>	<b>58</b>	<b>445 052 401</b>	<b>445 052 401</b>	<b>55</b>	<b>417 587 898</b>	<b>314 088 298</b>	<b>103 499 600</b>
Dépenses de fonctionnement	386 228 000	0	0	0	386 228 000	283 756 314	102 471 686	156 771 461	41	140 174 543	140 174 543	36	137 594 543	134 094 943	3 499 600
Transferts courants	61 474 000	0	10 000 000	0	71 474 000	45 159 900	26 314 100	29 887 260	42	29 887 260	29 887 260	42	14 997 357	14 997 357	0
Investissements executés par l'état	95 000 000	0	0	0	95 000 000	29 987 898	65 012 102	29 987 898	32	24 990 598	24 990 598	26	14 995 998	14 995 998	0
Transfert en capital	250 000 000	0	0	0	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	100	250 000 000	150 000 000	100 000 000
<b>40 - Ministère de l'Economie Maritime</b>	<b>5 620 126 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>158 028 976</b>	<b>5 778 154 976</b>	<b>4 194 474 615</b>	<b>1 583 680 361</b>	<b>4 112 026 553</b>	<b>71</b>	<b>3 114 847 333</b>	<b>3 114 409 333</b>	<b>54</b>	<b>2 743 692 950</b>	<b>2 462 521 614</b>	<b>281 171 336</b>
Dépenses de fonctionnement	757 526 000	0	0	0	757 526 000	481 872 858	275 653 142	477 362 488	63	315 173 752	314 735 752	42	300 400 263	191 960 437	108 439 826
Transferts courants	171 600 000	0	0	0	171 600 000	161 625 000	9 975 000	160 545 000	94	160 545 000	160 545 000	94	160 545 000	160 545 000	0
Investissements executés par l'état	3 551 000 000	0	0	158 028 976	3 709 028 976	2 864 923 828	844 105 148	2 840 052 536	77	2 005 062 052	2 005 062 052	54	1 709 394 270	1 543 107 001	166 287 269
Transfert en capital	240 000 000	0	0	0	240 000 000	140 000 000	100 000 000	140 000 000	58	140 000 000	140 000 000	58	140 000 000	140 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	900 000 000	0	0	0	900 000 000	546 052 929	353 947 071	494 066 529	55	494 066 529	494 066 529	55	433 353 417	426 909 176	6 444 241
<b>41 - Ministère Coop. Int. des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'en</b>	<b>92 261 850 000</b>	<b>110 833 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>92 372 683 000</b>	<b>74 963 326 842</b>	<b>17 409 356 158</b>	<b>74 777 375 122</b>	<b>81</b>	<b>74 664 686 386</b>	<b>74 661 742 190</b>	<b>81</b>	<b>74 619 775 218</b>	<b>69 741 556 926</b>	<b>4 878 218 292</b>
Dépenses de fonctionnement	762 850 000	110 833 000	0	0	873 683 000	556 691 250	316 991 750	400 739 530	46	306 165 180	303 220 984	35	301 887 192	252 939 858	48 947 334
Transferts courants	300 000 000	0	0	0	300 000 000	250 000 000	50 000 000	250 000 000	83	250 000 000	250 000 000	83	250 000 000	200 000 000	50 000 000
Investissements executés par l'état	425 000 000	0	0	0	425 000 000	282 635 592	142 364 408	252 635 592	59	234 521 206	234 521 206	55	193 888 026	164 617 068	29 270 958
Transfert en capital	90 774 000 000	0	0	0	90 774 000 000	73 874 000 000	16 900 000 000	73 874 000 000	81	73 874 000 000	73 874 000 000	81	73 874 000 000	69 124 000 000	4 750 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2010****MOIS :****08-2010**

à la date du 31/08/10

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>42 - Ministère de l'agriculture</b>	<b>48 846 496 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000 000</b>	<b>43 882 600</b>	<b>48 990 378 600</b>	<b>45 182 568 511</b>	<b>3 807 810 089</b>	<b>44 421 016 554</b>	<b>91</b>	<b>43 576 503 920</b>	<b>43 573 034 594</b>	<b>89</b>	<b>43 157 485 334</b>	<b>37 496 846 201</b>	<b>5 660 639 133</b>
Dépenses de fonctionnement	1 476 879 000	0	0	0	1 476 879 000	832 395 129	644 483 871	828 364 975	56	696 499 468	693 405 768	47	628 064 878	275 865 416	352 199 462
Transferts courants	5 121 317 000	0	0	0	5 121 317 000	4 325 693 000	795 624 000	4 325 693 000	84	4 325 693 000	4 325 693 000	84	4 140 998 000	4 140 998 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 616 100 000	-150 000 000	-1 730 000 000	43 882 600	2 779 982 600	1 631 536 487	1 148 446 113	1 567 212 113	56	854 564 986	854 189 360	31	826 672 770	695 900 605	130 772 165
Transfert en capital	37 632 200 000	150 000 000	1 830 000 000	0	39 612 200 000	38 392 943 895	1 219 256 105	37 699 746 466	95	37 699 746 466	37 699 746 466	95	37 561 749 686	32 384 082 180	5 177 667 506
<b>43 - Ministère de l'Economie et des Finances</b>	<b>117 358 857 000</b>	<b>-1 743 700 000</b>	<b>5 649 034 801</b>	<b>4 502 428 350</b>	<b>125 766 620 151</b>	<b>68 302 996 463</b>	<b>57 463 623 688</b>	<b>67 406 768 423</b>	<b>54</b>	<b>60 849 265 114</b>	<b>60 693 395 861</b>	<b>48</b>	<b>59 073 394 957</b>	<b>50 253 713 580</b>	<b>8 819 681 377</b>
Dépenses de fonctionnement	8 125 428 000	85 300 000	181 034 801	0	8 391 762 801	4 699 270 610	3 692 492 191	4 184 334 695	50	2 652 133 400	2 542 396 390	30	2 350 042 572	1 551 470 107	798 572 465
Transferts courants	3 838 429 000	0	568 000 000	0	4 406 429 000	4 406 429 000	0	4 406 429 000	100	4 406 429 000	4 406 429 000	100	4 406 429 000	3 033 689 000	1 372 740 000
Investissements exécutés par l'état	23 514 300 000	-1 754 600 000	2 850 000 000	4 502 428 350	29 112 128 350	27 685 918 772	1 426 209 578	27 304 626 647	94	22 279 324 633	22 233 192 390	76	21 864 045 304	21 426 176 392	437 868 912
Transfert en capital	17 780 700 000	-74 400 000	2 050 000 000	0	19 756 300 000	14 502 997 836	5 253 302 164	14 502 997 836	73	14 502 997 836	14 502 997 836	73	14 502 997 836	9 182 497 836	5 320 500 000
Comptes Spéciaux du Trésor	64 100 000 000	0	0	0	64 100 000 000	17 008 380 245	47 091 619 755	17 008 380 245	27	17 008 380 245	17 008 380 245	27	15 949 880 245	15 059 880 245	890 000 000
<b>44 - Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des</b>	<b>4 868 789 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 868 789 000</b>	<b>3 080 532 889</b>	<b>1 788 256 111</b>	<b>2 764 815 758</b>	<b>57</b>	<b>2 702 515 517</b>	<b>2 698 759 912</b>	<b>55</b>	<b>2 648 230 805</b>	<b>2 112 227 850</b>	<b>536 002 955</b>
Dépenses de fonctionnement	312 852 000	0	0	0	312 852 000	246 456 845	66 395 155	240 466 829	77	212 164 382	209 364 042	67	201 540 495	160 500 846	41 039 649
Transferts courants	1 752 937 000	0	0	0	1 752 937 000	1 285 991 250	466 945 750	1 285 991 250	73	1 285 991 250	1 285 991 250	73	1 285 991 250	1 135 523 000	150 468 250
Investissements exécutés par l'état	1 796 000 000	0	0	0	1 796 000 000	813 584 794	982 415 206	503 857 679	28	469 859 885	468 904 620	26	426 199 060	384 204 004	41 995 056
Transfert en capital	1 007 000 000	0	0	0	1 007 000 000	734 500 000	272 500 000	734 500 000	73	734 500 000	734 500 000	73	734 500 000	432 000 000	302 500 000
<b>45 - Ministère du Commerce</b>	<b>2 590 311 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 590 311 000</b>	<b>2 037 337 469</b>	<b>552 973 531</b>	<b>2 027 041 908</b>	<b>78</b>	<b>1 944 328 260</b>	<b>1 934 951 293</b>	<b>75</b>	<b>1 923 608 891</b>	<b>1 755 554 378</b>	<b>168 054 513</b>
Dépenses de fonctionnement	440 691 000	0	0	0	440 691 000	269 996 634	170 694 366	259 701 073	59	210 877 260	201 500 293	46	190 157 891	128 678 378	61 479 513
Transferts courants	1 074 620 000	0	0	0	1 074 620 000	868 465 000	206 155 000	868 465 000	81	868 465 000	868 465 000	81	868 465 000	786 890 000	81 575 000
Investissements exécutés par l'état	225 000 000	0	0	0	225 000 000	73 875 835	151 124 165	73 875 835	33	39 986 000	39 986 000	18	39 986 000	39 986 000	0
Transfert en capital	850 000 000	0	0	0	850 000 000	825 000 000	25 000 000	825 000 000	97	825 000 000	825 000 000	97	825 000 000	800 000 000	25 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2010****MOIS :****08-2010**

à la date du 31/08/10

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>46 - Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique</b>	<b>53 441 286 000</b>	<b>330 000 000</b>	<b>-5 000 000 000</b>	<b>796 915 908</b>	<b>49 568 201 908</b>	<b>44 986 877 218</b>	<b>4 581 324 690</b>	<b>44 460 782 413</b>	<b>90</b>	<b>42 376 395 400</b>	<b>42 374 714 708</b>	<b>85</b>	<b>36 129 133 491</b>	<b>34 933 534 587</b>	<b>1 195 598 904</b>
Dépenses de fonctionnement	968 286 000	80 000 000	0	0	1 048 286 000	745 970 420	302 315 580	680 945 615	65	470 531 444	468 850 752	45	449 647 589	386 093 421	63 554 168
Transferts courants	55 000 000	50 000 000	0	0	105 000 000	105 000 000	0	105 000 000	100	105 000 000	105 000 000	100	105 000 000	105 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	7 313 000 000	26 000 000	0	796 915 908	8 135 915 908	5 086 906 798	3 049 009 110	4 625 836 798	57	2 751 863 956	2 751 863 956	34	2 525 485 902	1 867 441 166	658 044 736
Transfert en capital	45 105 000 000	174 000 000	-5 000 000 000	0	40 279 000 000	39 049 000 000	1 230 000 000	39 049 000 000	97	39 049 000 000	39 049 000 000	97	33 049 000 000	32 575 000 000	474 000 000
<b>47 - Ministère de l'Energie</b>	<b>11 247 363 000</b>	<b>7 000 000</b>	<b>0</b>	<b>293 000 000</b>	<b>11 547 363 000</b>	<b>11 133 668 022</b>	<b>413 694 978</b>	<b>11 090 496 827</b>	<b>96</b>	<b>11 040 828 656</b>	<b>10 747 828 656</b>	<b>93</b>	<b>10 747 828 656</b>	<b>10 699 713 481</b>	<b>48 115 175</b>
Dépenses de fonctionnement	195 363 000	7 000 000	0	0	202 363 000	114 029 312	88 333 688	70 858 117	35	31 190 933	31 190 933	15	31 190 933	8 520 977	22 669 956
Transferts courants	50 000 000	0	0	0	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	100	50 000 000	50 000 000	100	50 000 000	50 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 982 000 000	-60 000 000	0	0	3 922 000 000	3 656 638 710	265 361 290	3 656 638 710	93	3 646 637 723	3 646 637 723	93	3 646 637 723	3 621 192 504	25 445 219
Transfert en capital	7 020 000 000	60 000 000	0	293 000 000	7 373 000 000	7 313 000 000	60 000 000	7 313 000 000	99	7 313 000 000	7 020 000 000	95	7 020 000 000	7 020 000 000	0
<b>49 - Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le</b>	<b>1 722 845 000</b>	<b>0</b>	<b>178 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 900 845 000</b>	<b>1 748 539 847</b>	<b>152 305 153</b>	<b>1 726 679 294</b>	<b>91</b>	<b>1 636 953 826</b>	<b>1 636 757 826</b>	<b>86</b>	<b>1 618 487 066</b>	<b>1 391 561 203</b>	<b>226 925 863</b>
Dépenses de fonctionnement	355 069 000	0	0	0	355 069 000	280 032 846	75 036 154	274 628 648	77	250 915 778	250 719 778	71	247 912 610	218 284 295	29 628 315
Transferts courants	547 776 000	0	178 000 000	0	725 776 000	721 340 000	4 436 000	721 340 000	99	721 340 000	721 340 000	99	721 340 000	601 340 000	120 000 000
Investissements exécutés par l'état	520 000 000	0	0	0	520 000 000	447 167 001	72 832 999	430 710 646	83	364 698 048	364 698 048	70	349 234 456	306 936 908	42 297 548
Transfert en capital	300 000 000	0	0	0	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	100	300 000 000	300 000 000	100	300 000 000	265 000 000	35 000 000
<b>50 - Ministère de l'Enseignement Précolaire, de l'Elémentaire, du</b>	<b>112 281 133 000</b>	<b>-100 000 700</b>	<b>-47 400 000</b>	<b>213 004 480</b>	<b>112 346 736 780</b>	<b>86 101 539 555</b>	<b>26 245 197 225</b>	<b>85 863 784 190</b>	<b>76</b>	<b>57 351 303 919</b>	<b>57 197 135 829</b>	<b>51</b>	<b>51 587 418 564</b>	<b>13 878 988 778</b>	<b>37 708 429 786</b>
Dépenses de fonctionnement	87 868 523 000	-700	0	0	87 868 522 300	68 580 037 024	19 288 485 276	68 342 457 337	14	50 254 004 757	50 099 836 667	57	44 758 422 011	7 326 525 215	37 431 896 796
Transferts courants	1 686 910 000	0	-47 400 000	0	1 639 510 000	1 579 785 000	59 725 000	1 579 785 000	96	1 579 785 000	1 579 785 000	96	1 579 785 000	1 579 785 000	0
Investissements exécutés par l'état	18 496 000 000	-100 000 000	0	213 004 480	18 609 004 480	11 762 017 531	6 846 986 949	11 761 841 853	63	1 337 814 162	1 337 814 162	7	1 069 511 553	792 978 563	276 532 990
Transfert en capital	4 229 700 000	0	0	0	4 229 700 000	4 179 700 000	50 000 000	4 179 700 000	99	4 179 700 000	4 179 700 000	99	4 179 700 000	4 179 700 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



**GESTION :****2010****MOIS :****08-2010**

à la date du 31/08/10

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>52 - Ministère des Sports</b>	<b>4 375 180 000</b>	<b>0</b>	<b>-349 118 000</b>	<b>0</b>	<b>4 026 062 000</b>	<b>2 655 443 340</b>	<b>1 370 618 660</b>	<b>2 133 783 530</b>	<b>53</b>	<b>1 499 025 034</b>	<b>1 492 430 944</b>	<b>37</b>	<b>1 450 424 354</b>	<b>1 387 464 074</b>	<b>62 960 280</b>
Dépenses de fonctionnement	1 672 547 000	0	673 000 000	0	2 345 547 000	1 632 069 163	713 477 837	1 113 001 353	47	1 038 361 363	1 031 767 273	44	1 004 510 683	941 550 403	62 960 280
Transferts courants	1 202 633 000	0	-1 022 118 000	0	180 515 000	81 853 725	98 661 275	79 261 725	44	79 261 725	79 261 725	44	79 261 725	79 261 725	0
Investissements exécutés par l'état	1 500 000 000	0	0	0	1 500 000 000	941 520 452	558 479 548	941 520 452	63	381 401 946	381 401 946	25	366 651 946	366 651 946	0
<b>53 - Ministère de la Culture et des Loisirs</b>	<b>22 780 712 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>180 000 000</b>	<b>22 960 712 000</b>	<b>21 851 496 416</b>	<b>1 109 215 584</b>	<b>12 834 587 447</b>	<b>56</b>	<b>12 792 090 568</b>	<b>12 767 878 017</b>	<b>56</b>	<b>12 588 530 521</b>	<b>9 355 259 351</b>	<b>3 233 271 170</b>
Dépenses de fonctionnement	515 702 000	0	0	0	515 702 000	399 447 395	116 254 605	382 538 426	74	340 041 547	326 520 996	63	314 675 750	249 903 332	64 772 418
Transferts courants	3 267 010 000	0	0	0	3 267 010 000	3 090 662 749	176 347 251	3 090 662 749	95	3 090 662 749	3 079 970 749	94	2 912 468 499	2 794 968 499	117 500 000
Investissements exécutés par l'état	698 000 000	0	0	180 000 000	878 000 000	61 386 272	816 613 728	61 386 272	7	61 386 272	61 386 272	7	61 386 272	60 387 520	998 752
Transfert en capital	18 300 000 000	0	0	0	18 300 000 000	18 300 000 000	0	9 300 000 000	51	9 300 000 000	9 300 000 000	51	9 300 000 000	6 250 000 000	3 050 000 000
<b>54 - Ministère de la Santé et de la Prévention</b>	<b>55 115 981 000</b>	<b>376 000 000</b>	<b>-50 000 000</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>57 441 981 000</b>	<b>42 539 314 939</b>	<b>14 902 666 061</b>	<b>42 402 348 379</b>	<b>74</b>	<b>34 579 451 245</b>	<b>34 502 417 033</b>	<b>60</b>	<b>32 598 042 993</b>	<b>29 938 485 435</b>	<b>2 659 557 558</b>
Dépenses de fonctionnement	14 543 550 000	0	1 640 989 000	0	16 184 539 000	12 525 762 307	3 658 776 693	12 388 795 747	76	10 487 342 331	10 417 801 119	64	9 731 554 389	7 376 487 738	2 355 066 651
Transferts courants	28 450 431 000	0	-1 690 989 000	0	26 759 442 000	17 307 903 971	9 451 538 029	17 307 903 971	65	17 307 903 971	17 307 903 971	65	17 190 456 026	17 102 020 900	88 435 126
Investissements exécutés par l'état	9 937 000 000	376 000 000	0	2 000 000 000	12 313 000 000	10 745 648 661	1 567 351 339	10 745 648 661	87	4 824 204 943	4 816 711 943	39	3 716 032 578	3 499 976 797	216 055 781
Transfert en capital	2 185 000 000	0	0	0	2 185 000 000	1 960 000 000	225 000 000	1 960 000 000	90	1 960 000 000	1 960 000 000	90	1 960 000 000	1 960 000 000	0
<b>55 - Ministère de la Jeunesse</b>	<b>2 399 945 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 399 945 000</b>	<b>1 899 066 930</b>	<b>500 878 070</b>	<b>1 749 525 168</b>	<b>73</b>	<b>1 569 333 153</b>	<b>1 566 833 937</b>	<b>65</b>	<b>1 484 604 091</b>	<b>1 093 553 294</b>	<b>391 050 797</b>
Dépenses de fonctionnement	1 092 945 000	0	0	0	1 092 945 000	809 108 910	283 836 090	768 756 690	67	675 111 295	672 612 079	62	640 603 191	499 552 394	141 050 797
Transferts courants	245 000 000	0	0	0	245 000 000	243 000 000	2 000 000	243 000 000	99	243 000 000	243 000 000	99	243 000 000	243 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	562 000 000	0	0	0	562 000 000	346 958 020	215 041 980	237 768 478	42	151 221 858	151 221 858	27	101 000 900	101 000 900	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	100	500 000 000	250 000 000	250 000 000
<b>56 - Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature</b>	<b>9 255 092 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22 600 000</b>	<b>9 277 692 000</b>	<b>6 940 677 753</b>	<b>2 337 014 247</b>	<b>6 880 524 557</b>	<b>74</b>	<b>6 131 782 782</b>	<b>6 079 210 918</b>	<b>66</b>	<b>5 781 404 703</b>	<b>4 843 947 566</b>	<b>937 457 137</b>
Dépenses de fonctionnement	4 126 472 000	0	0	0	4 126 472 000	2 735 123 151	1 391 348 849	2 682 378 826	65	2 151 867 983	2 122 934 577	51	1 953 875 728	1 075 597 752	878 277 976

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2010****MOIS :****08-2010**

à la date du 31/08/10

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Transferts courants	691 620 000	0	0	0	691 620 000	641 620 000	50 000 000	641 620 000	93	641 620 000	641 620 000	93	641 620 000	641 620 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 752 000 000	-10 000 000	0	22 600 000	2 764 600 000	1 933 934 602	830 665 398	1 926 525 731	70	1 708 294 799	1 684 656 341	61	1 600 908 975	1 541 729 814	59 179 161
Transfert en capital	1 685 000 000	10 000 000	0	0	1 695 000 000	1 630 000 000	65 000 000	1 630 000 000	96	1 630 000 000	1 630 000 000	96	1 585 000 000	1 585 000 000	0
<b>57 - Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale</b>	<b>1 488 385 000</b>	<b>331 000 000</b>	<b>52 000 000</b>	<b>174 750 000</b>	<b>2 046 135 000</b>	<b>1 408 357 285</b>	<b>637 777 715</b>	<b>1 365 689 744</b>	<b>67</b>	<b>1 333 021 237</b>	<b>1 330 145 877</b>	<b>65</b>	<b>1 310 047 785</b>	<b>1 243 824 859</b>	<b>66 222 926</b>
Dépenses de fonctionnement	353 232 000	5 000 000	52 000 000	0	410 232 000	229 215 723	181 016 277	226 548 182	55	193 879 675	191 004 315	47	170 906 223	104 683 297	66 222 926
Transferts courants	335 153 000	0	0	0	335 153 000	213 054 100	122 098 900	173 054 100	52	173 054 100	173 054 100	52	173 054 100	173 054 100	0
Investissements exécutés par l'état	222 000 000	0	0	750 000	222 750 000	214 087 462	8 662 538	214 087 462	96	214 087 462	214 087 462	96	214 087 462	214 087 462	0
Transfert en capital	578 000 000	326 000 000	0	174 000 000	1 078 000 000	752 000 000	326 000 000	752 000 000	70	752 000 000	752 000 000	70	752 000 000	752 000 000	0
<b>58 - Ministère de la Famille, des Organisations Femminines et de la</b>	<b>10 835 884 000</b>	<b>164 200 000</b>	<b>120 000 000</b>	<b>556 000 000</b>	<b>11 676 084 000</b>	<b>9 872 730 213</b>	<b>1 803 353 787</b>	<b>9 645 853 922</b>	<b>83</b>	<b>9 465 697 639</b>	<b>9 411 171 675</b>	<b>81</b>	<b>9 376 934 024</b>	<b>8 906 629 969</b>	<b>470 304 055</b>
Dépenses de fonctionnement	1 698 684 000	19 200 000	20 000 000	0	1 737 884 000	1 104 890 374	632 993 626	1 099 588 639	63	944 158 164	914 120 100	53	897 836 392	741 212 737	156 623 655
Transferts courants	1 146 200 000	10 000 000	100 000 000	0	1 256 200 000	1 096 900 000	159 300 000	877 200 000	70	877 200 000	853 500 000	68	839 500 000	596 000 000	243 500 000
Investissements exécutés par l'état	2 151 500 000	-968 000 000	0	0	1 183 500 000	422 439 839	761 060 161	420 565 283	36	395 839 475	395 051 575	33	391 097 632	320 917 232	70 180 400
Transfert en capital	5 839 500 000	1 103 000 000	0	556 000 000	7 498 500 000	7 248 500 000	250 000 000	7 248 500 000	97	7 248 500 000	7 248 500 000	97	7 248 500 000	7 248 500 000	0
<b>59 - Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation</b>	<b>12 574 203 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>540 000 000</b>	<b>13 114 203 000</b>	<b>9 859 364 590</b>	<b>3 254 838 410</b>	<b>9 819 165 363</b>	<b>75</b>	<b>7 097 432 823</b>	<b>7 089 163 182</b>	<b>54</b>	<b>6 268 748 354</b>	<b>4 786 137 034</b>	<b>1 482 611 320</b>
Dépenses de fonctionnement	5 480 819 000	0	0	0	5 480 819 000	3 472 464 034	2 008 354 966	3 432 264 807	32	2 684 956 205	2 676 686 564	49	2 556 845 084	1 165 323 664	1 391 521 420
Transferts courants	880 384 000	0	0	0	880 384 000	565 333 000	315 051 000	565 333 000	64	565 333 000	565 333 000	64	519 083 000	519 083 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 736 000 000	0	0	540 000 000	5 276 000 000	4 344 567 556	931 432 444	4 344 567 556	82	2 370 143 618	2 370 143 618	45	1 715 820 270	1 624 730 370	91 089 900
Transfert en capital	1 477 000 000	0	0	0	1 477 000 000	1 477 000 000	0	1 477 000 000	100	1 477 000 000	1 477 000 000	100	1 477 000 000	1 477 000 000	0
<b>60 - Charges non Réparties</b>	<b>141 239 266 000</b>	<b>17 089 658 700</b>	<b>-11 706 910 214</b>	<b>0</b>	<b>146 622 014 486</b>	<b>60 610 451 808</b>	<b>86 011 562 678</b>	<b>60 210 809 308</b>	<b>41</b>	<b>51 292 136 003</b>	<b>51 292 136 003</b>	<b>35</b>	<b>50 830 524 184</b>	<b>49 875 551 274</b>	<b>954 972 910</b>
Dépenses de fonctionnement	76 496 329 000	19 139 658 700	-11 348 428 214	0	84 287 559 486	31 576 510 108	52 711 049 378	31 176 867 608	36	22 258 194 303	22 258 194 303	26	22 131 582 484	21 361 560 677	770 021 807

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2010****MOIS :****08-2010**

à la date du 31/08/10

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)* 100	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Transferts courants	64 742 937 000	-2 050 000 000	-358 482 000	0	62 334 455 000	29 033 941 700	33 300 513 300	29 033 941 700	47	29 033 941 700	29 033 941 700	47	28 698 941 700	28 513 990 597	184 951 103
<b>62 - Min Elevage</b>	<b>5 969 847 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 657 529 366</b>	<b>8 627 376 366</b>	<b>6 191 675 568</b>	<b>2 435 700 798</b>	<b>6 186 186 854</b>	<b>72</b>	<b>4 540 557 489</b>	<b>4 524 914 733</b>	<b>52</b>	<b>4 304 112 821</b>	<b>3 207 939 410</b>	<b>1 096 173 411</b>
Dépenses de fonctionnement	813 705 000	0	0	0	813 705 000	534 214 767	279 490 233	528 726 053	65	387 516 849	381 932 918	47	348 329 340	113 188 449	235 140 891
Transferts courants	229 142 000	0	0	0	229 142 000	214 571 000	14 571 000	214 571 000	87	212 155 000	212 155 000	93	210 210 000	200 000 000	10 210 000
Investissements executés par l'état	4 053 000 000	0	0	817 529 366	4 870 529 366	2 802 889 801	2 067 639 565	2 802 889 801	58	1 300 885 640	1 290 826 815	27	1 105 573 481	554 750 961	550 822 520
Transfert en capital	874 000 000	0	0	1 840 000 000	2 714 000 000	2 640 000 000	74 000 000	2 640 000 000	97	2 640 000 000	2 640 000 000	97	2 640 000 000	2 340 000 000	300 000 000
<b>63 - Ministère de la communication et des Télécommunications</b>	<b>7 185 741 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>-66 155 000</b>	<b>0</b>	<b>7 179 586 000</b>	<b>6 560 741 576</b>	<b>618 844 424</b>	<b>6 560 741 576</b>	<b>91</b>	<b>6 492 828 432</b>	<b>6 488 498 026</b>	<b>90</b>	<b>6 464 145 872</b>	<b>6 352 677 603</b>	<b>111 468 269</b>
Dépenses de fonctionnement	1 055 371 000	60 000 000	-66 155 000	0	1 049 216 000	930 371 576	118 844 424	930 371 576	89	862 458 432	858 128 026	82	833 775 872	722 307 603	111 468 269
Transferts courants	721 370 000	0	0	0	721 370 000	721 370 000	0	721 370 000	100	721 370 000	721 370 000	100	721 370 000	721 370 000	0
Transfert en capital	5 409 000 000	0	0	0	5 409 000 000	4 909 000 000	500 000 000	4 909 000 000	91	4 909 000 000	4 909 000 000	91	4 909 000 000	4 909 000 000	0
<b>64 - Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance</b>	<b>397 454 000</b>	<b>-118 700 000</b>	<b>72 000 000</b>	<b>0</b>	<b>350 754 000</b>	<b>141 016 398</b>	<b>209 737 602</b>	<b>138 323 580</b>	<b>39</b>	<b>116 510 002</b>	<b>116 510 002</b>	<b>33</b>	<b>115 010 002</b>	<b>113 938 562</b>	<b>1 071 440</b>
Dépenses de fonctionnement	82 454 000	-23 700 000	72 000 000	0	130 754 000	31 692 873	99 061 127	29 000 055	22	7 186 477	7 186 477	5	7 186 477	6 115 037	1 071 440
Investissements executés par l'état	210 000 000	-75 000 000	0	0	135 000 000	34 323 525	100 676 475	34 323 525	25	34 323 525	34 323 525	25	32 823 525	32 823 525	0
Transfert en capital	105 000 000	-20 000 000	0	0	85 000 000	75 000 000	10 000 000	75 000 000	88	75 000 000	75 000 000	88	75 000 000	75 000 000	0
<b>65 - Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales</b>	<b>33 302 157 000</b>	<b>70 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33 372 157 000</b>	<b>30 784 782 516</b>	<b>2 587 374 484</b>	<b>30 782 684 345</b>	<b>92</b>	<b>30 709 345 487</b>	<b>30 703 184 755</b>	<b>92</b>	<b>30 361 290 440</b>	<b>19 628 828 321</b>	<b>10 732 462 119</b>
Dépenses de fonctionnement	487 481 000	0	0	0	487 481 000	349 608 436	137 872 564	348 492 490	71	301 959 704	300 059 362	62	283 622 347	192 083 454	91 538 893
Transferts courants	18 626 676 000	0	0	0	18 626 676 000	17 133 108 000	1 493 568 000	17 133 108 000	92	17 133 108 000	17 133 108 000	92	16 819 000 000	16 819 000 000	0
Investissements executés par l'état	1 388 000 000	0	0	0	1 388 000 000	502 066 080	885 933 920	501 083 855	36	474 277 783	470 017 393	34	458 668 093	417 744 867	40 923 226
Transfert en capital	12 800 000 000	70 000 000	0	0	12 870 000 000	12 800 000 000	70 000 000	12 800 000 000	99	12 800 000 000	12 800 000 000	99	12 800 000 000	2 200 000 000	10 600 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2010

MOIS :

08-2010

à la date du 31/08/10

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>66 - Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén.</b>	<b>5 510 836 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 530 836 000</b>	<b>4 236 856 020</b>	<b>1 293 979 980</b>	<b>4 210 942 371</b>	<b>76</b>	<b>4 166 624 130</b>	<b>4 164 692 868</b>	<b>75</b>	<b>1 547 005 734</b>	<b>1 509 990 417</b>	<b>37 015 317</b>
Dépenses de fonctionnement	235 836 000	0	20 000 000	0	255 836 000	177 366 500	78 469 500	158 955 131	62	114 636 890	112 705 628	44	107 668 494	90 661 257	17 007 237
Investissements exécutés par l'état	155 000 000	0	0	0	155 000 000	64 989 520	90 010 480	57 487 240	37	57 487 240	57 487 240	37	57 487 240	37 479 160	20 008 080
Transfert en capital	5 120 000 000	0	0	0	5 120 000 000	3 994 500 000	1 125 500 000	3 994 500 000	78	3 994 500 000	3 994 500 000	78	1 381 850 000	1 381 850 000	0
<b>67 - Ministère des Energies Renouvelables</b>	<b>524 490 000</b>	<b>0</b>	<b>162 000 000</b>	<b>0</b>	<b>686 490 000</b>	<b>363 546 394</b>	<b>322 943 606</b>	<b>363 546 394</b>	<b>53</b>	<b>285 182 592</b>	<b>285 182 592</b>	<b>42</b>	<b>242 970 362</b>	<b>211 977 555</b>	<b>30 992 807</b>
Dépenses de fonctionnement	54 490 000	0	162 000 000	0	216 490 000	96 573 848	119 916 152	96 573 848	45	75 283 932	75 283 932	35	67 881 112	41 977 555	25 903 557
Transferts courants	170 000 000	0	0	0	170 000 000	170 000 000	0	170 000 000	100	170 000 000	170 000 000	100	170 000 000	170 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	200 000 000	0	0	0	200 000 000	96 972 546	103 027 454	96 972 546	48	39 898 660	39 898 660	20	5 089 250	0	5 089 250
Transfert en capital	100 000 000	0	0	0	100 000 000	0	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>68 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement</b>	<b>8 790 189 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 790 189 000</b>	<b>7 924 941 891</b>	<b>865 247 109</b>	<b>7 922 385 178</b>	<b>90</b>	<b>7 326 224 354</b>	<b>7 322 901 908</b>	<b>83</b>	<b>6 973 190 188</b>	<b>6 914 105 609</b>	<b>59 084 579</b>
Dépenses de fonctionnement	332 189 000	0	0	0	332 189 000	161 340 153	170 848 847	158 783 440	48	118 178 330	114 855 884	35	108 849 351	49 764 772	59 084 579
Investissements exécutés par l'état	1 050 000 000	0	0	0	1 050 000 000	855 601 738	194 398 262	855 601 738	81	300 046 024	300 046 024	29	256 340 837	256 340 837	0
Transfert en capital	7 408 000 000	0	0	0	7 408 000 000	6 908 000 000	500 000 000	6 908 000 000	93	6 908 000 000	6 908 000 000	93	6 608 000 000	6 608 000 000	0
<b>69 - Ministère de l'Hygiène publique et du Cadre de Vie</b>	<b>1 584 887 000</b>	<b>0</b>	<b>122 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 706 887 000</b>	<b>1 466 379 271</b>	<b>240 507 729</b>	<b>1 362 594 826</b>	<b>80</b>	<b>1 351 515 519</b>	<b>1 351 515 519</b>	<b>79</b>	<b>1 351 515 519</b>	<b>1 348 423 978</b>	<b>3 091 541</b>
Dépenses de fonctionnement	479 887 000	0	122 000 000	0	601 887 000	361 379 271	240 507 729	257 594 826	43	246 515 519	246 515 519	41	246 515 519	243 423 978	3 091 541
Transferts courants	300 000 000	0	0	0	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	100	300 000 000	300 000 000	100	300 000 000	300 000 000	0
Transfert en capital	805 000 000	0	0	0	805 000 000	805 000 000	0	805 000 000	100	805 000 000	805 000 000	100	805 000 000	805 000 000	0
<b>72 - Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels</b>	<b>1 951 365 000</b>	<b>0</b>	<b>72 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 023 365 000</b>	<b>1 432 565 777</b>	<b>590 799 223</b>	<b>1 392 565 777</b>	<b>69</b>	<b>939 883 547</b>	<b>939 883 547</b>	<b>46</b>	<b>939 883 547</b>	<b>929 883 947</b>	<b>9 999 600</b>
Dépenses de fonctionnement	92 365 000	0	72 000 000	0	164 365 000	11 192 898	153 172 102	11 192 898	7	6 152 898	6 152 898	4	6 152 898	6 152 898	0
Investissements exécutés par l'état	850 000 000	0	0	0	850 000 000	512 372 879	337 627 121	472 372 879	56	24 730 649	24 730 649	3	24 730 649	14 731 049	9 999 600
Transfert en capital	1 009 000 000	0	0	0	1 009 000 000	909 000 000	100 000 000	909 000 000	90	909 000 000	909 000 000	90	909 000 000	909 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2010

MOIS :

08-2010

à la date du 31/08/10

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
<b>75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des</b>	<b>87 177 603 000</b>	<b>115 718 000</b>	<b>3 085 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>91 378 321 000</b>	<b>72 966 251 160</b>	<b>18 412 069 840</b>	<b>72 624 251 160</b>	<b>79</b>	<b>69 472 310 921</b>	<b>69 472 310 921</b>	<b>76</b>	<b>69 128 570 055</b>	<b>68 647 001 099</b>	<b>481 568 956</b>
Dépenses de fonctionnement	2 945 731 000	115 718 000	0	0	3 061 449 000	1 088 936 041	1 972 512 959	836 936 041	27	501 146 532	501 146 532	16	491 173 322	388 604 164	102 569 158
Transferts courants	79 425 872 000	0	3 085 000 000	0	82 510 872 000	67 388 903 583	15 121 968 417	67 298 903 583	82	67 298 903 583	67 298 903 583	82	67 298 903 583	67 198 903 583	100 000 000
Investissements exécutés par l'état	4 806 000 000	0	0	1 000 000 000	5 806 000 000	4 488 411 536	1 317 588 464	4 488 411 536	77	1 672 260 806	1 672 260 806	29	1 338 493 150	1 059 493 352	278 999 798
<b>76 - Ministère des Technologies de l'Information et de la Communicatio</b>	<b>24 000 000</b>	<b>0</b>	<b>112 000 000</b>	<b>0</b>	<b>136 000 000</b>	<b>13 671 866</b>	<b>122 328 134</b>	<b>13 671 866</b>	<b>10</b>	<b>12 771 866</b>	<b>12 771 866</b>	<b>9</b>	<b>9 072 566</b>	<b>3 488 570</b>	<b>5 583 996</b>
Dépenses de fonctionnement	24 000 000	0	112 000 000	0	136 000 000	13 671 866	122 328 134	13 671 866	10	12 771 866	12 771 866	9	9 072 566	3 488 570	5 583 996
<b>Totaux (1)</b>	<b>1 044 259 708 000</b>	<b>30 392 000 000</b>	<b>-500 000 000</b>	<b>21 975 000 000</b>	<b>1 096 126 708 000</b>	<b>778 157 847 086</b>	<b>317 968 860 914</b>	<b>752 018 588 070</b>	<b>69</b>	<b>666 564 311 618</b>	<b>663 876 325 262</b>	<b>61</b>	<b>637 033 393 094</b>	<b>542 014 358 180</b>	<b>95 019 034 914</b>

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



**III . COMPARAISON DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES  
CREDITS DE PAIEMENT , DES FINANCEMENTS ACQUIS ET DES  
PREVISIONS DE TIRAGE OUVERTS DANS LES LOIS DE  
FINANCES DE 2004 A 2011.**

**TABLEAUX DES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS****1- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources intérieures.**

En millions de francs

LF et ANNEES	AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
<b>LFR 2004</b>	1 071 045			236 114		
<b>LF 2005</b>	1 333 626	262 581	24,52%	309 043	72 929	30,89%
<b>LF 2006</b>	1 673 223	339 597	25,46%	320 265	11 222	3,63%
<b>LF 2007</b>	2 214 143	540 920	32,33%	390 020	69 755	21,78%
<b>LF 2008</b>	2 674 323	460 180	20,78%	429 000	38 980	9,99%
<b>LF 2009</b>	2 958 063	283 740	16,96%	407 750	-21 250	-6,64%
<b>LFR 2009</b>	2 988 063	30 000	1,35%	437 750	30 000	7,69%
<b>LF 2010</b>	3 437 695	449 632	16,81%	439 500	1 750	0,41%
<b>LFR 2010</b>	3 437 695	0	0,00%	439 500	0	0,00%
<b>LF 2011</b>	3 849 201	411 506	13,77%	517 700	78 200	17,86%

**2- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (emprunt).**

En millions de francs

LF et ANNEES	FINANCEMENTS ACQUIS			PREVISIONS DE TIRAGE		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
<b>LFR 2004</b>	871 131			168 825		
<b>LF 2005</b>	828 288	-42 843	-4,92%	155 556	-13 269	-7,86%
<b>LF 2006</b>	1 056 966	228 678	27,61%	191 895	36 339	23,36%
<b>LF 2007</b>	1 166 614	109 648	10,37%	170 249	-21 646	-11,28%
<b>LF 2008</b>	1 172 715	6 101	0,52%	166 004	-4 245	-2,49%
<b>LF 2009</b>	1 242 390	69 675	5,94%	130 844	-35 160	-21,18%
<b>LFR 2009</b>	1 253 390	11 000	0,89%	132 297	1 453	1,11%
<b>LF 2010</b>	1 525 121	271 731	21,68%	156 331	24 034	18,17%
<b>LFR 2010</b>	1 525 121	0	0,00%	156 331	0	0,00%
<b>LF 2011</b>	1 337 046	-188 075	-12,33%	156 000	-331	-0,21%

**3- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (subvention)**

En millions de francs

LF et ANNEES	FINANCEMENTS ACQUIS			PREVISIONS DE TIRAGE		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
<b>LFR 2004</b>	560 429			90 325		
<b>LF 2005</b>	662 461	102 032	18,21%	111 363	21 038	23,29%
<b>LF 2006</b>	472 268	-190 193	-28,71%	101 077	-10 286	-9,24%
<b>LF 2007</b>	569 088	96 820	20,50%	91 363	-9 714	-9,61%
<b>LF 2008</b>	558 843	-10 245	-1,80%	109 059	17 696	19,37%
<b>LF 2009</b>	721 706	162 863	29,14%	116 156	7 097	6,51%
<b>LFR 2009</b>	723 706	2 000	0,28%	127 703	11 547	9,94%
<b>LF 2010</b>	989 036	265 330	36,66%	116 969	-10 734	-8,41%
<b>LFR 2010</b>	989 036	0	0,00%	116 969	0	0,00%
<b>LF 2011</b>	1 123 364	134 328	13,58%	125 000	8 031	6,87%

**4- Récapitulation générale.**

En millions de francs

LF et ANNEES	AUTORISATION DE PROGRAMME ET FINANCEMENTS ACQUIS ( AP+FA)			CREDITS DE PAIEMENT ET PREVISIONS DE TIRAGE ( CP+PT)		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
<b>LFR 2004</b>	2 502 605			495 264		
<b>LF 2005</b>	2 824 375	321 770	12,86%	575 962	80 698	16,29%
<b>LF 2006</b>	3 202 457	378 082	13,39%	613 237	37 275	6,47%
<b>LF 2007</b>	3 949 846	747 389	23,34%	651 632	38 395	6,26%
<b>LF 2008</b>	4 405 881	456 035	11,55%	704 063	52 431	8,05%
<b>LF 2009</b>	4 922 159	516 278	11,72%	654 750	-49 313	-7,00%
<b>LFR 2009</b>	4 965 159	43 000	0,87%	697 750	43 000	6,57%
<b>LF 2010</b>	5 951 852	986 693	19,87%	712 800	15 050	2,16%
<b>LFR 2010</b>	5 951 852	0	0,00%	712 800	0	0,00%
<b>LF 2011</b>	6 309 611	357 759	6,01%	798 700	85 900	12,05%





#### **IV.- OBSERVATIONS GENERALES SUR L'EVOLUTION DES DEPENSES**

**TABLEAU IV EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

En millions de francs

LIBELLES	LF 2009	LF 2010	LOI DE FINANCES 2011			ECART	
			SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL	Val. Absolue LF10/LF11	Val. Relat. %
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>							
TITRE 1 dette publique	150 000	174 100	254 730	0	254 730	80 630	46,31%
TITRE 2 personnel	389 000	396 800	407 434	8 566	416 000	19 200	4,84%
TITRE 3 achat biens et services	269 141	289 200	276 317	73 510	349 827	60 627	20,96%
TITRE 4 Transfert	270 861	249 900	226 002	12 360	238 362	-11 538	-4,62%
<b>TOTAL DEP. ORDINAIRES</b>	<b>1 079 002</b>	<b>1 110 000</b>	<b>1 164 483</b>	<b>94 436</b>	<b>1 258 919</b>	<b>148 919</b>	<b>13,42%</b>
dont Titre 3,4 =	540 002	539 100	502 319	85 870	588 189	49 089	9,11%
TITRE 5 Investissements	<b>697 750</b>	<b>712 800</b>	<b>798 700</b>	<b>0</b>	<b>798 700</b>	<b>85 900</b>	<b>12,05%</b>
INTERIEURE	437 750	439 500	517 700	0	517 700	78 200	17,79%
EXTERIEUR	260 000	273 300	281 000	0	281 000	7 700	2,82%
<b>TOTAL DEP ORD. + DEP CAP</b>	<b>1 776 752</b>	<b>1 822 800</b>	<b>1 963 183</b>	<b>94 436</b>	<b>2 057 619</b>	<b>234 819</b>	<b>12,88%</b>
INVESTISSEMENTS							
Aut de Prog et Financem. Acquis	<b>4 965 159</b>	<b>5 951 852</b>	<b>6 309 611</b>	<b>0</b>	<b>6 309 611</b>	<b>357 759</b>	<b>6,01%</b>



## **V.- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**



**TABLEAU V RECAPITULATION GENERALE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

LIBELLES	LOI DE FINANCES 2010				LOI DE FINANCES 2011			
	RECETTES	DEPENSES			RECETTES	DEPENSES		
		SERVICES VOTES	VARIATIONS	TOTAL SERV, VOTES		SERVICES VOTES	VARIATIONS	TOTAL SERV, VOTES
COMPTE D'AFFECT. SPECIALE	53 410	42 410	11 000	53 410	56 166	42 410	13 756	56 166
dont:								
- FONDS NATIONAL RETRAITE	52 000	41 000	11 000	52 000	54 000	41 000	13 000	54 000
- AUTRES CPTES AFFECTATION SPECIALE	1 410	1 410	0	1 410	2 166	1 410	756	2 166
COMPTE DE COMMERCE	150	175	-25	150	150	175	-25	150
COMPTES DE PRETS	11 300	13 200	-1 900	11 300	16 800	13 200	3 600	16 800
COMPTES D'AVANCES	800	1200	-400	800	800	1200	-400	800
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>65 660</b>	<b>56 985</b>	<b>8 675</b>	<b>65 660</b>	<b>73 916</b>	<b>56 985</b>	<b>16 931</b>	<b>73 916</b>



## **VI .- DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL**



**TABLEAU VI  
DEFICIT BUDGETAIRE**

	LFI 2011		% PIB
<b>Ressources</b>	<b>1502,5</b>		<b>22,21%</b>
Recettes ordinaires hors dons	1345,4		
recettes fiscales		1299,4	
impôts directs			369,2
impôts indirects			930,2
recettes non fiscales		46,0	
produits financiers			21,5
revenu du domaine et de l'entreprise			22,1
autres recettes non fiscales			2,4
Recettes PPT /IADM			
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocedés)	2,7		
Dons budgétaires	29,4		
Pays Bas			7,2
Canada			7,3
Espagne			2,0
EU			10,9
Allemagne			2,0
Recettes externes	125,0		
Tirage sur subvention		125,0	
<b>Charges</b>	<b>1901,7</b>		<b>28,11%</b>
Dette publique (intérêt + commissions)	98,9		
Intérêts et commission dette intérieure		44,5	
Intérêts et commission dette extérieure		54,4	
Dépenses de personnel	416,0		
soldes et accessoires			234,3
indemnités			105,6
cotisations sociales			39,8
Autres dépenses de personnel			17,7
hospitalisation et transport			13,6
Allocations			5,0
Autres dépenses courantes	588,2		
Dépenses de fonctionnement		349,8	
prestations de services			136,5
Autres achats de biens et services			48,3
fournitures			28,4
Imprévus ( crédits globaux)			25,6
entretien			13,8
loyers et charges locatives			14,2
Mobilier et matériel			9,6
transport et missions			11,0
dépenses permanentes			59,1
Assurances			0,8
dépenses de communication			1,1
Autres			1,4
Dépenses de Transfert		238,4	
subventions			87,4
Transferts			151,0
Dépenses en capital sur ressources internes	517,7		
Investissements exécutés par l'Etat		150,6	
Terrains et bâtiments			39,2
Ouvrages et infrastructures			16,0
Mobilier et matériel			36,6
Stock stratégique ou d'urgence			1,9
Autres charges exceptionnelles			21,3
dépenses d'accompagnement des investissements			35,6
Transfert en capital		367,1	
Transfert en capital à d'autres administrations publiques			335,8
Transfert au secteur productif privé			19,2
Transfert aux adm pub non financières			6,4
Transfert aux institutions financières			3,3
Transfert aux institutions à but non lucratif			1,6
Transfert aux ménages			0,5
Autres transferts			0,3
Dépenses en capital sur ressources externes	281,0		
dépense en capital			
<b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL</b>	<b>-399,2</b>		<b>-5,90%</b>
<b>PIB</b>			<b>6764,6</b>



## **.D - PROJET DE LOI**

## **PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE**

### **TITRE PREMIER : dispositions relatives aux ressources et aux charges**

#### *A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES*

##### **ARTICLE PREMIER :**

*I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2011 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.*

*II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2011, à la somme de 1.727.075.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2011, à la somme de 281.000.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*IV – Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.008.075.000.000 francs CFA.*

#### *B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES*

**ARTICLE 2 :** *Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2011, à la somme de 2.057.620.000.000 francs CFA conformément aux annexes III, IV et V de la présente loi.*

### **TITRE II : dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges**

#### *A- EQUILIBRE GENERAL DU BUDGET*

**ARTICLE 3 :** *I - Pour l'année 2011, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :*





RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
<b>I - BUDGET GENERAL</b>				
<b>A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
<i>A 1 - Recettes internes</i>		<i>A1 Dépenses sur recettes internes</i>		
<i>A 1-1 Recettes</i>				
<i>Recettes fiscales</i>	1 299 400	<i>Dette publique</i>	254 730	
<i>Recettes non fiscales</i>	46 000	<i>Dépenses de personnel</i>	416 000	
<i>Recettes Exceptionnelles</i>	59 700	<i>Autres dépenses courantes</i>	588 190	
<i>Remboursements Prêts et avances</i>	2 700	<i>Dépenses en capital sur ressources internes</i>	517 700	
<i>Dons budgétaires</i>	29 385			
<b>Total recettes</b>	<b>1 437 185</b>	<b>Total dépenses sur recettes internes</b>	<b>1 776 620</b>	-339 435
<i>A 1-2 - Emprunts</i>				
<i>Emprunts</i>	289 890			
<b>Total emprunts</b>	<b>289 890</b>			
<b>Total A = (A-1-1 + A 1-2)</b>	<b>1 727 075</b>	<b>Total A = (A1)</b>	<b>1 776 620</b>	-49 545
<b>B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>				
<i>B - Recettes externes</i>				
<i>Tirage Dons et emprunts</i>	281 000	<i>Dépenses en capital sur ressources externes</i>	281 000	
<b>Total B</b>	<b>281 000</b>	<b>Total B</b>	<b>281 000</b>	
<b>TOTAL I = (A + B)</b>	<b>2 008 075</b>	<b>TOTAL I = (A + B)</b>	<b>2 057 620</b>	<b>-49 545</b>
<b>2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
<i>Recettes</i>	73 916	<i>Dépenses</i>	73 916	0
<b>TOTAL BUDGET = (1 + 2)</b>	<b>2 081 991</b>	<b>TOTAL BUDGET = (1 + 2)</b>	<b>2 131 536</b>	<b>-49 545</b>

II. – Pour l'année 2011, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 649.820. 000. 000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.»

## DEUXIEME PARTIE :

### MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

#### TITRE I : moyens des services

##### A- DEPENSES SUR RESSOURCES INTERIEURES

**ARTICLE 4 :** *Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2011, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de 1 164 483 682 000 francs CFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par titre suivante :*

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	254 730 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	407 433 757 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	276 317 439 500 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	226 002 485 500 francs CFA

**ARTICLE 5 :** *Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2011, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 94 436 318 000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 2 dépenses de personnel	8 566 243 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	73 510 075 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	12 360 000 000 francs CFA

*Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.»*

**ARTICLE 6 :** *I – Il est ouvert pour l'année 2011, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 517.700.000.000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	150 635 200 000 francs CFA
- Titre 6: Tranfert en capital	367 064 800 000 francs CFA



*II – Il est ouvert pour la loi de finances 2011, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes de montant 3.849.201.000.000 francs CFA.*

*Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.*

#### **B- INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES EXTERIEURES**

**ARTICLE 7 :** *I Pour la loi de finances de l'année 2011, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 281.000.000.000 de francs CFA ainsi réparties :*

- Emprunt	156 000 000 000 francs CFA
- Subvention	125 000 000 000 francs CFA

*II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 2.460.410.000.000 de francs CFA ainsi répartis :*

- Emprunt	1 337 046 000 000 francs CFA
- Subvention	1 123 364 000 000 francs CFA

*Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi. »*

#### **C –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

**ARTICLE 8 :** *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2011 sont évaluées à 56.166.000.000 francs CFA.*

*II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2011, s'élèvent à 56.166.000.000 francs CFA.*

*III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :*

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;*
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.»*

**ARTICLE 9 :** *Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2011, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite.*

**ARTICLE 10 :** *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2011 sont évaluées à 150.000.000 francs CFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2011, s'élèvent à 150.000.000 francs CFA.*

**ARTICLE 11:** *I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2011, sont évaluées à 16.800.000.000 francs CFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2011, s'élèvent à 16.800.000.000 francs CFA.*

**ARTICLE 12: I –** *Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 francs CFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2011, s'élèvent à 800.000.000 francs CFA.*

**ARTICLE 13:** *Compte tenu des dispositions des articles 8 à 12, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à*



73.916.000.000 francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.

*Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2011 sont évaluées à la somme de 73.916.000.000 francs CFA.*

## **TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **A- TAXES PARAFISCALES**

**ARTICLE 14 :** *La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2011.*

### **B-CREDITS EVALUATIFS**

**ARTICLE 15 :** *Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII.*

### **C- RESPECT DES REGLES ORGANISANT LES DEPENSES PUBLIQUES**

#### **ARTICLE 16:**

*Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques*

*L'agent de l'Etat, qui viole cette disposition, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.*

*Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.*

*De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que*



*l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie. »*

#### **D- AUTORISATION DE REGULATION DES DEPENSES**

**ARTICLE 17:** *Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital.*

#### **E- CENTRALISATION DES TRANSFERTS DANS LE COMPTE UNIQUE DU TRESOR**

**ARTICLE 18 :** *Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.*

*La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor.*



## ANNEXE 1

### Prévisions des recettes par article et par paragraphe

En francs

NOMENCLATURE ET NATURE DE RECETTES	PREVISIONS LFR 2010	REALISATIONS AU 31-08-10	PREVISIONS LFI 2011	ECARTS LFI 11 et LFR 10	
<b>ARTICLE 71 - RECETTES FISCALES</b>					
<b>Paragraphe 0711 -</b> Impôts sur le revenu, bénéfices et capital	147 300 000	116 500 000	139 000 000	-8 300 000	-5,63%
<b>Paragraphe 0712 -</b> Impôts sur les salaires et autres rémunérations	189 300 000	116 800 000	206 500 000	17 200 000	9,09%
<b>Paragraphe 0713 -</b> Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)		0	23 300 000	23 300 000	
<b>Paragraphe 0714 -</b> Autres impôts directs (dont CGU)	1 200 000	0	400 000	-800 000	-66,67%
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS ET DROITS</b>	<b>337 800 000</b>	<b>233 300 000</b>	<b>369 200 000</b>	<b>31 400 000</b>	<b>9,30%</b>
<b>Paragraphe 0715 -</b> Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	632 200 000	422 800 000	672 500 000	40 300 000	6,37%
<b>Paragraphe 0716 -</b> Droits de timbre et d'enregistrement	50 200 000	31 800 000	30 800 000	-19 400 000	-38,65%
<b>Paragraphe 0717 -</b> Droits et taxes à l'importation	171 100 000	114 400 000	189 200 000	18 100 000	10,58%
<b>Paragraphe 0719 -</b> Autres recettes fiscales	35 000 000	16 100 000	37 700 000	2 700 000	7,71%
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS</b>	<b>888 500 000</b>	<b>585 100 000</b>	<b>930 200 000</b>	<b>41 700 000</b>	<b>4,69%</b>
<b>071 - TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>1 226 300 000</b>	<b>818 400 000</b>	<b>1 299 400 000</b>	<b>73 100 000</b>	<b>5,96%</b>
<b>ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES</b>				0	
<b>Paragraphe 0721 -</b> Revenu de l'Entreprise du Domaine et	5 400 000	12 400 000	22 100 000	16 700 000	309,26%
<b>Paragraphe 0722 -</b> Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 0723 -</b> Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 0724 -</b> Produits financiers	35 000 000	16 600 000	21 500 000	-13 500 000	-38,57%
<b>Paragraphe 0729 -</b> Autres recettes non fiscales	2 100 000	1 700 000	2 200 000	100 000	4,76%
<b>072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>42 700 000</b>	<b>30 700 000</b>	<b>46 000 000</b>	<b>3 300 000</b>	<b>7,73%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>	<b>1 269 000 000</b>	<b>849 100 000</b>	<b>1 345 400 000</b>	<b>76 400 000</b>	<b>6,02%</b>
074 - DONS PROGRAMMES	44 767 000	7 900 000	29 385 000	-15 382 000	-34,36%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	61 900 000	37 000 000	59 700 000	-2 200 000	-3,55%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	8 000 000	2 000 000	2 700 000	-5 300 000	-66,25%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR			40 000 000	40 000 000	
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES		26 515 056	34 000 000	34 000 000	
017 AUTRES EMPRUNTS	160 027 000	36 168 495	215 890 000	55 863 000	34,91%
<b>TOTAL ARTICLES 74, 76, 29, 16 et 17</b>	<b>274 694 000</b>	<b>109 583 551</b>	<b>381 675 000</b>	<b>106 981 000</b>	<b>38,95%</b>
<b>TOTAL ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17</b>	<b>1 543 694 000</b>	<b>958 683 551</b>	<b>1 727 075 000</b>	<b>183 381 000</b>	<b>11,88%</b>
012 - DONS PROJETS ET LEGS	140 844 000	45 736 428	125 000 000	-15 844 000	-11,25%
015 - TIRAGE SUR EMPRUNTS PROJETS	132 456 000	75 133 041	156 000 000	23 544 000	17,77%
<b>TOTAL ARTICLES 12, et 15</b>	<b>273 300 000</b>	<b>120 869 469</b>	<b>281 000 000</b>	<b>7 700 000</b>	<b>2,82%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL</b>	<b>1 816 994 000</b>	<b>1 079 553 020</b>	<b>2 008 075 000</b>	<b>191 081 000</b>	<b>10,52%</b>



## ANNEXE 2

### Comptes spéciaux du Trésor

En francs

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
<b>COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>		
Fonds National de retraite	54 000 000 000	54 000 000 000
Fonds de Lutte contre incendies	1 056 000 000	1 056 000 000
Caisse d'encourag. à la Pêche et Industries Annexes	900 000 000	900 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	210 000 000	210 000 000
<b>s/total</b>	<b>56 166 000 000</b>	<b>56 166 000 000</b>
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>		
Opér. à caractère industriel et Commerc. des Armées	150 000 000	150 000 000
<b>s/total</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>
<b>COMPTES DE PRETS</b>		
Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	0	0
prêts aux Collectivités locales	800 000 000	800 000 000
prêts à divers organismes	0	0
prêts à divers particuliers	16 000 000 000	16 000 000 000
<b>s/total</b>	<b>16 800 000 000</b>	<b>16 800 000 000</b>
<b>COMPTES D'AVANCES</b>		
Avances Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	0	0
Avance à 1 an à divers organismes	0	0
Avance à 1 an à divers agents publics	0	0
Avance à 1 an aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000
<b>s/total</b>	<b>800 000 000</b>	<b>800 000 000</b>
<b>RECAPITULATION GENERALE</b>		
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	56 166 000 000	56 166 000 000
COMPTES DE COMMERCE	150 000 000	150 000 000
COMPTES DE PRETS	16 800 000 000	16 800 000 000
COMPTES D'AVANCES	800 000 000	800 000 000
<b>total</b>	<b>73 916 000 000</b>	<b>73 916 000 000</b>





## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>10 Dette Publique</b>		
<b>DETTE PUBLIQUE</b>		
<b>Dette Publique</b>		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et deniers	174 100 000 000	254 730 000 000
<b>Total Dette Publique</b>	<b>174 100 000 000</b>	<b>254 730 000 000</b>
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>	<b>174 100 000 000</b>	<b>254 730 000 000</b>
<b>Total Général Section 10</b>	<b>174 100 000 000</b>	<b>254 730 000 000</b>
<b>21 Présidence de la République</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	3 708 417 320	4 189 452 080
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	12 406 086 000	9 962 552 750
Titre 4 - 21 Transferts courants	18 395 870 000	13 931 192 500
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>34 510 373 320</b>	<b>28 083 197 330</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>34 510 373 320</b>	<b>28 083 197 330</b>
<b>Total Général Section 21</b>	<b>34 510 373 320</b>	<b>28 083 197 330</b>
<b>22 Assemblée Nationale</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	6 294 320 660	6 617 315 560
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	6 280 168 000	4 382 745 000
Titre 4 - 22 Transferts courants	96 800 000	91 161 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>12 671 288 660</b>	<b>11 551 221 560</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>12 671 288 660</b>	<b>11 551 221 560</b>
<b>Total Général Section 22</b>	<b>12 671 288 660</b>	<b>11 551 221 560</b>
<b>23 Commission Electorale Nationale Autonome</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 4 - 23 Transferts courants	1 700 000 000	1 600 983 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>1 600 983 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>1 600 983 000</b>
<b>Total Général Section 23</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>1 600 983 000</b>



## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>24 Conseil Economique et Social</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	1 782 000 000	1 782 000 000
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	1 392 000 000	1 270 224 000
Titre 4 - 24 Transferts courants	50 000 000	47 087 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>3 224 000 000</b>	<b>3 099 311 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3 224 000 000</b>	<b>3 099 311 000</b>
<b>Total Général Section 24</b>	<b>3 224 000 000</b>	<b>3 099 311 000</b>
<b>25 Conseil Constitutionnel</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	145 858 980	146 008 000
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	72 016 000	55 370 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>217 874 980</b>	<b>201 378 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>217 874 980</b>	<b>201 378 000</b>
<b>Total Général Section 25</b>	<b>217 874 980</b>	<b>201 378 000</b>
<b>27 Cour Suprême</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	763 414 140	748 683 000
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	718 843 000	655 956 000
Titre 4 - 27 Transferts courants	2 100 000	1 977 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 484 357 140</b>	<b>1 406 616 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 484 357 140</b>	<b>1 406 616 000</b>
<b>Total Général Section 27</b>	<b>1 484 357 140</b>	<b>1 406 616 000</b>
<b>28 Cour des Comptes</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	697 501 560	755 181 560
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	306 815 000	243 952 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 004 316 560</b>	<b>999 133 560</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 004 316 560</b>	<b>999 133 560</b>
<b>Total Général Section 28</b>	<b>1 004 316 560</b>	<b>999 133 560</b>



## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>29 SENAT</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 29 Dépenses de personnel	3 062 777 000	3 062 777 000
Titre 3 - 29 Dépenses de fonctionnement	1 109 101 000	1 012 073 000
Titre 4 - 29 Transferts courants	0	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>4 171 878 000</b>	<b>4 364 850 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>4 171 878 000</b>	<b>4 364 850 000</b>
<b>Total Général Section 29</b>	<b>4 171 878 000</b>	<b>4 364 850 000</b>
<b>30 Primature</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 449 712 340	1 480 588 940
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	4 053 465 000	3 275 064 500
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 934 979 000	4 568 415 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>10 438 156 340</b>	<b>9 324 068 440</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>10 438 156 340</b>	<b>9 324 068 440</b>
<b>DETTE PUBLIQUE</b>		
<b>Dettes Publiques</b>		
Titre 1 - 30 Amortissement et charge de la dette publique et dépenses	0	0
<b>Total Dette Publique</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Général Section 30</b>	<b>10 438 156 340</b>	<b>9 324 068 440</b>
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	16 969 480 020	17 164 974 800
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	14 321 307 000	12 481 332 000
Titre 4 - 31 Transferts courants	4 958 636 000	4 669 820 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>36 249 423 020</b>	<b>34 316 126 800</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>36 249 423 020</b>	<b>34 316 126 800</b>
<b>Total Général Section 31</b>	<b>36 249 423 020</b>	<b>34 316 126 800</b>
<b>32 Ministère des Forces Armées</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	62 315 716 000	63 681 244 480
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	20 370 842 000	19 134 068 000
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 362 279 000	2 249 687 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>85 048 837 000</b>	<b>85 064 999 480</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>85 048 837 000</b>	<b>85 064 999 480</b>
<b>Total Général Section 32</b>	<b>85 048 837 000</b>	<b>85 064 999 480</b>



## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>33 Ministère de l'Intérieur</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	23 173 660 280	23 993 305 500
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	6 918 587 000	4 806 617 750
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>30 092 247 280</b>	<b>28 799 923 250</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>30 092 247 280</b>	<b>28 799 923 250</b>
<b>Total Général Section 33</b>	<b>30 092 247 280</b>	<b>28 799 923 250</b>
<b>34 Ministère de la Justice</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	16 035 573 660	16 714 525 480
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	6 412 154 000	4 431 419 250
Titre 4 - 34 Transferts courants	885 700 000	715 862 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>23 333 427 660</b>	<b>21 861 806 730</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>23 333 427 660</b>	<b>21 861 806 730</b>
<b>Total Général Section 34</b>	<b>23 333 427 660</b>	<b>21 861 806 730</b>
<b>35 Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	1 403 597 320	795 160 260
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	547 332 000	324 051 750
Titre 4 - 35 Transferts courants	1 218 629 000	929 649 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>3 169 558 320</b>	<b>2 048 861 010</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3 169 558 320</b>	<b>2 048 861 010</b>
<b>Total Général Section 35</b>	<b>3 169 558 320</b>	<b>2 048 861 010</b>
<b>36 Ministère des relations avec les institutions</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	573 480 520	89 059 440
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	342 903 000	227 553 000
Titre 4 - 36 Transferts courants	255 000 000	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 171 383 520</b>	<b>316 612 440</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 171 383 520</b>	<b>316 612 440</b>
<b>Total Général Section 36</b>	<b>1 171 383 520</b>	<b>316 612 440</b>



## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>37 Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	0	869 554 200
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	0	175 258 000
Titre 4 - 37 Transferts courants	0	218 000 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>1 262 812 200</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>1 262 812 200</b>
<b>Total Général Section 37</b>	<b>0</b>	<b>1 262 812 200</b>
<b>38 Ministère du Genre et des Relations avec les Associations Féminines Africaines et Etrangère</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel	0	86 670 000
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement	0	112 200 000
Titre 4 - 38 Transferts courants	0	80 153 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>279 023 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>279 023 000</b>
<b>Total Général Section 38</b>	<b>0</b>	<b>279 023 000</b>
<b>39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	246 366 980	254 135 000
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	386 228 000	194 850 000
Titre 4 - 39 Transferts courants	61 474 000	43 419 750
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>694 068 980</b>	<b>492 404 750</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>694 068 980</b>	<b>492 404 750</b>
<b>Total Général Section 39</b>	<b>694 068 980</b>	<b>492 404 750</b>
<b>40 Ministère de l'Economie Maritime</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 294 788 140	1 316 503 880
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	759 345 000	494 406 250
Titre 4 - 40 Transferts courants	171 600 000	161 605 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 225 733 140</b>	<b>1 972 515 130</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 225 733 140</b>	<b>1 972 515 130</b>
<b>Total Général Section 40</b>	<b>2 225 733 140</b>	<b>1 972 515 130</b>



## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>41 Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	1 557 218 380	841 235 720
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	762 850 000	539 332 750
Titre 4 - 41 Transferts courants	200 000 000	285 771 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 520 068 380</b>	<b>1 666 339 470</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 520 068 380</b>	<b>1 666 339 470</b>
<b>Total Général Section 41</b>	<b>2 520 068 380</b>	<b>1 666 339 470</b>
<b>42 Ministère de l'agriculture</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2 920 488 360	2 605 696 000
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1 503 214 000	1 037 784 750
Titre 4 - 42 Transferts courants	5 121 317 000	4 771 162 500
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>9 545 019 360</b>	<b>8 414 643 250</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>9 545 019 360</b>	<b>8 414 643 250</b>
<b>Total Général Section 42</b>	<b>9 545 019 360</b>	<b>8 414 643 250</b>
<b>43 Ministère de l'Economie et des Finances</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 521 243 420	17 760 808 760
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	8 125 428 000	6 438 827 750
Titre 4 - 43 Transferts courants	3 838 429 000	3 614 856 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>29 485 100 420</b>	<b>27 814 492 510</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>29 485 100 420</b>	<b>27 814 492 510</b>
<b>Total Général Section 43</b>	<b>29 485 100 420</b>	<b>27 814 492 510</b>
<b>44 Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	519 951 000	513 262 120
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	312 852 000	207 431 000
Titre 4 - 44 Transferts courants	1 752 937 000	1 057 877 750
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 585 740 000</b>	<b>1 778 570 870</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 585 740 000</b>	<b>1 778 570 870</b>
<b>Total Général Section 44</b>	<b>2 585 740 000</b>	<b>1 778 570 870</b>



## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>45 Ministère du Commerce</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 327 538 220	1 402 237 840
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	440 691 000	373 692 000
Titre 4 - 45 Transferts courants	1 074 620 000	912 028 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 842 849 220</b>	<b>2 687 957 840</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 842 849 220</b>	<b>2 687 957 840</b>
<b>Total Général Section 45</b>	<b>2 842 849 220</b>	<b>2 687 957 840</b>
<b>46 Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 908 764 220	1 061 941 300
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	1 411 467 000	557 003 500
Titre 4 - 46 Transferts courants	355 000 000	264 492 250
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>3 675 231 220</b>	<b>1 883 437 050</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3 675 231 220</b>	<b>1 883 437 050</b>
<b>Total Général Section 46</b>	<b>3 675 231 220</b>	<b>1 883 437 050</b>
<b>47 Ministère de l'Energie</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	174 544 000	0
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	221 699 000	0
Titre 4 - 47 Transferts courants	50 000 000	0
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>446 243 000</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>446 243 000</b>	<b>0</b>
<b>Total Général Section 47</b>	<b>446 243 000</b>	<b>0</b>
<b>49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	638 059 100	605 455 720
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	355 069 000	242 834 000
Titre 4 - 49 Transferts courants	547 776 000	508 846 500
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1 540 904 100</b>	<b>1 357 136 220</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 540 904 100</b>	<b>1 357 136 220</b>
<b>Total Général Section 49</b>	<b>1 540 904 100</b>	<b>1 357 136 220</b>



## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>50 Ministère de l'Enseignement Précolaire, de l'Elémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	132 842 301 640	150 542 066 940
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	87 868 523 000	79 021 501 500
Titre 4 - 50 Transferts courants	1 686 910 000	1 577 405 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>222 397 734 640</b>	<b>231 140 973 440</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>222 397 734 640</b>	<b>231 140 973 440</b>
<b>Total Général Section 50</b>	<b>222 397 734 640</b>	<b>231 140 973 440</b>
<b>52 Ministère des Sports</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	0	1 332 887 960
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	0	1 326 582 250
Titre 4 - 52 Transferts courants	0	106 250 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>2 765 720 210</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>2 765 720 210</b>
<b>Total Général Section 52</b>	<b>0</b>	<b>2 765 720 210</b>
<b>53 Ministère de la Culture et des Loisirs</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	841 258 680	879 410 080
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	515 702 000	355 883 250
Titre 4 - 53 Transferts courants	3 267 010 000	2 738 911 500
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>4 623 970 680</b>	<b>3 974 204 830</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>4 623 970 680</b>	<b>3 974 204 830</b>
<b>Total Général Section 53</b>	<b>4 623 970 680</b>	<b>3 974 204 830</b>
<b>54 Ministère de la Santé et de la Prévention</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	31 386 727 900	35 539 122 020
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	14 668 902 000	9 943 543 000
Titre 4 - 54 Transferts courants	28 450 431 000	24 902 337 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>74 506 060 900</b>	<b>70 385 002 020</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>74 506 060 900</b>	<b>70 385 002 020</b>
<b>Total Général Section 54</b>	<b>74 506 060 900</b>	<b>70 385 002 020</b>





## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>55 Ministère de la Jeunesse</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	2 459 459 480	1 227 862 020
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	2 765 492 000	726 219 750
Titre 4 - 55 Transferts courants	1 447 633 000	186 250 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>6 672 584 480</b>	<b>2 140 331 770</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>6 672 584 480</b>	<b>2 140 331 770</b>
<b>Total Général Section 55</b>	<b>6 672 584 480</b>	<b>2 140 331 770</b>
<b>56 Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	3 929 143 300	3 981 264 520
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	4 218 837 000	3 023 167 500
Titre 4 - 56 Transferts courants	861 620 000	391 620 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>9 009 600 300</b>	<b>7 396 052 020</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>9 009 600 300</b>	<b>7 396 052 020</b>
<b>Total Général Section 56</b>	<b>9 009 600 300</b>	<b>7 396 052 020</b>
<b>57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	0	724 412 360
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	0	270 082 750
Titre 4 - 57 Transferts courants	0	311 403 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>1 305 898 110</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>1 305 898 110</b>
<b>Total Général Section 57</b>	<b>0</b>	<b>1 305 898 110</b>
<b>58 Ministère de la Famille, des Organisations Feminiennes et de la Protection de l'Enfance</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 666 274 120	1 391 433 060
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1 848 975 000	1 103 006 000
Titre 4 - 58 Transferts courants	1 726 869 000	860 713 500
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>5 242 118 120</b>	<b>3 355 152 560</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>5 242 118 120</b>	<b>3 355 152 560</b>
<b>Total Général Section 58</b>	<b>5 242 118 120</b>	<b>3 355 152 560</b>



## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	10 156 997 660	10 011 175 940
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	5 480 819 000	4 504 099 000
Titre 4 - 59 Transferts courants	880 384 000	829 105 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>16 518 200 660</b>	<b>15 344 379 940</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>16 518 200 660</b>	<b>15 344 379 940</b>
<b>Total Général Section 59</b>	<b>16 518 200 660</b>	<b>15 344 379 940</b>
<b>60 Charges non Réparties</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	40 991 068 820	25 212 374 400
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	76 496 329 000	97 979 786 000
Titre 4 - 60 Transferts courants	64 742 937 000	59 594 713 250
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>182 230 334 820</b>	<b>182 036 873 650</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>182 230 334 820</b>	<b>182 036 873 650</b>
<b>Total Général Section 60</b>	<b>182 230 334 820</b>	<b>182 036 873 650</b>
<b>62 Min Elevage</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 461 604 300	1 582 926 880
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	813 705 000	539 388 750
Titre 4 - 62 Transferts courants	29 142 000	215 795 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 304 451 300</b>	<b>2 338 110 630</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 304 451 300</b>	<b>2 338 110 630</b>
<b>Total Général Section 62</b>	<b>2 304 451 300</b>	<b>2 338 110 630</b>
<b>63 Ministère de la communication et des Télécommunications</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	301 102 460	366 857 900
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	1 034 371 000	449 987 500
Titre 4 - 63 Transferts courants	721 370 000	721 370 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2 056 843 460</b>	<b>1 538 215 400</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 056 843 460</b>	<b>1 538 215 400</b>
<b>Total Général Section 63</b>	<b>2 056 843 460</b>	<b>1 538 215 400</b>



## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>64 Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 64 Dépenses de personnel	0	147 318 000
Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement	0	134 451 000
Titre 4 - 64 Transferts courants	0	416 136 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>697 905 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>697 905 000</b>
<b>Total Général Section 64</b>	<b>0</b>	<b>697 905 000</b>
<b>65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 401 718 400	1 333 726 920
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	487 773 000	331 092 750
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 626 676 000	16 834 099 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>20 516 167 400</b>	<b>18 498 918 670</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>20 516 167 400</b>	<b>18 498 918 670</b>
<b>Total Général Section 65</b>	<b>20 516 167 400</b>	<b>18 498 918 670</b>
<b>66 Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	461 806 120	734 860 460
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	280 836 000	170 590 000
Titre 4 - 66 Transferts courants	0	50 000 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>742 642 120</b>	<b>955 450 460</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>742 642 120</b>	<b>955 450 460</b>
<b>Total Général Section 66</b>	<b>742 642 120</b>	<b>955 450 460</b>
<b>67 Ministère des Energies Renouvelables</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	0	92 982 100
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	0	155 575 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>248 557 100</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>248 557 100</b>
<b>Total Général Section 67</b>	<b>0</b>	<b>248 557 100</b>



## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>68 Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	162 268 420	729 289 720
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	243 543 000	254 531 500
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>405 811 420</b>	<b>983 821 220</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>405 811 420</b>	<b>983 821 220</b>
<b>Total Général Section 68</b>	<b>405 811 420</b>	<b>983 821 220</b>
<b>69 Ministère de l'Hygiène publique et du Cadre de Vie</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 69 Dépenses de personnel	0	723 833 000
Titre 3 - 69 Dépenses de fonctionnement	0	386 640 000
Titre 4 - 69 Transferts courants	0	300 000 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>1 410 473 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>1 410 473 000</b>
<b>Total Général Section 69</b>	<b>0</b>	<b>1 410 473 000</b>
<b>72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 72 Dépenses de personnel	0	140 489 000
Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement	0	195 365 000
Titre 4 - 72 Transferts courants	0	442 624 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>778 478 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>778 478 000</b>
<b>Total Général Section 72</b>	<b>0</b>	<b>778 478 000</b>
<b>75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	2 253 797 080	2 124 241 080
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 945 731 000	2 679 117 000
Titre 4 - 75 Transferts courants	79 425 872 000	74 799 708 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>84 625 400 080</b>	<b>79 603 066 080</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>84 625 400 080</b>	<b>79 603 066 080</b>
<b>Total Général Section 75</b>	<b>84 625 400 080</b>	<b>79 603 066 080</b>



## ANNEXE 3

**REEVALUATION DES SERVICES VOTES**  
**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**  
**(Ne tient pas compte des CST)**



Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2010	Loi de Finances pour l'année 2011
		Réévaluation Services Votés
<b>76 Ministère des Technologies de l'Information et de la Communication</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 76 Dépenses de personnel	0	77 446 000
Titre 3 - 76 Dépenses de fonctionnement	0	130 231 000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>207 677 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>207 677 000</b>
<b>Total Général Section 76</b>	<b>0</b>	<b>207 677 000</b>
<b>TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:</b>	<b>1 110 000 000 000</b>	<b>1 164 483 682 000</b>



**ANNEXE 4 :**  
**Répartition des mesures nouvelles**  
**par Pouvoir public ou Ministère et par**  
**titre**

Section	POUV. PUBL. ET MINISTRES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
	POUVOIRS PUBLICS				
	21 Présidence de la République		103 447 000	290 000 000	393 447 000
	22 Assemblée Nationale		460 000 000	-	460 000 000
	23 Commission Electorale Nationale Autonome		-	700 000 000	700 000 000
	24 Conseil Economique et Social		-	-	-
	25 Conseil Constitutionnel		3 000 000	-	3 000 000
	27 COUR SUPREME		60 000 000	-	60 000 000
	28 Cour des Comptes		-	-	-
	29 SENAT		290 000 000	-	290 000 000
	<b>S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>-</b>	<b>916 447 000</b>	<b>990 000 000</b>	<b>1 906 447 000</b>
	30 PRIMATURE		60 000 000	-	60 000 000
	31 Ministère des Affaires Etrangères		353 000 000	500 000 000	853 000 000
	32 Ministère des Forces Armées		1 000 000 000	-	1 000 000 000
	33 Ministère de l'Intérieur		4 000 000 000	-	4 000 000 000
	34 Ministère de la Justice		-	-	-
	35 Ministère de la Fonction publique		-	-	-
	36 Ministère des relations avec les institutions		-	-	-
	37 Ministère du Travail et Org. Professionnelles		-	-	-
	38 Ministère du Genre et des Relations avec les Associations Féminines Africaines et		6 000 000	-	6 000 000
	39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur		-	105 000 000	105 000 000
	40 Ministère de l'Economie Maritime		-	-	-
	41 Ministère de la Coopération Internationale des Transports Aériens et des Infrastr		-	-	-
	42 Ministère de l'Agriculture		5 000 000	-	5 000 000
	43 Ministère de l'Economie et des Finances		120 644 000	50 000 000	170 644 000
	44 Ministère des Mines . Ind. Agro industrie		-	-	-
	45 Ministère du Commerce		-	120 000 000	120 000 000
	46 Ministère de l'Habitat, Const. et Hydraulique		20 000 000	-	20 000 000
	47 Ministère de l'Energie		-	-	-
	49 Ministère de l'Artisanat, Tourisme		-	-	-
	50 Ministère de l'Enseignement Précolaire, de l'Elémentaire, du Moyen secondaire e		35 392 835 000	-	35 392 835 000
	52 Ministère des Sports		450 000 000	425 000 000	875 000 000
	53 Ministère de la Culture et des loisirs		-	-	-
	54 Ministère de la Santé et de la Prévention		-	-	-
	55 Ministère de la Jeunesse		-	-	-
	56 Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature		20 000 000	-	20 000 000
	57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale		25 000 000	-	25 000 000
	58 Ministère de la Famille, des Organisations Feminines et de la Protection de l'Enfan		50 000 000	-	50 000 000
	59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle		1 607 165 000	100 000 000	1 707 165 000
	60 Charges non Réparties	8 566 243 000	29 428 984 000	5 270 000 000	43 265 227 000
	62 Min ELEVAGE		-	-	-
	63 Ministère de la communication et des Télécommunications		-	-	-
	64 Ministère Entrep. Fem et Micro Finances		20 000 000	-	20 000 000
	65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales		-	2 250 000 000	2 250 000 000
	66 Ministère des Transp Terrestres, des Trans Ferro et de l'Aménagement du territ		35 000 000	50 000 000	85 000 000
	67 Ministère des Energie renouv et Biocarburant		-	-	-
	68 Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement		-	-	-
	69 Ministère de l'Hygiène publique et du Cadre de Vie		-	-	-
	72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels et de la Pi		-	-	-
	75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universit		-	2 500 000 000	2 500 000 000
	76 Ministère des Technologies de l'Information et de la Communication		-	-	-
	<b>S/TOTAL MOYENS DES SERVICES</b>	<b>8 566 243 000</b>	<b>72 593 628 000</b>	<b>11 370 000 000</b>	<b>92 529 871 000</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8 566 243 000</b>	<b>73 510 075 000</b>	<b>12 360 000 000</b>	<b>94 436 318 000</b>



## ANNEXE 5 : Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirage par Pouvoir public ou Ministère et par titre

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
<b>21 Présidence de la République</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	1 115 875	11 549 000	2 418 000	15 082 875
6 Transfert en capital	46 722 000	0	0	46 722 000
<b>Total Section:</b>	<b>47 837 875</b>	<b>11 549 000</b>	<b>2 418 000</b>	<b>61 804 875</b>
<b>22 Assemblée Nationale</b>				
6 Transfert en capital	750 000	0	0	750 000
<b>Total Section:</b>	<b>750 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>750 000</b>
<b>27 Cour Suprême</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	150 000	0	0	150 000
<b>Total Section:</b>	<b>150 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150 000</b>
<b>28 Cour des Comptes</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	1 125 000	0	0	1 125 000
<b>Total Section:</b>	<b>1 125 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 125 000</b>
<b>29 SENAT</b>				
6 Transfert en capital	0	0	0	0
<b>Total Section:</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>30 Primature</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	813 000	1 543 000	4 766 000	7 122 000
6 Transfert en capital	4 497 000	0	0	4 497 000
<b>Total Section:</b>	<b>5 310 000</b>	<b>1 543 000</b>	<b>4 766 000</b>	<b>11 619 000</b>
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	4 400 000	0	1 645 000	6 045 000
6 Transfert en capital	150 000	0	0	150 000
<b>Total Section:</b>	<b>4 550 000</b>	<b>0</b>	<b>1 645 000</b>	<b>6 195 000</b>
<b>32 Ministère des Forces Armées</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	10 204 000	0	0	10 204 000
6 Transfert en capital	12 350 000	0	0	12 350 000
<b>Total Section:</b>	<b>22 554 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22 554 000</b>
<b>33 Ministère de l'Intérieur</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	5 715 000	0	0	5 715 000
6 Transfert en capital	850 000	0	0	850 000
<b>Total Section:</b>	<b>6 565 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 565 000</b>
<b>34 Ministère de la Justice</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	1 150 000	0	0	1 150 000
6 Transfert en capital	0	0	0	0
<b>Total Section:</b>	<b>1 150 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 150 000</b>
<b>35 Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	607 000	0	0	607 000
<b>Total Section:</b>	<b>607 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>607 000</b>
<b>36 Ministère des relations avec les institutions</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	325 000	0	0	325 000
<b>Total Section:</b>	<b>325 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>325 000</b>
<b>37 Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles</b>				



	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
		PT	PT	
<b>37 Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	301 000	0	0	301 000
<b>Total Section:</b>	<b>301 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>301 000</b>
<b>38 Ministère du Genre et des Relations avec les Associations Féminines Africaines et Etrangère</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	400 000	0	270 000	670 000
<b>Total Section:</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>270 000</b>	<b>670 000</b>
<b>39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	150 000	0	0	150 000
6 Transfert en capital	300 000	0	0	300 000
<b>Total Section:</b>	<b>450 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>450 000</b>
<b>40 Ministère de l'Economie Maritime</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	5 488 000	6 100 000	800 000	12 388 000
6 Transfert en capital	79 000	0	0	79 000
<b>Total Section:</b>	<b>5 567 000</b>	<b>6 100 000</b>	<b>800 000</b>	<b>12 467 000</b>
<b>41 Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	577 000	17 400 000	12 041 723	30 018 723
6 Transfert en capital	164 613 000	0	0	164 613 000
<b>Total Section:</b>	<b>165 190 000</b>	<b>17 400 000</b>	<b>12 041 723</b>	<b>194 631 723</b>
<b>42 Ministère de l'agriculture</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	4 138 000	25 317 000	17 399 000	46 854 000
6 Transfert en capital	32 129 000	0	0	32 129 000
<b>Total Section:</b>	<b>36 267 000</b>	<b>25 317 000</b>	<b>17 399 000</b>	<b>78 983 000</b>
<b>43 Ministère de l'Economie et des Finances</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	47 454 325	0	1 100 000	48 554 325
6 Transfert en capital	21 224 800	0	0	21 224 800
<b>Total Section:</b>	<b>68 679 125</b>	<b>0</b>	<b>1 100 000</b>	<b>69 779 125</b>
<b>44 Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	1 563 000	3 000 000	3 509 000	8 072 000
6 Transfert en capital	990 000	0	0	990 000
<b>Total Section:</b>	<b>2 553 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>3 509 000</b>	<b>9 062 000</b>
<b>45 Ministère du Commerce</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	410 000	0	1 015 000	1 425 000
6 Transfert en capital	830 000	0	0	830 000
<b>Total Section:</b>	<b>1 240 000</b>	<b>0</b>	<b>1 015 000</b>	<b>2 255 000</b>
<b>46 Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	5 932 000	10 919 000	2 500 000	19 351 000
6 Transfert en capital	29 848 000	0	0	29 848 000
<b>Total Section:</b>	<b>35 780 000</b>	<b>10 919 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>49 199 000</b>
<b>47 Ministère de l'Energie</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	3 982 000	34 432 900	6 301 000	44 715 900
6 Transfert en capital	7 018 000	0	0	7 018 000
<b>Total Section:</b>	<b>11 000 000</b>	<b>34 432 900</b>	<b>6 301 000</b>	<b>51 733 900</b>
<b>49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel</b>				





	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
<b>49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	650 000	0	375 000	1 025 000
6 Transfert en capital	350 000	0	0	350 000
<b>Total Section:</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>375 000</b>	<b>1 375 000</b>
<b>50 Ministère de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	15 866 000	5 550 000	24 407 277	45 823 277
6 Transfert en capital	2 512 000	0	0	2 512 000
<b>Total Section:</b>	<b>18 378 000</b>	<b>5 550 000</b>	<b>24 407 277</b>	<b>48 335 277</b>
<b>52 Ministère des Sports</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	2 100 000	0	1 000 000	3 100 000
<b>Total Section:</b>	<b>2 100 000</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000</b>	<b>3 100 000</b>
<b>53 Ministère de la Culture et des Loisirs</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	1 020 000	0	750 000	1 770 000
6 Transfert en capital	2 450 000	0	0	2 450 000
<b>Total Section:</b>	<b>3 470 000</b>	<b>0</b>	<b>750 000</b>	<b>4 220 000</b>
<b>54 Ministère de la Santé et de la Prévention</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	9 815 000	10 350 000	14 015 000	34 180 000
6 Transfert en capital	1 735 000	0	0	1 735 000
<b>Total Section:</b>	<b>11 550 000</b>	<b>10 350 000</b>	<b>14 015 000</b>	<b>35 915 000</b>
<b>55 Ministère de la Jeunesse</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	500 000	0	868 000	1 368 000
6 Transfert en capital	425 000	0	0	425 000
<b>Total Section:</b>	<b>925 000</b>	<b>0</b>	<b>868 000</b>	<b>1 793 000</b>
<b>56 Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	4 306 000	6 900 000	11 480 000	22 686 000
6 Transfert en capital	950 000	0	0	950 000
<b>Total Section:</b>	<b>5 256 000</b>	<b>6 900 000</b>	<b>11 480 000</b>	<b>23 636 000</b>
<b>57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	179 000	0	0	179 000
6 Transfert en capital	671 000	0	0	671 000
<b>Total Section:</b>	<b>850 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>850 000</b>
<b>58 Ministère de la Famille, des Organisations Femminines et de la Protection de l'Enfance</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	1 595 000	1 350 000	1 985 000	4 930 000
6 Transfert en capital	1 130 000	0	0	1 130 000
<b>Total Section:</b>	<b>2 725 000</b>	<b>1 350 000</b>	<b>1 985 000</b>	<b>6 060 000</b>
<b>59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	3 338 000	0	6 269 000	9 607 000
6 Transfert en capital	1 378 000	0	0	1 378 000
<b>Total Section:</b>	<b>4 716 000</b>	<b>0</b>	<b>6 269 000</b>	<b>10 985 000</b>
<b>62 Min Elevage</b>				
5 Investissements exécutés par l'état	3 971 000	1 324 000	740 000	6 035 000
6 Transfert en capital	518 000	0	0	518 000



	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
<b>62 Min Elevage</b>				
<b>Total Section:</b>	<b>4 489 000</b>	<b>1 324 000</b>	<b>740 000</b>	<b>6 553 000</b>
<b>63 Ministère de la communication et des Télécommunications</b>				
5 Investissements executés par l'état	330 000	0	0	330 000
6 Transfert en capital	5 000 000	0	0	5 000 000
<b>Total Section:</b>	<b>5 330 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 330 000</b>
<b>64 Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance</b>				
5 Investissements executés par l'état	355 000	0	2 350 000	2 705 000
6 Transfert en capital	1 375 000	0	0	1 375 000
<b>Total Section:</b>	<b>1 730 000</b>	<b>0</b>	<b>2 350 000</b>	<b>4 080 000</b>
<b>65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales</b>				
5 Investissements executés par l'état	440 000	10 107 100	4 846 000	15 393 100
6 Transfert en capital	13 560 000	0	0	13 560 000
<b>Total Section:</b>	<b>14 000 000</b>	<b>10 107 100</b>	<b>4 846 000</b>	<b>28 953 100</b>
<b>66 Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire</b>				
5 Investissements executés par l'état	230 000	500 000	400 000	1 130 000
6 Transfert en capital	4 150 000	0	0	4 150 000
<b>Total Section:</b>	<b>4 380 000</b>	<b>500 000</b>	<b>400 000</b>	<b>5 280 000</b>
<b>67 Ministère des Energies Renouvelables</b>				
5 Investissements executés par l'état	400 000	0	0	400 000
6 Transfert en capital	0	0	0	0
<b>Total Section:</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>
<b>68 Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement</b>				
5 Investissements executés par l'état	940 000	8 158 000	1 000 000	10 098 000
6 Transfert en capital	7 010 000	0	0	7 010 000
<b>Total Section:</b>	<b>7 950 000</b>	<b>8 158 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>17 108 000</b>
<b>69 Ministère de l'Hygiène publique et du Cadre de Vie</b>				
5 Investissements executés par l'état	350 000	0	0	350 000
6 Transfert en capital	650 000	0	0	650 000
<b>Total Section:</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000</b>
<b>72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture</b>				
5 Investissements executés par l'état	770 000	1 500 000	750 000	3 020 000
6 Transfert en capital	850 000	0	0	850 000
<b>Total Section:</b>	<b>1 620 000</b>	<b>1 500 000</b>	<b>750 000</b>	<b>3 870 000</b>
<b>75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique</b>				
5 Investissements executés par l'état	7 200 000	0	0	7 200 000
<b>Total Section:</b>	<b>7 200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 200 000</b>
<b>76 Ministère des Technologies de l'Information et de la Communication</b>				
5 Investissements executés par l'état	280 000	0	0	280 000
<b>Total Section:</b>	<b>280 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>280 000</b>
<b>Total Général:</b>	<b>517 700 000</b>	<b>156 000 000</b>	<b>125 000 000</b>	<b>798 700 000</b>

**ANNEXE 5 bis****Financement des dépenses d'investissement**

En millions de francs CFA

Titre	INTITULES DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL	
		INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)					
		ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS		AP+FA	CP+PT
		AP	CP	FA	PT	FA	PT		
	Investissements	3 849 201	517 700	1 337 046	156 000	1123 364	125 000	6 309 611	798 700

**AP** = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

**CP** = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

**FA** = financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

**PT** = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

Budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

**ANNEXE 6****Tableau des taxes parafiscales**

(Art 6 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances)

Art 16 du projet de loi de finances)

NATURE DE LA TAXE	ORGANISME BENEFICIAIRE	TAUX ET ASSIETTE	NATURE OU OBJET DE LA TAXE	TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES	PRODUIT POUR L'ANNEE 2010	EVALUATION POUR L'ANNEE 2011
Prélèvement	<b>Conseil Sénégalais des Chargeurs ( COSEC )</b>	0,2 à 0,40% valeur des marchandises importées	Prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation et à l'exportation	loi 75-51 du 3 avril 1975	4.500.000.000	4.500.000.000
Cotisation professionnelle	<b>COSEC</b>	Cotisation annuelle de 10 000 francs	Cotisation professionnelle	décret 94-006 du 9 juin 1994		
Taxe sur les usagers de la route	<b>Fonds d'Entretien Routier Autonome du Sénégal (FERA)</b>	- 3545 F CFA / hectolitre pour le super carburant -3195 F CFA / hectolitre pour l'essence ordinaire -1595 F CFA / hectolitre pour le gasoil	Taxe d'usage de la route	décret n° 2008-85 du 12 février 2008	22.500.000.000	24.500 000 000

**ANNEXE 7****Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs**

( Art 18 du projet de loi )

<b>IMPUTATION</b>	<b>NATURE DES DEPENSES</b>
<b>BUDGET GENERAL</b>	
<b>Section 10 Dette Publique</b>	
Titre 1 90922247010 1511	Amortissement emprunt projet multilatéraux
Titre 1 90922247010 1521	Amortissement emprunt projet bilatéraux
Titre 1 90922247010 1611	Amortissement emprunt programme multilatéraux
Titre 1 90922247010 1761	Autres emprunt Intérieurs auprès Instit...
Titre 1 90922247010 6511	Intérêts et frais financiers dette multilatérale
Titre 1 90922247010 6521	Intérêts et frais financiers dette bilatérale
Titre 1 90922247010 6541	Autres Intérêts et frais financiers extérieurs
Titre 1 90922247010 6571	Intérêts et frais financiers dette intérieure
<b>Toutes sections</b>	<b>TOUS LES SERVICES</b>
Titre 2 art 61 Parag. 1 Ligne 1	Dépenses de personnel
Titre 2 art 61 Parag. 3 Ligne 2	Indemnités de logement
<b>Section 31</b>	<b>AFFAIRES ETRANGERES</b>
Titre 3 14012005010 6271	Location immeuble
Titre 3 14012005010 6272	Location bâtiment à usage logement
<b>Section 60</b>	<b>ECONOMIE ET FINANCES ( charges communes )</b>
Titre 3 91322348010 6233	Couverture de débet
Titre 3 302170008011 6233	Frais d'acte et e contentieux
Titre 5 70095017999 6295	Impôts et taxes sur marchés publics financés sur fonds extérieurs



## ANNEXE 8

### ENCOURS DE LA DETTE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

	ENCOURS AU 31.12.2006	ENCOURS AU 31.12.2007	ENCOURS AU 31.12.2008	ENCOURS AU 31.08.2010
<b>Crédits multilatéraux</b>	<b>490,2</b>	<b>612,1</b>	<b>716,3</b>	<b>985,80</b>
FMI	10,8	10,8	28,8	163,20
BIRD/IDA	294,4	358,2	417,8	492,82
BEI/FED/FND	7,5	11,4	11,1	9,97
BAD/FAD	47,9	66,7	89,1	97,47
OPEP/DADEA/BID/FASA	71,1	99,8	100,4	138,12
AUTRES	58,5	65,2	69,2	84,22
<b>Crédits Bilatéraux</b>	<b>369,5</b>	<b>353,4</b>	<b>453,5</b>	<b>586,67</b>
Pays de l'OCDE	84,4	60,2	131	207,32
Pays arabes	229,6	235	248,6	260,36
Autres	55,5	58,2	73,9	118,99
<b>Dettes Commerciales</b>	<b>4,6</b>	<b>2,9</b>	<b>1,7</b>	<b>0,08</b>
DONT GARANTIE	4,6	2,9	1,7	0,08
EUROBOND				<b>90,00</b>
<b>Total</b>	<b>864,3</b>	<b>968,5</b>	<b>1171,6</b>	<b>1 662,55</b>



## ANNEXE 8 bis

### SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

en milliards de francs

	SERVICE PREVISIONNEL		
		INT + COM	principal
<b>DETTE EXTERIEURE</b>			
<b>Crédits multilatéraux</b>	<b>80,23</b>	<b>19,82</b>	<b>60,41</b>
dont BIRD/IDA/FIDA	41,79	10,97	30,82
BAD/FAD	13,16	3,16	10
OPEP/DADEA/BID	15,33	3,32	12,01
FMI	0		
Autres crédits	9,95	2,37	7,58
<b>Crédits Bilatéraux</b>	<b>77,59</b>	<b>25,24</b>	<b>52,35</b>
Pays de l'OCDE	49,54	10,52	39,02
Pays arabes	10,95	2,19	8,76
Autres	17,1	12,53	4,57
<b>Autres crédits</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Crédits d'Exportation	0	0	
BCKOW			
Crédits com. Non assurés			
Dettes rééchelonnées			0
<b>Opérations financières</b>	<b>9,32</b>	<b>9,32</b>	<b>0</b>
Eurobund	9,32	9,32	0
<b>Total Brut ( a )</b>	<b>167,14</b>	<b>54,38</b>	<b>112,76</b>
Economies PPTE ( b )			
Economies IADM(c)			
<b>Total Net ( a-b-c )</b>	<b>167,14</b>	<b>54,38</b>	<b>112,76</b>
<b>DETTE INTERIEURE</b>			
<b>Source lettre n° 000471 MEF/DGCPT/TG du 07/10/2010</b>			
Titres d'Etat	0	0	0
Concours FMI	4,56	2,96	1,6
Titres P.B.E.	0		0
Dépôt KOWEITIEN	5,57	0,25	5,32
Autres emprunts bancaires	1,86	1,86	0
Remboursement découvert statutaire BCEAO	8,54	0,64	7,9
Obligations du Trésor	42,68	14,41	28,27
Bons du Trésor	23,68	23,68	0
Dépôts des organismes	0,7	0,7	0
	0		
	0		
	0		
<b>TOTAL dette intérieure</b>	<b>87,59</b>	<b>44,5</b>	<b>43,09</b>
<b>Total général</b>	<b>254,73</b>	<b>98,88</b>	<b>155,85</b>



**ANNEXE 9**  
**Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources**  
**PPTE/IADM**

En millions de francs CFA

<b>Intitulés</b>	<b>Affectation crédits PPTE /IADM</b>
PRISE EN CHARGES MAITRES CONTRACTUELS	9 900 000 000
<b>Total PPTE</b>	<b>9 900 000 000</b>
PRISE EN CHARGE DES VOLONTAIRES DE L'EDUCATION	2 100 000 000
<b>Total IADM</b>	<b>2 100 000 000</b>
<b>TOTAL EDUCATION</b>	<b>12 000 000 000</b>
<b>TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>12 000 000 000</b>



**ANNEXE 9 bis****LISTE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES PPTE/IADM**

<b>CODE PTIP</b>	<b>INTITULE DES PROJETS</b>	<b>AFFECTATION RESSOURCES PPTE-IADM</b>
<b>30 PRIMATURE</b>		
44081	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION	1 172 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>1 172 000 000</b>
<b>40 MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME, DE LA PECHE ET DES TRANSPORTS MARITIMES</b>		
14133	AIRES DE TRANSFORMATION	492 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>492 000 000</b>
<b>41 MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DES TRANSPORTS AERIENS ET DES INFRASTRUCTURES</b>		
33014	CONSTRUCTION PONT DE FANAYE ET GEOLE	2 000 000 000
33050	PONT DE GOULOUMBOU	572 000 000
33049	CONSTRUCTION DES 3 PONTS DE MATAM SUR 10 KM	1 000 000 000
33014	CONSTRUCTION DU PONT DE FANAYE ET GEOLE	2 000 000 000
24089	PROGRAMME D'URGENCE ELECTRIFICATION RURALE	3 000 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>8 572 000 000</b>
<b>42 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE L'AGRICULTURE</b>		
11012	PROGRAMME AGRICOLE/VOLET ENGRAIS	5 000 000 000
11010	PROG AGRICOLE/VOLET PROG SPECIAUX	5 679 000 000
11879	APPUI DEVELOPPEMENT RURAL EN CASAMANCE	377 000 000
11072	PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE MATAM	742 000 000
11006	PROGRAMME AGRICOLE/VOLET SEMENCES ARACHIDE	5 000 000 000
19504	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES MARCHES AGRICOLES	216 000 000
11880	PROJET DE DEVELOPPEMENT FILIERE MICRO JARDIN	188 000 000
19034	PROGRAMME AGRICOLE VOLET PROTECTION DES CULTURE	700 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>17 902 000 000</b>
<b>44 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES MINES, DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE DES PRODUITS AGRICOLES</b>		
22834	PLATES -FORMES MULTIFONCTIONNELLES	300 000 000
29026	FONDS D'APPUI A LA MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES	250 000 000
22010	APPUI A L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AGRO-ALIMENTAIRE	100 000 000
22011	CONTRIBUTION A LA PROMOTION DES FILIERES ARO-ALIMENTAIRES ET EMERGENTES	100 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>750 000 000</b>
<b>45 MINISTERE DU COMMERCE</b>		
31001	PROJET D'EDIFICATION D'INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE	180 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>180 000 000</b>
<b>46 MINISTERE DE L'HABITAT, DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HYDRAULIQUE</b>		
15088	AEP GOROM LAMPSAR	225 000 000



15030	PEPAM SOUS-PROGRAMME BAD PHASE II	885 000 000
15521	PEPAM-REALISATION 4000 BRANCHEMENTS SOCIAUX	150 000 000
15023	PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE TOUBA	128 000 000
15522	PEPAM REALISATION 12 FORAGES MULTIVILLAGES	200 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>1 588 000 000</b>
<b>49 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DU TOURISME ET DES RELATIONS AVEC LE SECTEUR PRIVE ET LE SECTEUR INFORMEL</b>		
23002	FONDS D'APPUI A L'ARTISANAT	200 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>200 000 000</b>
<b>50 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE, DE L'ELEMENTAIRE ET DU MOYEN SECONDAIRE ET DES LANGUES NATIONALES</b>		
45012	PROJET CONSTRUCTION SALLES DE CLASSE	5 464 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>5 464 000 000</b>
<b>54 MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION</b>		
44084	APPUI AU PROGRAMME SIDA	515 000 000
44126	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	500 000 000
44050	PROGRAMME SANTE MATERNELLE, INFANTILE/SR	501 000 000
44120	PROJET CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE DE CASCAS	375 000 000
44009	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT MATERNITE LE DANTEC	740 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>2 631 000 000</b>
<b>55 MINISTERE DE LA JEUNESSE</b>		
42522	SANTE DE LA REPRODUCTION DES JEUNES	50 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>50 000 000</b>
<b>56 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE, DES BASSINS DE RETENTION ET DES LACS ARTIFICIELS</b>		
13177	PROGRAMME APPUI AU DEVELOPPEMENT FORESTIER	190 000 000
13156	PROJET CONSOLIDATION DES ZONES COTIERES	126 000 000
13023	PROJET DE RENFORCEMENT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE BROUSSE	180 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>496 000 000</b>
<b>57 MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE</b>		
46158	PROJET READAPTATION BASE COMMUNAUTAIRE HANDICAPES	300 000 000
46143	DOTATION AU FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE	300 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>600 000 000</b>
<b>58 MINISTERE DE LA FAMILLE, DES ORGANISATIONS FEMININES ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE</b>		
46159	RECONSTITUTION STOCK DE SECURITE ALIMENTAIRE	1 000 000 000
46110	APPUI AUX GROUPEMENTS FEMININS	400 000 000
46155	PROG DE LUTTE CTRE LES PIRES FORMES DE TRAV// ENFANTS	330 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>1 730 000 000</b>
<b>59 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>		
45060	PROJTE DE CONSTRUCTION CETF TOUBA, GOSSAS, GUEDIWAYE, NIORO DU RIP, FOUNDIUGNE, SALEMATA	325 000 000
45082	PROJET CONSTRUCTION LYCEE TECHNIQUE TAMBACOUNDA ET MBACKE	300 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>625 000 000</b>
<b>62 MINISTERE DE L'ELEVAGE</b>		
12018	PROGRAMME NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE	1 750 000 000
12065	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA PROTECTION ZOOSANITAIRE	846 000 000



<b>TOTAL SECTION</b>		<b>2 596 000 000</b>
<b>64 MINISTERE DE L'ENTREPREUNARIAT FEMININ ET DE LA MICROFINANCE</b>		
29830	FONDS NATIONAL DE L'ENTREPREUNARIAT FEMININ	1 000 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>1 000 000 000</b>
<b>65 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES LOCALES</b>		
11886	PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT LOCAL	332 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>332 000 000</b>
<b>68 MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>		
41616	PEPAM-REALISATION DE 30 KM D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES	600 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>600 000 000</b>
<b>72 MINISTERE DES ECOVILLAGES, DES BASSINS DE RETENTION, DES LACS ARTIFICIELS ET DE LA PISCICULTURE</b>		
15512	PROGRAMME DE REALISATION DES BASSINS DE RETENTION	770 000 000
15002	PROJET APPUI A LA PETITE IRRIGATION LOCALE	150 000 000
14016	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT PISCICULTURE	100 000 000
<b>TOTAL SECTION</b>		<b>1 020 000 000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>48 000 000 000</b>

**ANNEXE 10****SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**

N°	INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA)		
		2009	2010	2011
1	AGENCE NATIONALE DE SECURITE	150	150	94,9
2	AGENCE INFORMATIQUE DE L'ETAT	50	50	45
3	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTIS. GRANDS TRAVAUX (APIX)	2540,90	2540,8	1759,4
4	AGENCE DE LA CASE DES TOUT PETITS	582,5	500,5	450,5
5	AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER	50	50	49
6	AGENCE NAT. RELANCE DES ACTIVITES ECON. SOC.EN CASAMANCE (ANRAC)	300	300	270
7	MCA AGENCE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PLATEFORME DU MILLEN. DIAMNIADIO	262	262	262
8	AGENCE POUR LA PROPRETE DE DAKAR (APPROSEN)	300	300	300
9	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE	2 630,40	2630,4	2157,9
10	AGENCE POUR LA PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE	55	55	55
11	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME	150	100	100
12	AGENCE DE REGULATION DES MARCHÉ	201,3	211,3	241,7
13	AGENCE SENEG. PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	200	450	200
14	AGENCE POUR LA PROMOT. ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT (APDA)	210	210	210
15	AGENCE SENEGALAISE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASIT)	290	290	204,8
16	AGENCE POUR LA PROMOTION DES SITES INDUSTRIELS (APROSI)	185	185	130
17	AGENCE SENEGALAISE DE NORMALISATION	49,6	100	70,5
18	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME)	441,9	441,9	416,1
19	AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	125	125	93,8
20	AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE	400	500	500
21	AGENCE DE L'AVIATION CIVILE	100	100	100
22	AGENCE NATIONALE DE PEDOLOGIE	150	200	200
23	AGENCE POUR LA REINSERTION DES MILITAIRES	100	120	113
24	AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'AQUACULTURE	170	170	221,3
25	ANCAR	1 071,00	1071,2	1000
26	AGENCE POUR LE PLAN REVA	50	50	50
27	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	1000,415	1000,4	1000,4
28	AGENCE DES ECO VILLAGES	50	300	221,3
29	AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE	50	150	150
30	AGENCE NAT. CADRE DE VIE ET DE LA QUALITE DE LA CONSOMMATION	50	50	100
31	AGENCE NATIONAL DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	50	50	300
32	AGENCE DES AEROPORTS DU SENEGAL	50	300	37,3
33	AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE DU SENEGAL	50	50	50
34	AGENCE NATIONALE DES GRANDS PROJETS HOSPITALIERS	50	50	45
35	AGENCE NAT.REGULATION TELECOMMUNICATIONS DES POSTES	50	50	45
36	AGENCE NAT.DES AIRES COMMUNAUTAIRES	50		
37	AGENCE NATIONALE HAUTE AUTORITE DU DESERT	50	50	50
38	AGENCE NATIONALE DEVELOPPEMENT LOCAL	50	50	37,5
39	AGENCE NATIONALE DES AFFAIRES MARITIMES		150	140
40	OFFICE POUR LA FORMAION ET L'EMPLOI DES JEUNES DE LA BANLIEUE		300	270
41	SENECLIC		241,2	167,2
42	Haute Autorité de surveillance sécurité Prot.Envi.Ma		200	228,8
43	Agence Nationale de la maison de l'Outil			100
	<b>TOTAL</b>	<b>12 365,015</b>	<b>14 154,7</b>	<b>12 237,4</b>

**ANNEXE 10 bis****SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**

N°	INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA)		
		2009	2010	2011
1	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX)	6 760	25 570	43 557
2	AGENCE DE REINSERTION SOCIALE ARMEES (ARSA)	259		
3	AGEROUTE	70 896	81 874	162 953
4	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)	2 310	7 700	4500
5	AGENCE NATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA CASAMANCE (ANRAC)	550	500	500
6	AGENCE NATIONALE DU PLAN REVA)	1 014	1 044	900
7	AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER)	6 268	4 168	4 258
8	AGENCE SENEGALAISE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASIT)	127	127	100
9	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME)	175	90	90
10	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME (ANPT)	100	100	100
11	AGHENCE DE DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (ADM)	1 300	300	3 700
12	AGENCE DE REGULATION DES MARCHES (ARM)	200	175	180
13	AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS (ASEPEX)	100	100	80
14	AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES TOUT PETITS (ANCTP)	730	900	600
15	AGENCE DE L'INFORMATIQUE DE L'ETAT	1600	2 800	1 600
16	AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'AQUACULTURE	500	400	300
17	AGENCE DES ECO VILLAGES	70	309	300
18	AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE	650	150	125
19	AGENCE POUR LA PROPRETE DU SENEGAL	650	550	650
20	AGENCE SENECLIC RESEAU NATIONAL DE SOLIDARITE NUMERIQUE	60	150	250
21	AGENCE NAT. CADRE DE VIE ET DE LA QUALITE DE LA CONSOMMATION	600		
22	AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	500	500	550
23	AGENCE DES AEROPORTS DU SENEGAL	520		
24	AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE DU SENEGAL	50	400	250
25	AGENCE NATIONALE DE CONSEIL AGRICOLE ET RURAL (ANCAR)	253	253	250
26	AGENCE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ANAT)			200
27	AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL			166
28	AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES			25
29	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT			50
	<b>TOTAL</b>	<b>96 242</b>	<b>128 160</b>	<b>226 234</b>



## ANNEXE 11

## OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIAINT D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS

Structures	Libelles	Prévision 2009	Exécution 2009	Prévision 2010	Exécution au 31/07/2010
APIX	Transfert courant (Etat)	3 740 950 180	3 740 950 180	2 540 950 180	1 693 972 000
	Transfert en Capital (Etat)	55 800 000 000	55 800 000 000	25 500 000 000	12 700 000 000
	Bailleurs de Fonds	3 452 872 900	325 384 214	4 941 834 461	232 730 082
	<b>Total Recettes</b>	<b>62 993 823 080</b>	<b>59 866 334 394</b>	<b>32 982 784 641</b>	<b>14 626 702 082</b>
	Fonctionnement	3 740 950 180	3 067 676 795	2 540 950 000	1 959 755 049
	Investissement	59 252 872 900	23 717 878 347	30 441 834 461	29 653 485 116
	<b>Total Dépenses</b>	<b>62 993 823 080</b>	<b>26 785 555 142</b>	<b>32 982 784 461</b>	<b>31 613 240 165</b>
AATR	Transfert courant (Etat)	2 209 000 000	2 050 000 000	3 050 000 000	1 400 000 000
	Transfert en Capital (Etat)	73 496 000 000	44 352 296 596	95 135 000 000	34 088 606 656
	Bailleurs de Fonds	124 020 454 785	65 505 542 232	117 085 000 000	41 235 154 071
	<b>Total Recettes</b>	<b>199 725 454 785</b>	<b>111 907 838 828</b>	<b>215 270 000 000</b>	<b>76 723 760 727</b>
	Fonctionnement	2 209 000 000	2 119 583 444	3 050 000 000	1 344 962 799
	Investissement	197 516 454 785	107 738 255 384	212 220 000 000	75 323 949 397
	<b>Total Dépenses</b>	<b>199 725 454 785</b>	<b>109 857 838 828</b>	<b>215 270 000 000</b>	<b>76 668 912 196</b>
ASER	Transfert courant (Etat)	1 118 000 000	1 118 000 000	1 108 000 000	1 108 000 000
	Transfert en Capital (Etat)	7 350 000 000	5 150 000 000	3 150 000 000	150 000 000
	Bailleurs de Fonds	16 140 071 571	959 640 000	14 452 065 367	237 414 666
	<b>Total Recettes</b>	<b>24 608 071 571</b>	<b>7 227 640 000</b>	<b>18 710 065 367</b>	<b>1 495 414 666</b>
	Fonctionnement	1 462 455 091	3 670 282 422	1 329 312 394	1 502 233 441
	Investissement	23 145 616 480	5 388 239 311	17 380 752 973	2 939 771 304
	<b>Total Dépenses</b>	<b>24 608 071 571</b>	<b>9 058 521 733</b>	<b>18 710 065 367</b>	<b>4 442 004 745</b>
UCAD	Transfert courant (Etat)	19 491 036 808	19 491 036 808	19 464 462 000	9 732 231 000
	Transfert en Capital (Etat)	343 473 205	54 382 221	393 473 105	54 382 221
	Bailleurs de Fonds	973 880 719	946 417 282	7 936 924 727	5 079 631 825
	<b>Total Recettes</b>	<b>20 808 390 732</b>	<b>20 442 892 312</b>	<b>27 794 859 832</b>	<b>14 866 227 046</b>
	Fonctionnement	20 464 917 527	19 887 806 853	27 401 386 727	17 536 887 505
	Investissement	343 473 205	54 382 221	393 473 105	54 382 221
	<b>Total Dépenses</b>	<b>20 808 390 732</b>	<b>19 942 189 074</b>	<b>27 794 859 832</b>	<b>17 591 269 726</b>
COUD	Transfert courant (Etat)	13 344 700 000	13 344 700 000	11 582 700 000	9 573 008 500
	Transfert en Capital (Etat)	1 181 081 979	1 181 081 979	1 490 300 000	1 231 741 500
	Bailleurs de Fonds	65 000 000	13 500 000	25 000 000	5 750 000
	Ressources propres	1 777 000 000	1 551 958 410	1 825 500 000	1 168 960 970
	<b>Total Recettes</b>	<b>14 215 000 000</b>	<b>16 091 240 389</b>	<b>14 923 500 000</b>	<b>11 979 460 970</b>
	Fonctionnement	13 067 000 000	14 915 598 410	15 293 400 644	12 714 356 875
	Investissement	1 148 000 000	1 181 081 979	1 490 300 000	1 287 332 790
	<b>Total Dépenses</b>	<b>14 215 000 000</b>	<b>16 096 680 389</b>	<b>16 783 700 644</b>	<b>14 001 689 665</b>

**ANNEXE 12****SUR LES RISQUES BUDGETAIRES****- Cautions, garanties, autres (risques contingents)****1- Cautions**

**Producteur Indépendant d'Electricité (GTI) : *risque de mise en jeu de caution faible***

**Producteur Indépendant d'Electricité (Kounoune Power) : *risque de mise en jeu de caution faible***

**2- Capital social appelé non versé :**

La libération de la souscription de l'Etat à la banque verte et au groupe air Sénégal pour un montant global de : **7,296 milliards.**

**3- Actions en justice :**

Montants des risques susceptibles d'être réclamés en 2011, par défaut, au titre des contentieux pendants devant les tribunaux internationaux et nationaux : **47 milliards**

**4- Autres obligations contingentes :**

Elles concernent la dette des hôpitaux et autres établissements publics par rapport à laquelle, l'Etat peut venir en aide mais ne supporte aucune forme de garantie qui l'y oblige. Le montant des risques à ce titre dépendra des disponibilités financières de l'Etat